

**MONDIALISATION ET INTERDÉPENDANCE :
DÉFIS ET OPPORTUNITÉS
SUR LE PLAN MACRO-STRUCTUREL**

Pete Richardson (éditeur)

TABLE DES MATIÈRES

Introduction et généralités	54
L'expérience économique de ces 25 dernières années : rétrospective	56
Évolution dans les pays de l'OCDE	57
Évolution dans les pays non membres de l'OCDE	68
Mondialisation et interactions entre les économies de l'OCDE et les autres	94
Croissance de la productivité des facteurs et réformes des politiques	109
Scénarios possibles à l'horizon 2020	118
Le scénario de croissance forte	123
Le scénario de croissance plus lente	129
Facteurs clés et actions à mener	136
Les conséquences macroéconomiques du vieillissement des populations	137
Assainissement des finances publiques	145
Bibliographie	155
<i>Annexe</i> : Le modèle MINILINK	163

Le présent document a été élaboré dans le cadre de l'étude menée à l'échelle de l'OCDE sous le titre «Vers une nouvelle ère mondiale : Défis et opportunités» (Phase 2) et présentée dans OCDE (1997*a*, et 1997*b*). Le rédacteur et auteur principal est Chef de la Division Analyse macroéconomique et Gestion des systèmes du Département des Affaires économiques de l'OCDE. Ont également apporté leur contribution à titre individuel : Marcos Bonturi, Alain De Serres, Thomas Egebo, Alessandro Goglio, Lisbeth Hellvin, Marie-Odile Louppe, David Turner, Anne Vourc'h et Bernard Wasquez. Nous tenons à remercier tout spécialement Christophe Madaschi, Laurence Le Fouler et Frédérique Guillemine pour la partie statistique et Jan-Cathryn Davies, Lyn Louichaoui, Sylvie Ricordeau et Anne Eggimann pour la préparation technique. Nos remerciements vont également à de nombreux collègues, notamment Robert Ford et Michael Feiner, pour leurs commentaires au stade des premières versions.

INTRODUCTION ET GÉNÉRALITÉS

En mai 1995, le Centre de Développement de l'OCDE a publié une étude intitulée « L'interdépendance mondiale : les liens entre l'OCDE et les principales économies en développement » (Phase 1), qui examinait l'évolution économique actuelle et future de 15 économies en développement et leurs liens avec les économies de l'OCDE¹. Cette étude était principalement consacrée à l'évolution de la Chine, de l'Inde et de l'Indonésie, excluant les économies dynamiques non membres (EDNM) et les pays d'Europe centrale et orientale (PÉCO). Au vu de leurs liens économiques – échanges commerciaux, investissements, mouvements de capitaux et transferts de technologie – il est apparu que bon nombre de ces économies poursuivaient des stratégies de développement « riches en liens », leur permettant de s'intégrer dans l'économie mondiale (« mondialisation »). Si l'économie mondiale est toujours dominée par les pays de l'OCDE, les nouvelles politiques mises en place dans ces économies émergentes représentent un tournant important susceptible d'avoir des répercussions pour l'OCDE, dans la mesure où elles créent de nouveaux centres d'influence économique et modifient de plus en plus la structure des échanges, des investissements et de la production à l'échelle mondiale. Cette étude concluait que les pays de l'OCDE avaient de fortes chances de retirer des avantages nets importants du développement économique rapide que connaissent ces pays, qui représentent d'importants marchés à fort potentiel d'expansion pour les exportations de biens, de services, de capitaux et de savoir-faire réalisées par les pays de l'OCDE.

La Phase 2 de l'étude de l'OCDE a été entreprise à l'échelle de toute l'Organisation, en vue d'étendre cette analyse à une palette plus large d'économies non membres et d'examiner les répercussions générales pour l'OCDE en tant qu'organisation et pour sa stratégie d'ouverture aux pays non membres et en particulier aux économies des « Cinq grands »². Cette démarche impliquait tout particulièrement :

- l'examen des questions susceptibles de se poser dans une perspective à long terme, à partir de scénarios à l'horizon 2020 prenant en compte diverses évolutions possibles sur les plans économique, politique et social;

- une attention toute particulière pour les effets d'une interdépendance favorisée par les échanges commerciaux, les investissements, le financement, l'intégration régionale, la technologie et les facteurs démographiques; et
- une analyse des répercussions sur les politiques structurelles et macroéconomiques, les échanges commerciaux, les investissements et la libéralisation des activités financières, la coopération en matière de développement et les politiques de l'environnement.

Ce document constitue la synthèse de la contribution du Département des affaires économiques à l'étude l'OCDE. Il examine les aspects à moyen et long terme de l'évolution de la zone OCDE et de ses liens avec les économies non membres de l'OCDE, essentiellement sous l'angle structurel et macroéconomique³. Il examine l'évolution de l'économie mondiale au cours de ces dernières décennies et la situation économique actuelle des grandes régions en insistant sur :

- les évolutions macro-structurelles dans l'OCDE;
- l'expérience de la croissance dans les pays non membres de l'OCDE : les sources de la croissance et les orientations des politiques;
- le rôle de la mondialisation et les liens existant entre les régions de la zone OCDE et les autres dans le processus de développement;
- l'influence des politiques et des réformes sur la productivité des facteurs et sur la croissance potentielle dans les économies membres et non membres de l'OCDE.

Il examine ensuite l'évolution future possible dans un environnement économique caractérisé par un taux rapide de mondialisation du fait de la libéralisation des échanges et des investissements et par un degré plus élevé d'interdépendance économique.

Ce faisant, il dresse un certain nombre de scénarios prospectifs pour l'économie mondiale du prochain quart de siècle. Fondés sur un cadre permettant une décomposition des sources de la croissance, ces scénarios fournissent une palette d'estimations potentielles de la croissance économique par pays et par région, lesquelles sont à leur tour fonction de toute une série d'hypothèses sur les facteurs clés et les actions à mener. Ces scénarios ne constituent par conséquent pas des prévisions auxquelles peuvent être rattachées des probabilités spécifiques. Leur valeur ne tient pas à l'exactitude des prévisions portant sur des conditions économiques ou des événements spécifiques, mais aux indications qu'ils fournissent sur les facteurs susceptibles d'avoir un effet sur la croissance et le développement futurs, et à l'illustration des répercussions d'ensemble que peuvent avoir ces facteurs sur les résultats économiques, tant en termes absolus que relatifs, dans le moyen et le long terme. La comparaison entre les scénarios

chiffrés facilite également l'analyse des risques et des incertitudes et donc la détermination des conditions nécessaires pour la réalisation de résultats économiques mondiaux satisfaisants et durables.

Le scénario de la « croissance forte », auquel une place prééminente est accordée, est un scénario optimiste dans la mesure où il intègre un certain nombre d'hypothèses favorables sur les politiques futures et tient par conséquent lieu d'objectif que les politiques doivent atteindre. Toutefois il existe de nombreux obstacles, tensions et facteurs défavorables qui pourraient mener à des résultats moins satisfaisants pour un participant, voire pour l'ensemble des participants de l'économie mondiale et les scénarios essentiellement fondés sur une extrapolation des tendances actuelles se traduisent généralement par des résultats nettement moins bons. L'un des objectifs importants de cette étude est donc de jeter un éclairage sur les conditions nécessaires à la croissance et au développement et sur les actions qu'il convient de mener pour diminuer les probabilités d'obtenir des résultats peu satisfaisants. Dans ce contexte, la dernière partie de ce document examine un certain nombre de facteurs structurels et macroéconomiques spécifiques aux économies des pays de l'OCDE qui pourraient s'avérer des sources de tension importantes dans le long terme ainsi que la manière dont ces facteurs pourraient agir sur les économies des pays non membres de l'OCDE.

Toute évaluation des perspectives d'avenir passe par un examen de la situation économique actuelle et passée, dans la mesure où celui-ci fournit des informations sur la situation de départ et sur les contraintes sous-jacentes aux politiques et aux évolutions probables. Il permet également de tirer des enseignements utiles sur le succès ou l'échec de telle ou telle orientation. La première partie du document présente donc d'une part une « rétrospective » de la croissance économique et des évolutions macroéconomiques dans les régions de l'OCDE et hors OCDE au cours des 25 dernières années ainsi que des interactions entre celles-ci, notamment par le biais du commerce international et de l'investissement et, d'autre part, un examen des principaux aspects associés aux politiques et aux facteurs sous-jacents qui ont influencé l'évolution de la croissance.

L'EXPÉRIENCE ÉCONOMIQUE DE CES 25 DERNIÈRES ANNÉES : RÉTROSPECTIVE

Ces 25 dernières années ont été caractérisées par les changements importants et même fondamentaux qui sont intervenus dans le paysage économique et institutionnel de l'économie mondiale, des changements qui ont éprouvé la capacité d'adaptation des économies et des sociétés. La réduction généralisée, aux niveaux national et régional, des obstacles au commerce et à l'investissement direct étranger, associée aux progrès considérables accomplis dans les domaines

des transports, des technologies de production et de communication, ont conduit à une croissance rapide du commerce mondial et des flux d'investissement et à un rapprochement des liens entre les économies des pays membres et non membres de l'OCDE. La libéralisation des marchés financiers nationaux et internationaux permet une circulation pratiquement libre des ressources financières dont les mouvements sont toutefois parfois plus instables. Un basculement généralisé vers des taux de change flottants entre les principaux blocs de monnaies convertibles a, parfois, provoqué des fluctuations considérables de la valeur des principales monnaies et des termes de l'échange. Le prix des produits de base, et plus particulièrement celui du pétrole brut et des produits pétroliers, a considérablement varié au cours de la première moitié de la période, entraînant des évolutions importantes des prix relatifs. L'inflation ayant atteint les deux chiffres dans de nombreux pays de l'OCDE au cours des années 70 et au début des années 80, l'abaissement du taux d'inflation s'est de plus en plus imposé de manière impérative comme un objectif de politique économique, objectif que la plupart des pays de l'OCDE ont désormais atteint.

Évolution dans les pays de l'OCDE

En dépit de la réduction importante des taux d'inflation obtenue à ce jour (graphique 1) et des stimuli que constituent, pour le potentiel d'efficacité économique et de croissance, les changements structurels et le processus de libéralisation, les performances macroéconomiques d'ensemble des pays de l'OCDE se sont détériorées à d'importants égards au cours de ces deux ou trois dernières décennies :

- la croissance de la productivité s'est ralentie dans toute la zone (tableau 1), même si le Japon et l'Europe ont rattrapé les niveaux de productivité des États-Unis ou sont même passées au premier rang en termes de productivité dans certains secteurs⁴. Dans le secteur manufacturier, il existe encore des possibilités de rattrapage en direction de meilleures pratiques, alors que la productivité dans les secteurs des services demeure souvent faible en Europe et au Japon, en raison des effets des réglementations publiques et de la faible concurrence étrangère ;
- le chômage a connu une forte augmentation dans de nombreux pays et tout particulièrement en Europe (graphique 2), en raison de l'adaptation très lente des politiques structurelles aux changements de conditions ayant affecté les marchés du travail, en particulier ceux liés à la baisse tendancielle de la demande de travailleurs non qualifiés ; dans les autres pays les écarts de revenus se sont considérablement creusés⁵ ;
- les taux d'épargne nationaux ont diminué dans toute la zone, en raison du recul de l'épargne privée (par rapport à un taux très élevé il est vrai) au Japon ; de la diminution du taux d'épargne publique en Europe ; et d'une

◆ Graphique 1. **Indicateurs de l'inflation**
Variation en pourcentage d'une année sur l'autre

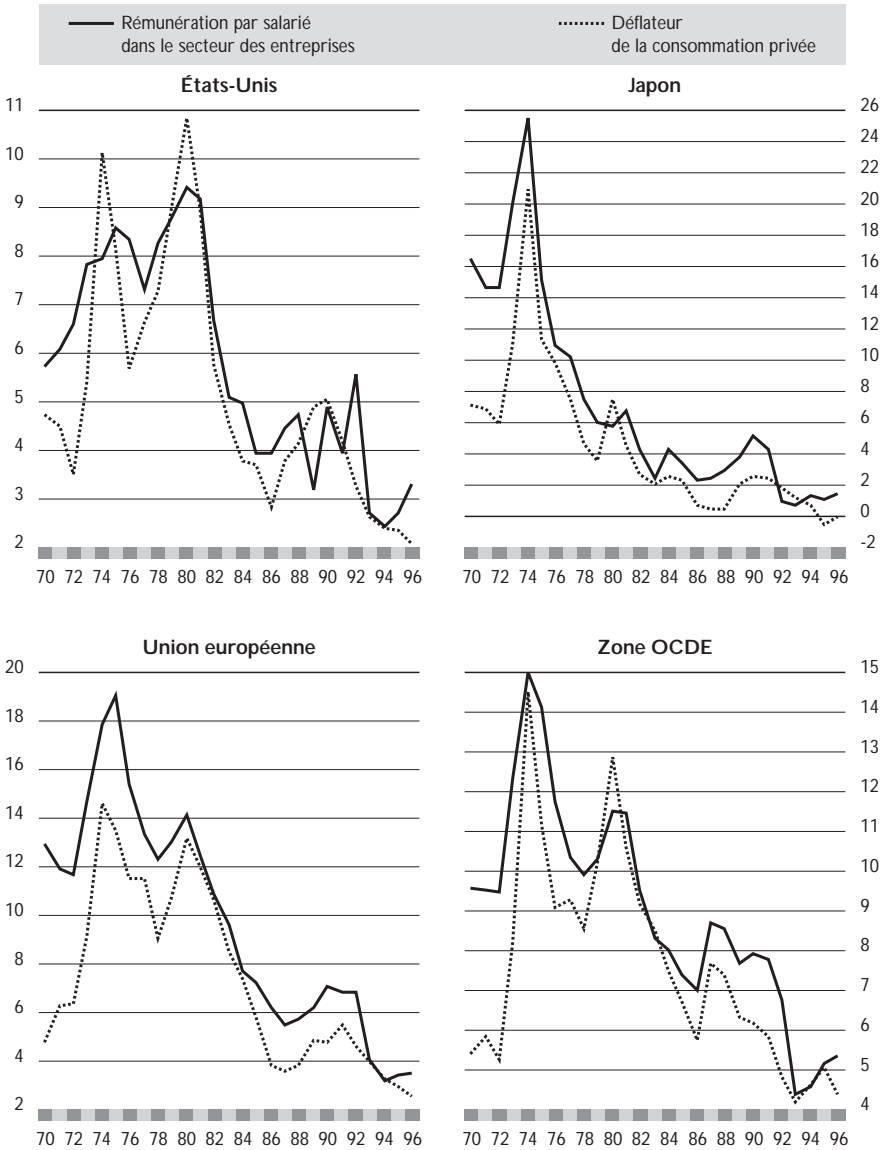


Tableau 1. **Productivité dans le secteur des entreprises**

Variation en pourcentage, en taux annuels

	États-Unis	Japon	Union européenne ²	OCDE ²
PTF ³				
1961-70 ⁴	2.5	6.1	3.3	3.3
1971-80	0.6	1.8	1.7	1.3
1981-90	0.8	1.8	1.4	1.2
1991-95 ⁵	0.4	-0.3	0.9	0.5
Productivité du travail				
1961-70 ⁴	2.6	9.2	5.4	4.8
1971-80	0.9	3.7	3.1	2.3
1981-90	1.1	2.9	2.2	1.8
1991-95 ⁵	0.6	0.7	1.5	1.0
Productivité du capital				
1961-70 ⁴	2.3	-2.8	-0.9	0.0
1971-80	0.1	-3.9	-1.2	-1.1
1981-90 ⁵	0.1	-1.4	-0.1	-0.3
1991-95 ⁵	-0.1	-3.4	-0.4	-0.8

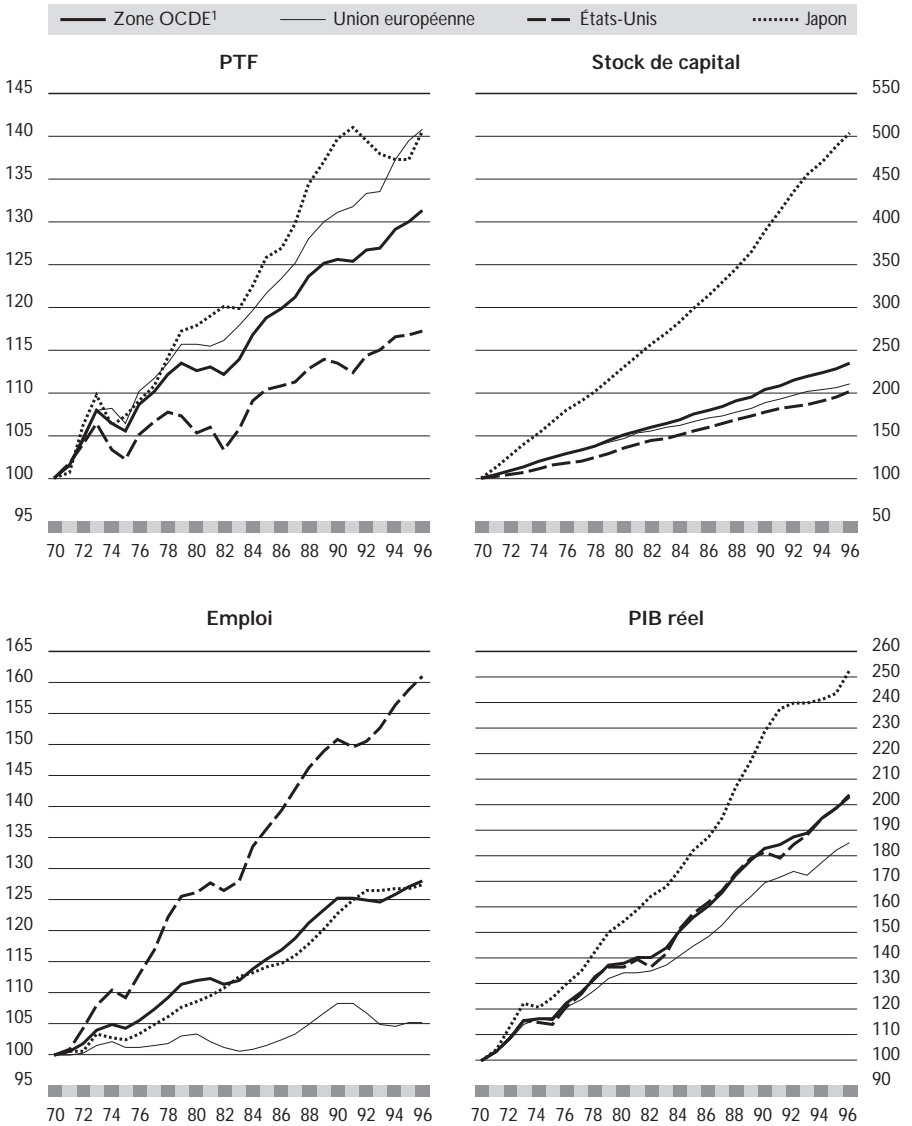
1. Les estimations relatives aux États-Unis sont fondées sur les statistiques disponibles en matière de stock de capital, lesquelles ne prennent pas en compte les changements les plus récents introduits dans les principes de comptabilité nationale.
2. Les agrégats sont calculés sur la base du PIB du secteur des entreprises pour 1992, exprimé en parités de pouvoir d'achat de 1992.
3. La croissance de la PTF est mesurée sous la forme d'une moyenne pondérée de la croissance de la productivité du travail et de celle de la productivité du capital, les coefficients de pondération retenus étant les parts moyennes du capital et du travail au cours de la période considérée.
4. 1962 pour le Japon.
5. 1994 pour le Japon.

Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 60.

combinaison de ces deux facteurs aux États-Unis. Ceci a entraîné en contrepartie une hausse des niveaux d'endettement public, un relèvement des taux d'intérêt réels et un ralentissement du rythme d'accumulation du capital dans la zone OCDE (graphique 3).

L'action conjointe de ces facteurs a contribué à un ralentissement de la croissance des revenus réels et de l'emploi dans la zone OCDE au cours de la période (graphique 4). L'évolution constatée dans chacun des grands pays et chacune des grandes régions de l'OCDE témoigne d'une synergie entre ces éléments communs et des facteurs plus spécifiques aux différents pays et aux différentes régions.

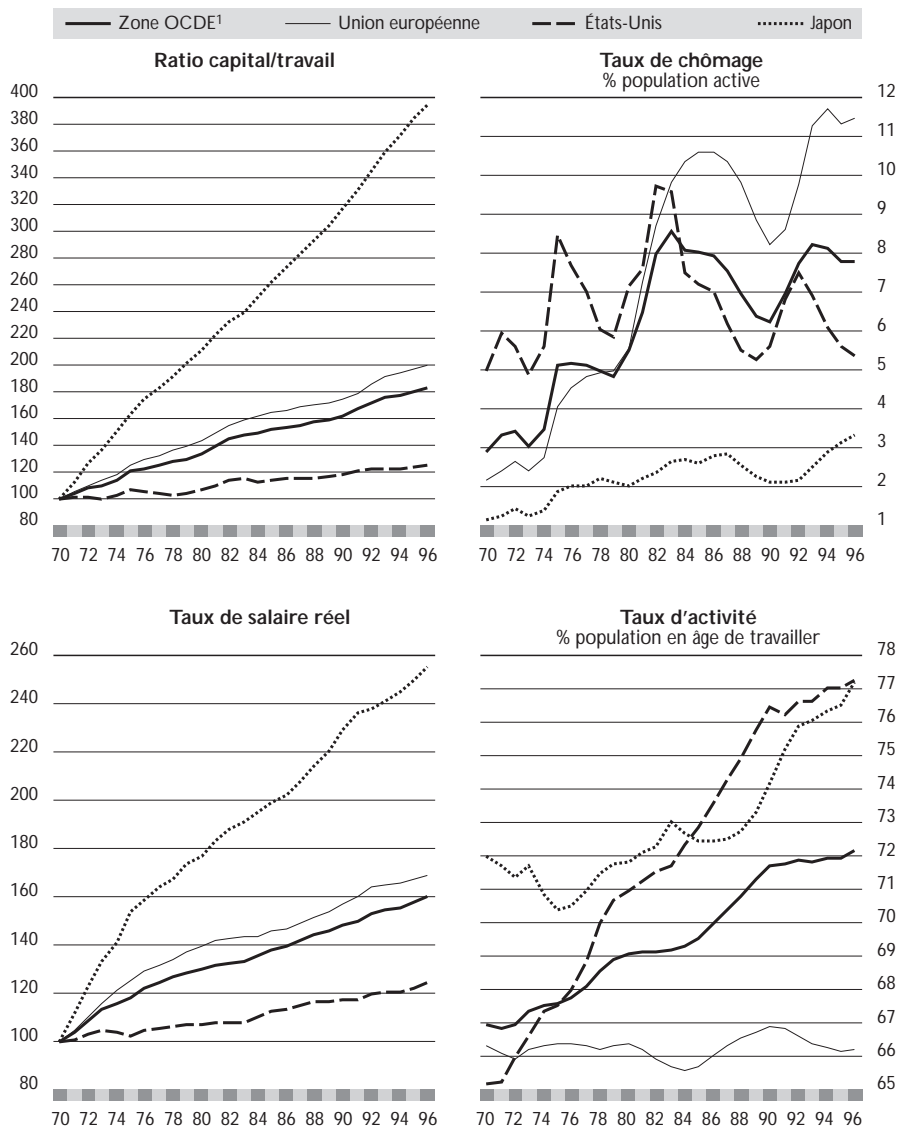
◆ Graphique 2. **Principaux indicateurs des performances de l'offre dans la zone de l'OCDE**
 Économie totale, base 1970 = 100



1. A l'exclusion du Mexique.

Source : OCDE, Banque de données analytiques.

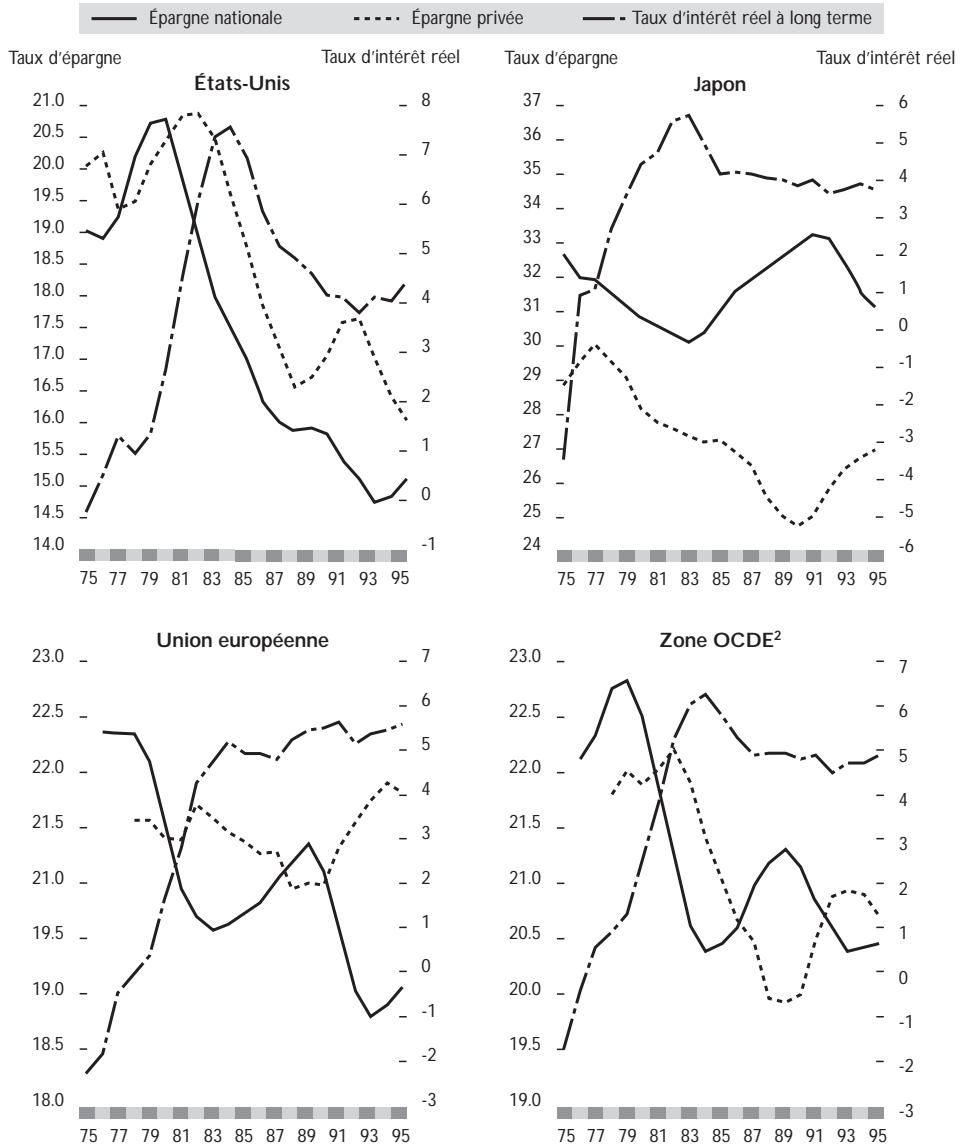
◆ Graphique 2. (suite) **Principaux indicateurs des performances de l'offre dans la zone de l'OCDE**
Économie totale, base 1970 = 100



1. A l'exclusion du Mexique.

Source : OCDE, Banque de données analytiques.

◆ Graphique 3. **Taux d'épargne et taux d'intérêts réels**
Épargne en pourcentage du PIB nominal

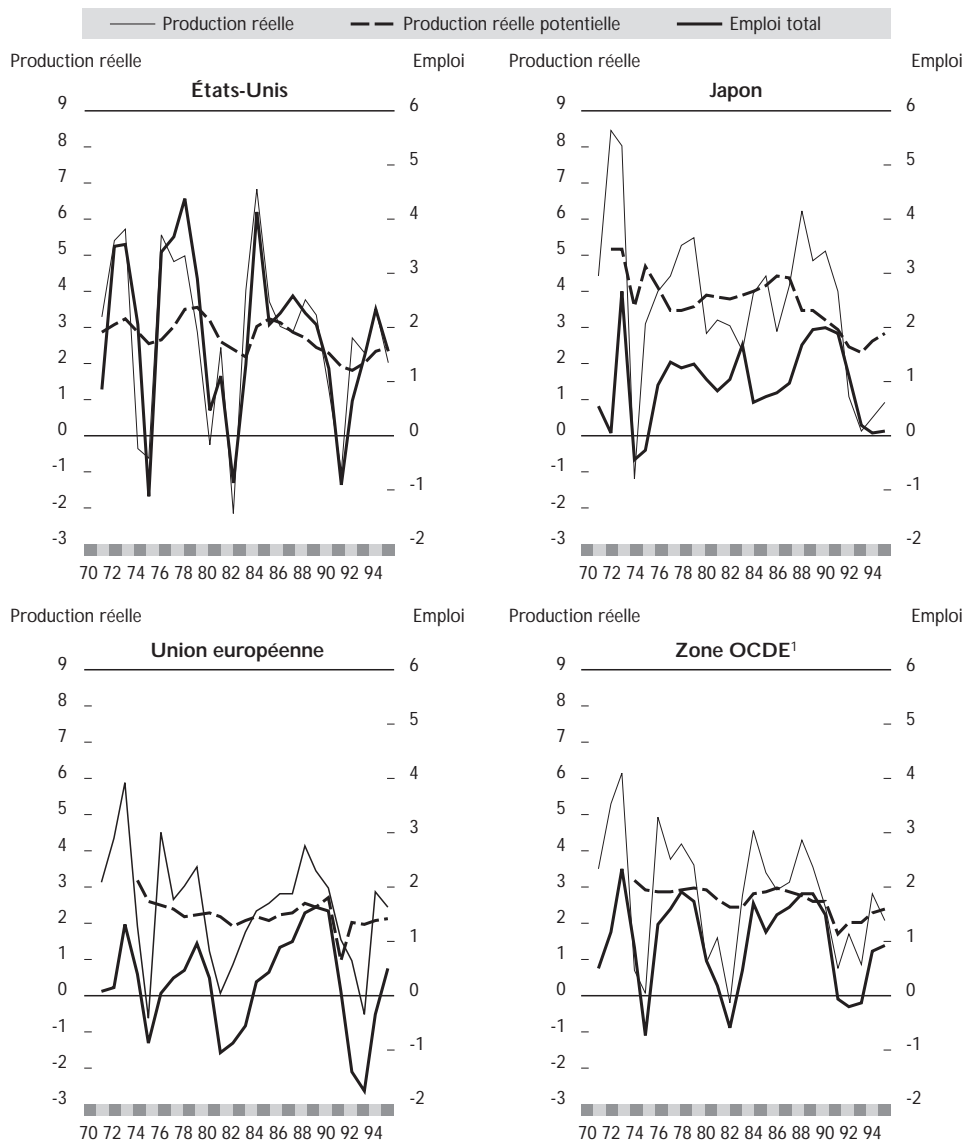


1. Lissé sur la base d'une moyenne mobile centrée sur 3 ans.

2. A l'exclusion du Mexique.

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, n° 60.

◆ Graphique 4. **Revenu réel et emploi dans la zone de l'OCDE**
Variation en pourcentage d'une année sur l'autre



1. A l'exclusion du Mexique.

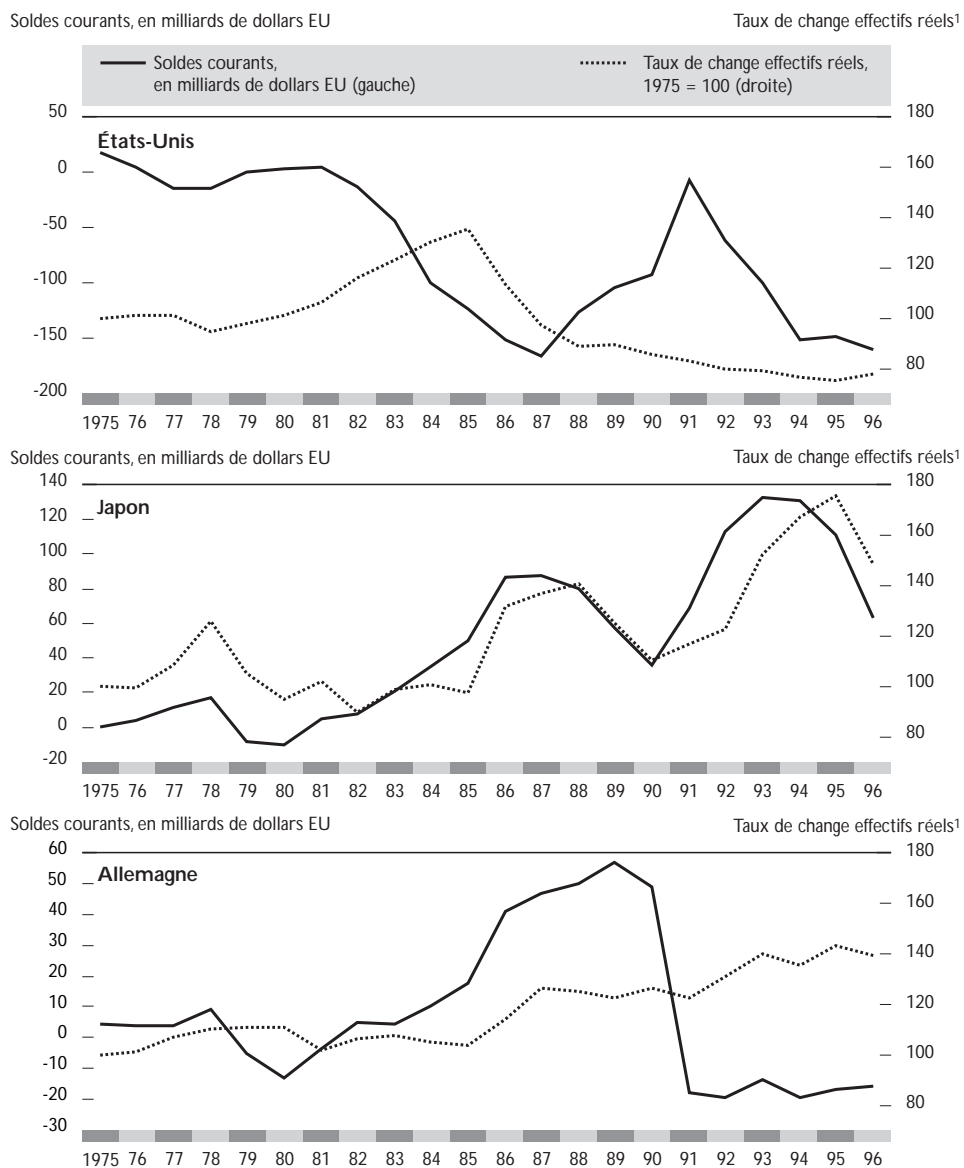
Source : Perspectives économiques de l'OCDE, n° 60.

Aux États-Unis, une part importante de la croissance totale de la production peut être attribuée à une augmentation des facteurs de production et non à une utilisation plus efficace de ceux-ci (graphique 2). Au cours des 25 dernières années, la productivité totale des facteurs a augmenté à un taux moyen annuel d'un peu plus de 0.5 pour cent. La flexibilité des marchés du travail et de la détermination des salaires a assuré un taux de chômage qui a varié autour d'un niveau assez stable, et les politiques macroéconomiques ont été principalement orientées vers la réduction de l'inflation tout en visant à la stabilisation de l'activité économique à un niveau proche du plein emploi. L'emploi a connu une forte croissance en dépit de l'accroissement de la population active pour des raisons démographiques, d'une augmentation du pourcentage de la population en âge de travailler et d'un relèvement important du taux d'activité féminine. Toutefois l'évolution des technologies, et peut-être également le développement des échanges et des investissements, ont fait que sur le marché de l'emploi la demande a eu tendance à se déplacer vers les travailleurs qualifiés. Les objectifs en matière d'éducation et de formation n'ayant pas été atteints de manière satisfaisante, les bons résultats en matière d'emploi ont été obtenus au prix d'une aggravation des écarts de revenus et d'une stagnation, voire d'une forte baisse, des salaires réels dans les catégories les moins qualifiées.

Depuis le début des années 80, le creusement des déficits budgétaires et une dynamique défavorable ont contribué à un accroissement important de la dette publique aux États-Unis. Si la propension à l'épargne du secteur privé a diminué, l'endettement public a augmenté et les comptes extérieurs sont restés assez fortement déficitaires. En conséquence, les États-Unis ont perdu leur position créditrice nette vis-à-vis de l'extérieur pour devenir le plus grand pays débiteur net et importateur net de capitaux au monde. C'est à cette situation qu'est généralement attribuée la tendance à la baisse de la valeur nominale et de la valeur réelle du dollar par rapport aux autres grandes monnaies (graphique 5).

En dépit d'une croissance relativement rapide de l'emploi public, les taux de chômage dans la plupart des pays européens ont considérablement augmenté sur toute la période (graphique 2); l'emploi a été stable (stagné) dans le secteur privé en raison de l'exacerbation des problèmes structurels sur les marchés du travail. Bien qu'il existe certaines différences sensibles entre les causes précises de cette situation d'un pays à l'autre, la générosité des mesures d'indemnisation du chômage et des prestations sociales, ainsi que le niveau élevé des taux d'imposition marginaux, ont fait que les incitations à rechercher un emploi rémunérateur sont restées faibles. Par ailleurs, le niveau élevé de salaire minimum, les mesures de protection de l'emploi et les coïns fiscaux tenant aux charges patronales ont fait que les entreprises ont été peu enclines à embaucher⁶. Ainsi la

◆ Graphique 5. **Soldes courants et taux de change effectif réels¹**



1. Définis comme les coûts de main-d'œuvre unitaires relatifs dans le secteur manufacturier. Un accroissement dénote une détérioration de la compétitivité.

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, n° 60.

croissance du salaire réel est demeurée forte en Europe malgré l'accroissement du taux de chômage et, sauf quelques exceptions notoires, par exemple au Royaume-Uni, la création d'emplois est restée très faible.

Dans ce dernier quart de siècle, l'Europe a connu à peu près le même taux de croissance de la production totale que les États-Unis, avec plus ou moins le même accroissement du capital (graphique 2)⁷. Cependant, compte tenu de l'augmentation rapide des salaires réels, l'accumulation du capital a eu tendance à renforcer largement l'intensité capitaliste, contrairement aux États-Unis où l'on a assisté à un accroissement des capacités d'investissement. En conséquence, en dépit d'une évolution démographique favorable qui a notamment entraîné une hausse du taux de la population en âge de travailler et du taux d'activité féminine, l'emploi a stagné. Cette évolution démographique a également été neutralisée par une chute considérable des taux d'activité masculine, essentiellement parmi les travailleurs les plus âgés qui ont bénéficié de généreux plans de retraite anticipée. Ainsi, alors que l'Europe a été en mesure d'employer 40 pour cent de sa population en 1970, ce pourcentage est retombé à 35 pour cent en 1995. Étant donné le manque de flexibilité de la structure des salaires en Europe, l'accroissement du chômage a touché plus particulièrement les catégories les moins qualifiées. Et cette mise à l'écart d'une main-d'œuvre non qualifiée en Europe, mais non aux États-Unis, peut expliquer, en partie du moins, la raison pour laquelle la croissance globale de la productivité des facteurs a généralement été plus élevée en Europe qu'aux États-Unis.

Des politiques budgétaires expansionnistes et une réponse inadaptée aux contraintes budgétaires liées à l'accroissement du chômage ont entraîné en Europe une détérioration de l'état des finances publiques et une accélération de l'accumulation des déficits publics. Ce phénomène a non seulement entraîné une diminution directe de l'épargne, contribuant ainsi à un relèvement des taux d'intérêt réels, mais l'incapacité de réduire les déficits a parfois également mis à mal la crédibilité des politiques monétaires, augmentant encore la pression à la hausse sur les taux d'intérêt réels.

Si la croissance de la productivité au Japon a généralement été supérieure à celle des autres pays de l'OCDE, elle a considérablement ralenti à mesure que ce pays se rapprochait de la frontière technologique de la production mondiale dans le secteur des industries manufacturières (le ralentissement spectaculaire enregistré au début des années 90 pourrait être dû pour une bonne part à des événements conjoncturels) (tableau 1). Il est probable que ce ralentissement a également réduit le rendement marginal des investissements à venir, ce qui fait que les taux d'investissement ont diminué. Le Japon, dont les taux d'épargne publique et privée demeurent très élevés par rapport à ceux des autres pays de l'OCDE (graphique 3) et qui continue à enregistrer sans discontinuer d'importants

excédents de sa balance des paiements courants, est devenu le premier pays créancier net et exportateur de capitaux au monde. En dépit de certains renversements récents de tendance, le yen a tendu à s'apprécier au cours de la période, tant en termes réels qu'en termes nominaux (graphique 5).

Bien que l'accumulation du capital au Japon ait renforcé davantage l'intensité capitalistique qu'en Europe (graphique 2), le taux de chômage y est resté faible du fait de la relative flexibilité des salaires, de la mobilité de la population active et d'un investissement considérable dans la formation du capital humain. En effet, tout comme les États-Unis mais de manière moins spectaculaire, le Japon a été en mesure d'employer une proportion croissante de sa population au moment même où le pourcentage de la population en âge de travailler augmentait et où un nombre croissant de femmes rejoignaient la population active.

Évolution des politiques et enjeux futurs

Toute la période a été marquée par un changement d'orientation progressif des politiques économiques dans pratiquement tous les pays de l'OCDE, tendant à l'amélioration des performances structurelles. Après une prise en compte des nombreuses défaillances des années 70, les politiques macroéconomiques étant trop souvent orientées vers des objectifs à court terme, on a assisté dans les années 80 et dans la première moitié des années 90 à un recentrage progressif sur des objectifs à moyen terme et en particulier sur la nécessité de maintenir les conditions indispensables à une croissance soutenable de la production et de l'emploi⁸. Ainsi, les politiques macroéconomiques de la plupart des pays de l'OCDE ont été plus nettement orientées vers la maîtrise de l'inflation et la nécessité de redresser les finances publiques et non plus vers la gestion de la demande à court terme, alors que les politiques structurelles et microéconomiques ont de plus en plus mis l'accent sur le rôle de la concurrence et des marchés pour parvenir à une meilleure répartition des ressources et à des niveaux d'efficacité plus élevés⁹. Sur toute la période, il est également devenu de plus en plus évident que de bon nombre des problèmes macroéconomiques majeurs, notamment le fort taux de chômage et le ralentissement de la croissance, étaient de nature largement structurelle et qu'il existait des interactions importantes entre les réformes structurelles et les politiques macroéconomiques qui faisaient qu'un train de mesures ou de réformes donné pouvait renforcer ou limiter les effets d'autres mesures ou réformes¹⁰.

Certains progrès ont été enregistrés, avec un succès limité il est vrai, dans certains pays, mais les politiques adoptées pour faire face aux difficultés de nature macro-structurelle demeurent généralement insuffisantes. Si la stabilité des prix a largement été atteinte, la situation des finances publiques est en général pire qu'elle ne l'était à la fin des années 70 et le chômage demeure

élevé. Les réformes structurelles ont été importantes dans certains secteurs, en particulier celui des finances et du commerce international, mais elles tardent dans d'autres, notamment celui des marchés du travail. Ces progrès inégaux traduisent en partie les incertitudes quant aux avantages nets et les préoccupations liées aux coûts de transition, ces dernières étant plus facilement identifiables que les premières. Globalement, ces facteurs ont favorisé la résistance politique aux réformes.

En dépit des écarts existants entre les pays et les régions de l'OCDE, en fonction des différences de situations économiques, de caractéristiques institutionnelles et d'approches des politiques, les difficultés auxquelles ils seront confrontés au cours des prochaines décennies ne seront pas très éloignées de celles rencontrées dans un passé récent. La soutenabilité des situations budgétaires et les effets de l'accroissement de la dette publique sur les marchés financiers et des capitaux continuent d'être source de préoccupation pour la plupart des pays. La faiblesse ou la diminution des taux de croissance de la productivité sont considérés comme des facteurs essentiels de la limitation de la croissance et de l'emploi à long terme. Le manque de flexibilité des marchés du travail, l'inadéquation des politiques de l'emploi et l'inefficacité de la protection sociale continuent d'exposer les individus au chômage et aux diverses formes d'exclusion sociale. Les réglementations officielles et les pratiques discriminatoires en vigueur dans de nombreux secteurs continuent de faire obstacle à la concurrence aux niveaux national et international.

Parallèlement, un certain nombre de facteurs sont susceptibles d'entrer en ligne de compte à long terme, des facteurs qui viendront s'ajouter aux problèmes actuellement rencontrés par les économies de l'OCDE. En particulier, les tendances démographiques à long terme (très défavorables), notamment la lenteur (voire le déclin) de la croissance de la population en présence d'une structure vieillissante, prendront de plus en plus d'importance. Directement et indirectement, ces facteurs démographiques ont des effets sensibles sur la taille de la population active et partant, sur la croissance potentielle de l'emploi et de la production, sur le comportement en matière d'épargne et d'investissement et sur les finances publiques et les marchés financiers. En outre, les tendances actuelles et futures à la mondialisation des échanges, de l'investissement et de la production ainsi que le développement des principales économies non membres de l'OCDE, joueront un rôle capital, tant pour stimuler la concurrence que pour créer de nouveaux débouchés pour les économies de l'OCDE.

Évolution dans les pays non membres de l'OCDE

A partir de niveaux de production relativement faibles, la croissance économique dans les pays non membres de l'OCDE a, au cours de ces 25 dernières

années, été plus forte que celle des pays de la zone OCDE, avec des taux de croissance du PIB de 5 pour cent par an en moyenne (tableau 2 et graphique 6). Les années 70 ont connu une croissance particulièrement forte, avec des taux de plus de 6 pour cent dans de nombreux pays mais l'activité a ralenti au cours des années 80, plus particulièrement en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique, avant de retrouver plus récemment des niveaux plus élevés.

A l'intérieur de ce cadre de croissance rapide pour l'ensemble de la zone, il existe cependant des différences significatives au niveau des régions. Les performances économiques ont été plus marquées dans les économies dynamiques d'Asie (EDA), en Indonésie et, plus récemment en Chine, qui ont enregistré des taux de croissance bien supérieurs à 6 pour cent par an sur la plus grande partie de la période. La croissance du PIB dans le reste du continent asiatique, notamment en Inde, a été plus modérée, avec un taux moyen de 4 pour cent par an et, à l'exception du Brésil au cours des années 70, elle a été sensiblement plus faible dans la plupart des autres pays non membres de l'OCDE, notamment en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Dans nombre de ces régions, la croissance a subi les effets négatifs de la série de crises financières et d'instabilité économique que la plupart des économies asiatiques ont réussi à éviter. Au Brésil, la croissance du PIB réel a chuté d'un taux moyen de plus de 8 pour cent par an dans les années 70 à près de 2 pour cent par an au cours de la décennie suivante et de nombreuses autres économies non membres de l'OCDE ont connu des revers analogues., en particulier en Amérique latine et en Afrique. Le PIB réel de l'ex-Union soviétique a par ailleurs enregistré un taux moyen de croissance de 2 pour cent par an entre 1970 et 1990 mais il a chuté d'environ 40 pour cent entre 1990 et 1995¹¹.

Ces tendances relatives sont confirmées par le fait que la part de l'Asie dans le PIB mondial a pratiquement triplé depuis 1970, celle de l'Amérique latine a été stable, celles des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique se sont contractées modérément et celle de la Russie et des autres pays du Comecon a diminué de près de deux tiers (voir les deux premiers diagrammes du graphique 7)^{12,13}.

Sources de la croissance

Sur toute la période, l'accumulation du capital et, dans une moindre mesure, la croissance de l'emploi, ont été les principales sources de la croissance de la production dans les pays non membres de l'OCDE (voir tableau 2). La contribution de la productivité totale des facteurs (PTF) a été relativement faible pour l'ensemble de la zone, en raison des taux stables voire négatifs enregistrés au cours des années 80 dans certaines régions telles que l'ex-Union soviétique, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique. Après une période récente

Tableau 2. **Productivité et croissance dans les économies non membres de l'OCDE**

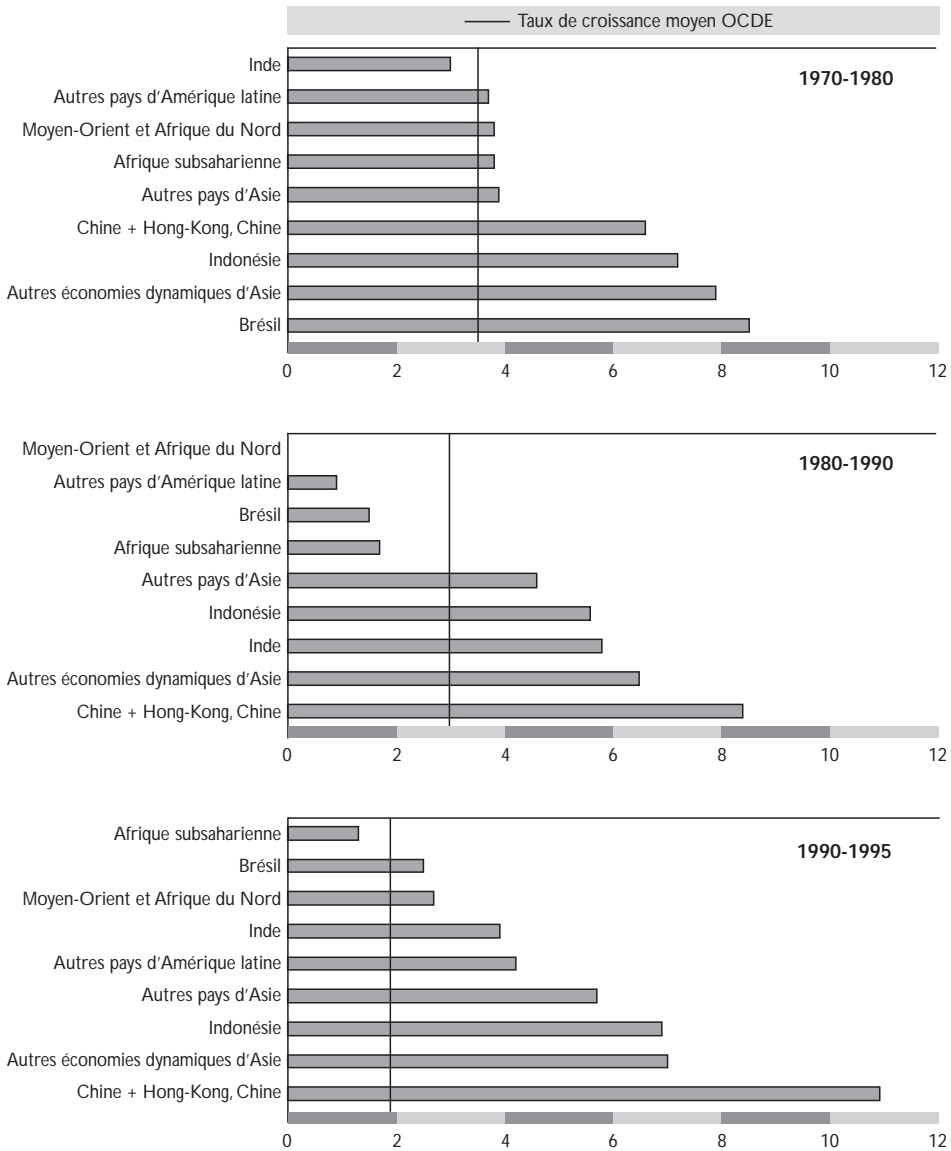
Taux de croissance annuels moyens, en pourcentage

	Part du capital	Croissance du PIB réel				Croissance de l'emploi				Croissance du capital				Croissance de la PTF			
		1970- 1995	1970- 1980	1980- 1990	1990- 1995	1970- 1995	1970- 1980	1980- 1990	1990- 1995	1970- 1995	1970- 1980	1980- 1990	1990- 1995	1970- 1995	1970- 1980	1980- 1990	1990- 1995
OCDE	..	2.9	3.4	2.9	1.8	0.4	0.4	0.4	0.2	1.4	1.7	1.4	1.1	1.0	1.1	1.1	0.5
Brésil	0.60	4.4	8.5	1.5	2.5	1.0	1.3	0.9	0.6	3.4	5.8	2.2	1.2	0.0	1.5	-1.6	0.7
Chine et Hong-Kong, Chine	0.50	8.2	6.6	8.4	10.9	-	-	1.2	0.6	-	-	4.6	4.4	-	-	2.6	5.9
Inde	0.40	4.3	3.0	5.8	3.9	0.9	0.9	0.9	1.2	1.9	1.8	2.0	1.8	1.5	0.3	3.0	0.9
Indonésie	0.55	6.5	7.2	5.6	6.9	1.0	1.0	1.1	0.9	5.4	6.2	5.7	3.5	0.1	0.1	-1.1	2.5
Russie	-	-0.5	2.4	1.5	-9.4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres économies dynamiques d'Asie	0.45	7.2	7.9	6.5	7.0	1.4	1.6	1.3	1.1	4.1	5.0	3.6	3.1	1.7	1.3	1.5	2.8
Autres Asie	0.60	4.5	3.9	4.6	5.7	-	-	1.0	1.3	-	-	2.6	3.5	-	-	1.0	1.0
Autres Amérique latine	0.60	2.7	3.7	0.9	4.2	1.0	0.9	1.0	1.0	1.7	2.0	1.1	2.3	0.0	0.7	-1.1	0.9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.50	2.0	3.8	0.0	2.7	-	-	1.6	2.0	-	-	-0.5	0.9	-	-	-1.0	-0.1
Afrique subsaharienne	0.55	2.5	3.8	1.7	1.3	1.1	1.1	1.1	1.4	2.2	3.2	2.0	0.6	-0.9	-0.5	-1.4	-0.7
Non OCDE	..	4.2	4.6	3.7	4.7	1.1	1.0	1.1	1.1	2.6	3.2	2.1	2.5	0.4	0.5	0.2	1.9

1. L'agrégat de la croissance du PIB réel pour les zones OCDE et non OCDE inclut tous les pays. Les agrégats correspondant aux différentes composantes de la croissance n'incluent pas le Mexique, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Russie, pour lesquels il n'a pas été possible de disposer d'une série complète de données.

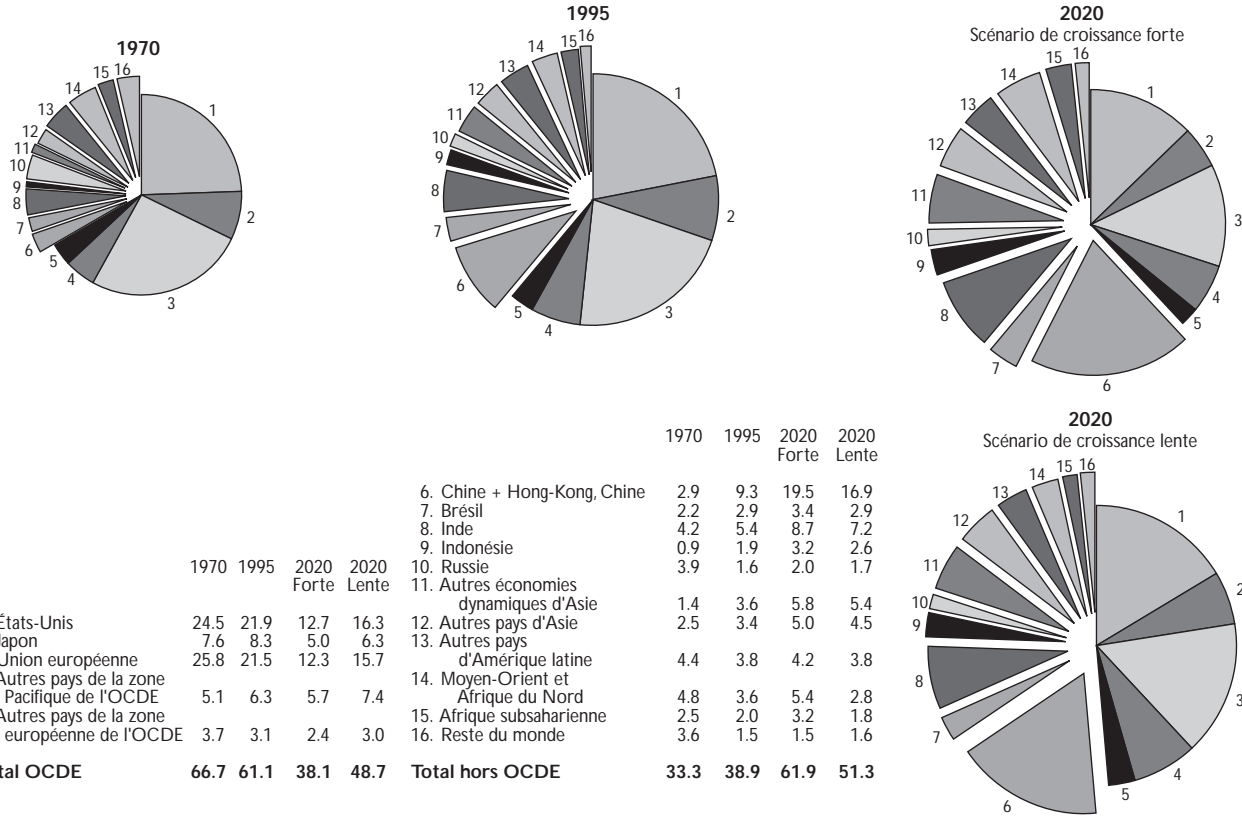
Source : Banque mondiale, OCDE.

◆ Graphique 6. **Taux de croissance de PIB réel dans les principales régions hors OCDE**
Taux de croissance moyens annuels



Source : OCDE, Banque mondiale.

◆ Graphique 7. **Parts du PIB mondial**
En PPP 1992



Source : Nations Unies, Banque mondiale.

d'ajustement macroéconomique, les taux de croissance de la PTF ont brusquement augmenté dans de nombreuses régions non membres de l'OCDE, alors qu'au Moyen-Orient et en Afrique ils demeurent négatifs. La croissance rapide enregistrée dans les économies dynamiques d'Asie et en Chine a été soutenue sur toute la période par un fort investissement et un accroissement du taux de croissance de la PTF.

La croissance rapide qui a caractérisé les économies dynamiques d'Asie et la Chine repose sur l'augmentation considérable de l'utilisation des ressources productives, en particulier du capital physique. Ceci est en grande partie le résultat d'un niveau exceptionnellement élevé d'investissement et d'épargne. La contribution de la PTF à la croissance de la production a été moins significative et a varié selon les pays. Ce résultat est corroboré par les travaux de Young (1995), Kim et Lau (1994) et Collins et Bosworth (1996). S'attachant tout particulièrement à l'expérience des NPI, Young (1995) conclut qu'entre 1965 et 1990 la croissance de la PTF a été de -0.3 pour cent à Singapour à 2.3 pour cent à Hong-Kong, Chine¹⁴.

Ces travaux contredisent l'hypothèse initiale d'une croissance de la productivité exceptionnellement élevée dans le Sud-Est asiatique et ont suscité un débat soutenu sur les sources de la croissance dans la région. Nombreux sont ceux qui soutiennent que la modernisation du capital physique et l'amélioration des qualifications ont constitué des sources importantes de gains de productivité (Banque mondiale, 1993; Petri, 1993; Page, 1994). Ceci est confirmé par le fait que depuis le début des années 80, le taux de croissance de la PTF des économies dynamiques d'Asie et de la Chine a, en moyenne, été plus élevé que celui des économies de l'OCDE. Selon ces études, l'ouverture croissante au commerce extérieur et aux technologies garantit que la convergence entre les technologies des économies des pays émergents d'Asie et celles des pays de l'OCDE devrait se poursuivre dans le futur.

D'autres, comme Krugman (1994) et Young (1995) affirment qu'à l'importante exception du Japon, le « miracle asiatique » est le résultat des ingrédients caractéristiques du modèle néoclassique de la croissance, à savoir une utilisation intensive du capital et un accroissement de la population active (grâce à une augmentation des taux d'activité et des flux de migration internes)¹⁵. Partant, on peut s'attendre à ce que l'Asie du Sud-Est entre dans une phase de rendements décroissants qui verra la croissance de la production ralentir ou au cours de laquelle la croissance rapide ne pourra être soutenue à plus long terme qu'au prix d'une forte détérioration des équilibres épargne/investissement.

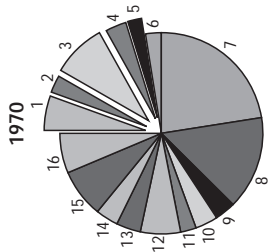
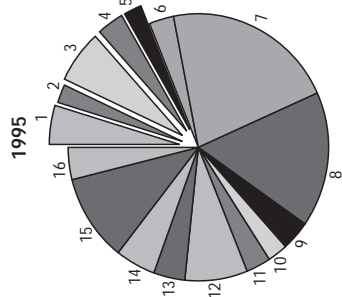
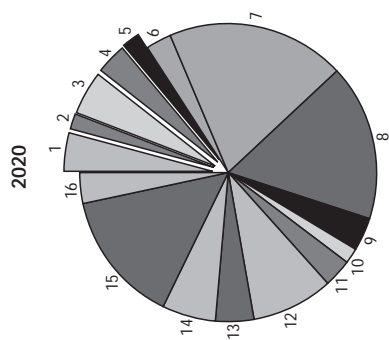
Les données empiriques révèlent qu'en moyenne le stock de capital physique par habitant du Sud-Est asiatique est encore inférieur à la moitié de celui des États-Unis et du Japon. Collins et Bosworth (1996) concluent que la

productivité du travail continuera de s'améliorer au fur et à mesure que des travailleurs plus jeunes et mieux formés remplaceront les générations plus anciennes et moins qualifiées. Associés aux améliorations de la productivité du capital, les retours sur investissements devraient rester suffisamment élevés pour encourager davantage à l'avenir les investissements de rationalisation. Dans l'ensemble, la croissance de la production semble amenée à ralentir par rapport au rythme rapide enregistré au cours de ces 25 dernières années, au fur et à mesure que les économies de la région se développeront, mais elle devrait rester assez élevée pour que les revenus par habitant de l'Asie du Sud-Est continuent de converger régulièrement vers la moyenne de l'OCDE.

Sur la période considérée, la plupart des économies non membres de l'OCDE ont connu des ajustements démographiques majeurs, avec une réduction de leurs taux de natalité et de mortalité auparavant élevés à des niveaux désormais faibles, comme ceux enregistrés en Europe et en Amérique du Nord à la suite de la Révolution industrielle. Les taux de mortalité ont chuté rapidement dans toutes les régions au cours des années 60 et 70, mais la manière dont cette baisse se reflète sur la croissance de la population et les taux de dépendance varie considérablement, compte tenu de l'influence en sens inverse de la baisse des taux de fécondité. La réduction du taux des naissances en Amérique latine, en Indonésie et dans les économies dynamiques d'Asie s'est manifestée relativement plus tôt que dans les autres pays et s'est traduite assez rapidement par une baisse des taux de croissance de la population. La réduction du taux de fécondité en Inde, dans les autres pays d'Asie, au Moyen-Orient et en Afrique a été plus modeste et, en conséquence, la part de ces régions dans la population mondiale a considérablement augmenté depuis 1970 (graphique 8). Dans la plupart des pays non membres de l'OCDE, la baisse des taux de naissance s'est également traduite par une baisse des taux de dépendance, plus particulièrement pour l'Amérique centrale et du Sud et pour l'Asie du Sud-Est (tableau 3), où les taux de dépendance varient actuellement de 50 à 65 pour cent par rapport à des taux élevés et stables de 90 pour cent pour l'Afrique subsaharienne¹⁶.

Les niveaux d'instruction se sont améliorés dans la plupart des régions (voir paragraphe 30 ci-après). Associés à un accroissement des flux de migration des zones rurales vers les zones urbaines, les niveaux plus élevés d'instruction se sont traduits par des modifications significatives de la structure de la population active et, avec des taux d'activité plus ou moins stables dans la plupart des pays non membres de l'OCDE, l'augmentation de la population active a plus ou moins suivi celle de la population en âge de travailler. Des exceptions importantes sont à noter pour l'Inde et l'Afrique subsaharienne qui ont enregistré des baisses des taux d'activité de la population active (tableau 3).

◆ Graphique 8. Pourcentage de la population mondiale



	1970	1995	2020
6. Brésil	2.6	2.8	2.9
7. Chine + Hong-Kong, Chine	22.6	21.6	19.3
8. Inde	15.0	16.4	17.1
9. Indonésie	3.2	3.5	3.4
10. Russie	3.5	2.6	1.8
11. Autres économies dynamiques d'Asie	2.7	3.0	3.0
12. Autres pays d'Asie	6.4	7.8	8.9
13. Autres pays d'Amérique latine et d'Amérique centrale	3.7	3.9	4.0
14. Moyen-Orient et Afrique du Nord	3.6	4.9	6.1
15. Afrique subsaharienne	7.9	10.4	14.4
16. Reste du monde	6.4	4.0	3.3
Total hors OCDE	77.6	81.0	84.2

	1970	1995	2020
1. États-Unis	5.5	4.6	4.1
2. Japon	2.8	2.2	1.6
3. Union européenne	8.7	6.5	4.8
4. Autres pays de la zone Pacifique de l'OCDE	3.2	3.3	3.2
5. Autres pays de la zone européenne de l'OCDE	2.1	2.3	2.1
Total OCDE	22.4	19.0	15.8

Source : Nations Unies; Banque mondiale.

Tableau 3. **Évolution démographique au cours de ces 25 dernières années**

	Taux de dépendance ¹				Taux d'activité de la population active			
	1970	1980	1990	1995	1970	1980	1990	1995
États-Unis	61.4	51.1	52.0	53.1	65.2	71.0	76.6	77.0
Japon	45.1	48.4	43.7	43.6	72.0	71.8	74.2	76.6
Union européenne	58.5	55.1	48.8	48.7	66.1	66.9	67.2	64.2
Total OCDE²	61.4	56.5	51.6	51.2	64.4	65.7	66.9	65.9
Brésil	84.1	71.7	64.4	60.1	60.6	62.6	60.9	60.5
Chine et Hong-Kong, Chine	79.5	68.1	50.1	48.8	92.4	92.0	88.3	88.0
Inde	83.0	79.7	65.4	59.5	69.4	67.0	64.5	63.8
Indonésie	78.8	74.2	68.3	66.1	72.2	67.1	63.9	63.0
Russie	52.1	46.8	49.2	49.5	..	77.7	76.0	68.0
Autres économies dynamiques d'Asie	90.8	74.5	63.8	59.7	76.9	73.3	71.9	71.2
Autres Asie	..	90.2	81.8	77.4	..	67.4	66.5	67.4
Autres Amérique latine	82.5	75.7	70.5	64.4	58.5	57.1	57.5	58.2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	..	89.0	85.0	76.8	..	51.5	50.9	51.5
Afrique subsaharienne	92.4	95.0	95.0	91.2	87.2	85.1	81.2	80.5
Non OCDE²	70.1	77.1	67.2	64.0	74.1	76.0	73.1	72.4

1. Défini comme le rapport entre la population âgée de moins de 15 ans ou de plus de 65 ans et la population en âge de travailler.

2. Moyennes OCDE et non OCDE pondérées de la taille de la population.

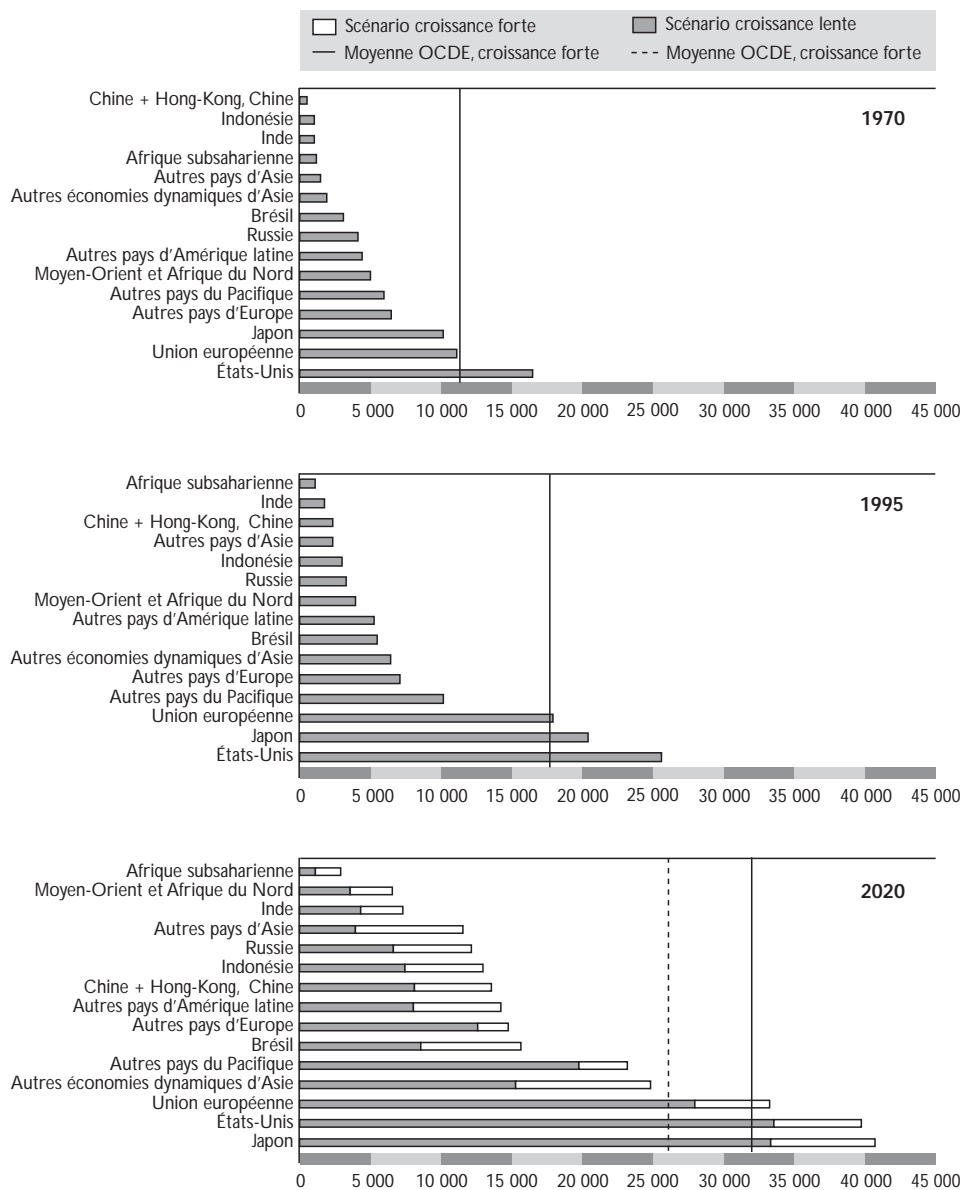
Source : OCDE, Banque mondiale.

Comparés à ceux de la zone OCDE, les taux plus élevés de croissance de la production pour l'ensemble des pays non membres de l'OCDE ont largement compensé les effets de la croissance plus élevée de la population, ce qui a contribué à une réduction des écarts de revenus. Au début des années 70, les écarts entre les économies de la zone OCDE et les autres étaient très grands, les revenus réels moyens par habitant de la plupart des régions non membres étant généralement inférieurs à 10 pour cent de la moyenne de ces revenus dans la zone de l'OCDE (graphique 9). D'importantes exceptions ont été enregistrées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Russie et en Amérique latine, avec des revenus par habitant équivalant à près d'un tiers de la moyenne OCDE¹⁷. Depuis, les écarts de revenus par habitant se sont réduits considérablement dans de nombreuses économies dynamiques d'Asie et, modérément, en Chine, en Indonésie et en Inde (bien que les niveaux moyens de revenus demeurent relativement faibles dans ces trois pays). Dans les autres régions, les progrès sont faibles. Pour le Brésil, l'écart des revenus était en 1995 analogue à celui enregistré en 1970 et supérieur à celui de 1980, alors que pour les autres pays d'Amérique latine, l'ex-Union soviétique, le Moyen-Orient et l'Afrique, l'écart s'est creusé au cours de la période.

Comme il a été observé plus haut, la source globale de croissance de la production la plus importante dans les pays non membres de l'OCDE est l'accumulation du capital, soutenue par des taux d'investissement relativement élevés (tableau 2). Au cours de ce dernier quart de siècle, le stock de capital de l'ensemble des pays non membres de l'OCDE a connu une croissance moyenne de 3 pour cent par an (contre un pour cent par an dans la zone OCDE) et l'emploi d'un peu moins de 2 pour cent par an. L'accumulation du capital a été tout particulièrement importante dans les économies dynamiques d'Asie, en Chine et en Indonésie, atteignant en moyenne plus de 4 pour cent par an. A l'inverse, l'Inde, les autres pays d'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique ont enregistré de faibles taux d'accumulation du capital.

Un fort taux de ressources humaines associé à des liens économiques dynamiques avec le reste du monde, par le biais du commerce et de l'investissement, ont permis aux pays de l'Asie de l'Est de tirer un avantage considérable des possibilités de transferts de technologies. L'éducation augmente la capacité qu'a l'économie de mettre en œuvre les nouvelles technologies, qui à leur tour favorisent la productivité et la rentabilité des investissements (Collins et Bosworth, 1996; Morris et Revoredo, 1995). Le tableau 4 compare la durée moyenne de scolarisation par région en tant qu'indicateur du niveau moyen d'instruction. Sur cette base brute, la durée moyenne de la scolarisation dans les pays non membres de l'OCDE est inférieure de moitié à celle de la zone OCDE. Dans les pays non membres, le niveau moyen d'instruction repose principalement sur l'enseignement primaire, bien que les composantes secondaire et

◆ Graphique 9. PIB par habitant
PPA 1992



Source : OCDE.

Tableau 4. Niveau d'instruction dans un certain nombre de régions et de pays non membres de l'OCDE¹

	Durée moyenne de scolarisation (années)		Taux d'accroissement, 1960-94 ²
	1960	1994	Durée de scolarisation
Chine	1.7	5.3	3.5
Indonésie	1.1	5.0	4.5
Autres économies dynamiques d'Asie	2.7	7.2	3.0
Malaisie	2.3	7.0	3.3
Philippines	3.8	7.4	2.0
Singapour	3.0	6.1	2.1
Thaïlande	3.5	7.5	2.3
Taiwan	3.2	8.2	2.8
Asie du Sud	1.3	3.4	2.8
Afrique	1.6	3.5	2.4
Moyen-Orient	1.4	4.9	3.8
Amérique latine	3.0	5.5	1.8
OCDE	7.3	9.8	0.9

1. Calculé à partir de l'échantillon des 88 pays. Les moyennes régionales sont calculées en appliquant à chaque pays une pondération correspondant à son PIB moyen sur la période 1960-94, en dollars 1985.

2. Taux annuel en pourcentage.

Source : Collins et Bosworth (1996).

universitaire aient connu un développement considérable sur la période. Ces chiffres ne couvrent pas l'ex-Union soviétique dont les niveaux d'instruction sont comparables aux moyennes de l'OCDE. En dehors de l'ex-Union soviétique, les niveaux d'instruction sont les plus élevés en Asie de l'Est et en Amérique latine, où les données relatives à l'enseignement primaire sont relativement proches des moyennes OCDE.

Un autre facteur important pour la convergence est la distribution des revenus. Les sociétés dans lesquelles les ressources et les revenus sont le mieux distribués sont moins susceptibles d'être confrontées à des pressions sociales visant à l'adoption de politiques de redistribution, ces dernières pouvant se révéler coûteuses dans la mesure où elles s'accompagnent souvent d'un alourdissement de la charge fiscale pour les investisseurs. Dans ces sociétés, un plus grand volume de ressources peut être orienté vers les activités qui contribuent à la croissance économique, telles que l'enseignement (Alesina et Rodrik, 1994; Rodrik, 1994; Persson et Tabellini, 1994). L'absence d'inégalités importantes peut également influencer sur le développement des marchés nationaux du crédit, augmentant les possibilités offertes aux catégories les plus défavorisées de la société d'investir et favorisant ainsi la croissance de la productivité (Bruno *et al.*, 1996).

Les comparaisons entre pays établies à partir des coefficients de Gini révèlent que la plupart des économies est-asiatiques avaient des niveaux déjà relativement faibles d'inégalité de revenus dans les années 60 (tableau 5)¹⁸. Cet élément a probablement en partie servi de catalyseur pour l'investissement privé, dans la mesure où il était lié à l'entreprenariat et à l'existence d'un grand

Tableau 5. **Distribution des revenus : coefficients de Gini pour un certain nombre d'économies OCDE et non OCDE**

Moyennes de la décennie¹

	Années 60	Années 70	Années 80	1990-1995
OCDE				
États-Unis	34.6	34.5	36.9	37.9
Japon	35.6	34.1	34.4	35.0
Allemagne	..	36.0	35.8	45.4
France	48.0	41.6	37.8	..
Italie	..	37.4	33.4	32.2
Royaume-Uni	25.0	24.3	27.3	32.4
Canada	31.6	31.6	31.5	27.6
Non OCDE				
Brésil	53.0	59.0	55.6	..
Chine	..	..	31.5	36.2
Hong-Kong	47.5	41.9	41.4	45.0
Inde	31.5	30.9	31.4	31.1
Indonésie	33.0	36.6	33.4	33.1
Autres économies dynamiques d'Asie				
Taipei chinois	31.2	29.3	29.0	30.5
Malaisie	..	51.1	48.0	..
Philippines	42.9	45.3	40.0	..
Singapour	..	..	39.0	40.7
Thaïlande	42.0	41.7	37.8	50.2
Autres Asie				
Bangladesh	..	37.4	33.4	32.2
Pakistan	..	..	35.5	33.4
Sri Lanka	46.0	38.8	43.7	..
Autres Amérique latine				
Bahamas	..	48.2	44.4	43.0
Chili	..	..	54.8	53.1
Colombie	..	52.1	51.2	..
Costa Rica	52.6	46.1	45.1	..
Honduras	..	..	54.0	52.7
Trinidad et Tobago	..	48.5	41.7	..
Venezuela	..	41.5	..	..

1. Ce tableau couvre tous les pays pour lesquels quatre relevés au moins ont pu être effectués au cours de la décennie considérée, sur la base des données d'enquête sur les ménages à l'échelle nationale.

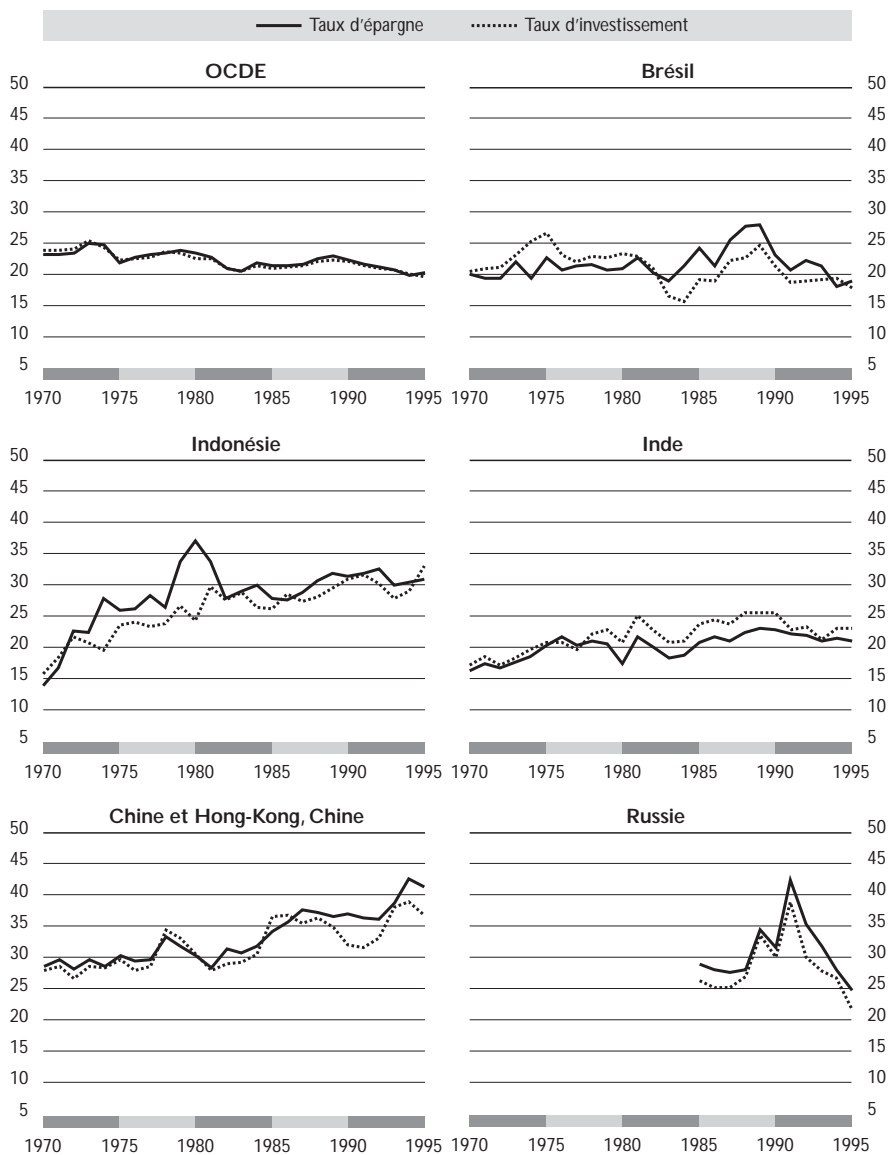
Source : Bruno, Ravallion et Squire (1996) et Rodrik (1994).

marché de la consommation, ainsi qu'à l'établissement d'une classe moyenne (Banque mondiale, 1993). Toutefois, la distribution des revenus dans de nombreux autres pays non membres de l'OCDE s'est élargie dans le temps et, dans la mesure où le capital a souvent été largement subventionné, en particulier dans les pays d'Amérique latine, de nombreux pays ont enregistré des ratios capital/travail excessivement élevés et un très faible taux d'absorption de la main-d'œuvre non qualifiée. Il en est résulté des écarts croissants entre les salaires de la main-d'œuvre qualifiée et ceux de la main-d'œuvre non qualifiée et l'apparition d'une classe moyenne prospère alors que la majorité de la population restait proche de la pauvreté absolue. L'Amérique latine a également connu des inégalités beaucoup plus importantes en matière de répartition des terres, ce qui a contribué à l'instabilité politique et sociale et a entraîné une volatilité économique. Au contraire, les réformes foncières mises en place dans les années 50 en Asie ont généralement favorisé des systèmes politiques plus stables.

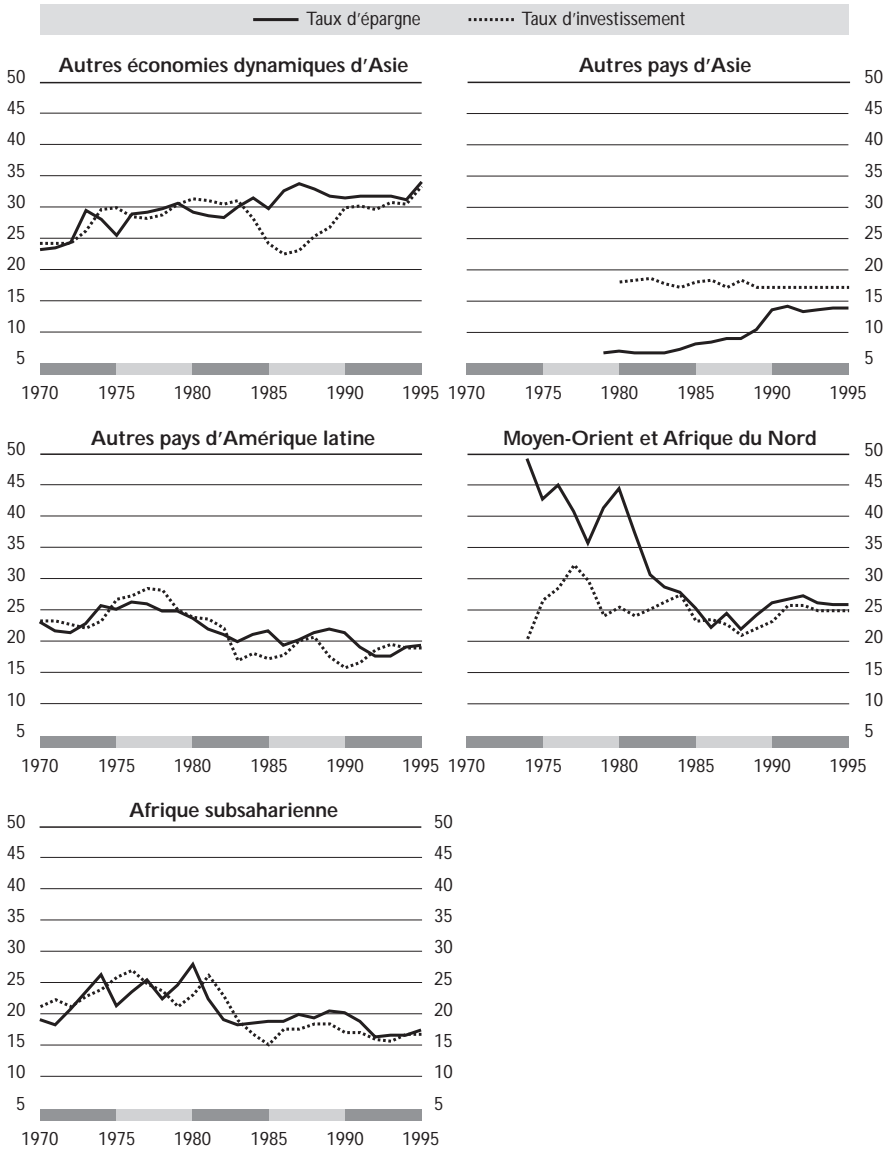
Dans la plupart des pays non membres de l'OCDE, on a constaté une forte corrélation entre l'accumulation du capital et les taux d'investissement qui, en moyenne dans le temps, ont généralement suivi l'évolution des taux d'épargne nationale (graphique 10). Les déséquilibres de la balance des opérations courantes ont par conséquent eu tendance à demeurer relativement mineurs. Les déficits de cette même balance excédant 3 pour cent du PIB ont rarement persisté sur de longues périodes, à l'exception notable du Brésil et des économies dynamiques d'Asie au cours des années 70, au moment où ces deux régions ont attiré des flux très importants d'investissements étrangers (graphique 11).

Globalement on a constaté un lien positif entre la croissance de la production et les taux d'épargne nationale, les principaux effets sur l'épargne résultant des tendances démographiques et des politiques, par le biais de l'épargne publique et, indirectement, des politiques fiscales et de taux d'intérêt (Masson *et al.*, 1995a et b; Schmidt-Hebbel *et al.*, 1995). Au début des années 70, les taux d'épargne de la plupart des économies non membres de l'OCDE sont généralement restés inférieurs à 20 pour cent du PIB. Depuis, la Chine, les économies dynamiques d'Asie et l'Indonésie ont connu une hausse de leurs taux d'épargne, qui excèdent largement 30 pour cent. Pour ces économies, les niveaux croissants d'épargne nationale ont garanti le financement national d'une bonne partie des investissements. Les taux d'épargne nationale en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique ont été plus proches de la moyenne de l'OCDE – 20 à 25 pour cent du PIB – mais souvent sujets à de fortes variations. En Amérique latine, l'instabilité macroéconomique et le sous-développement des marchés financiers ont été d'importants facteurs qui ont découragé l'épargne. Les financements étrangers ont parfois complété l'épargne nationale et des périodes de forts afflux de capitaux ont souvent été suivies d'épisodes de fuites des capitaux qui, à leur tour, ont créé une grande incertitude et des conditions peu favorables à

◆ Graphique 10. **Taux d'épargne et d'investissement**
En pourcentage du PIB

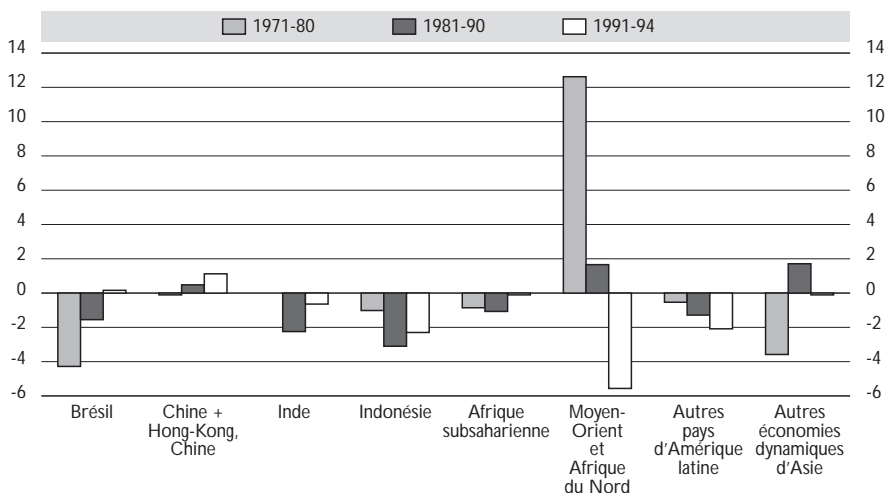


◆ Graphique 10. (suite) **Taux d'épargne et d'investissement**
En pourcentage du PIB



Source : OCDE, Banque mondiale.

◆ Graphique 11. **Soldes des opérations courantes des régions hors OCDE**
En pourcentage du PIB

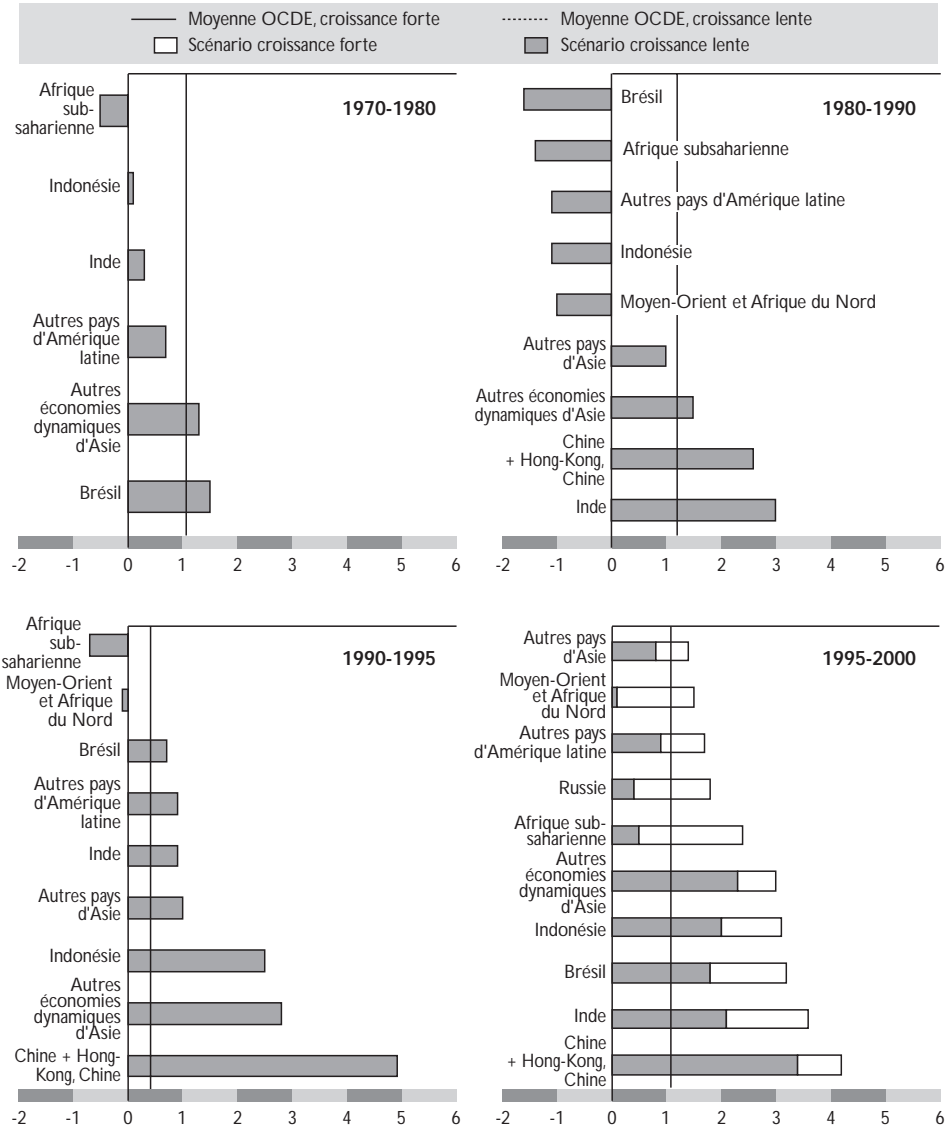


Source : Banque mondiale.

l'investissement des entreprises. Dans l'ex-Union soviétique, les taux d'épargne et d'investissement ont atteint en moyenne plus de 30 pour cent sur la période, mais ceci ne s'est pas nécessairement traduit par une croissance élevée de la production, dans la mesure où un pourcentage important de ces investissements a eu un rendement très faible.

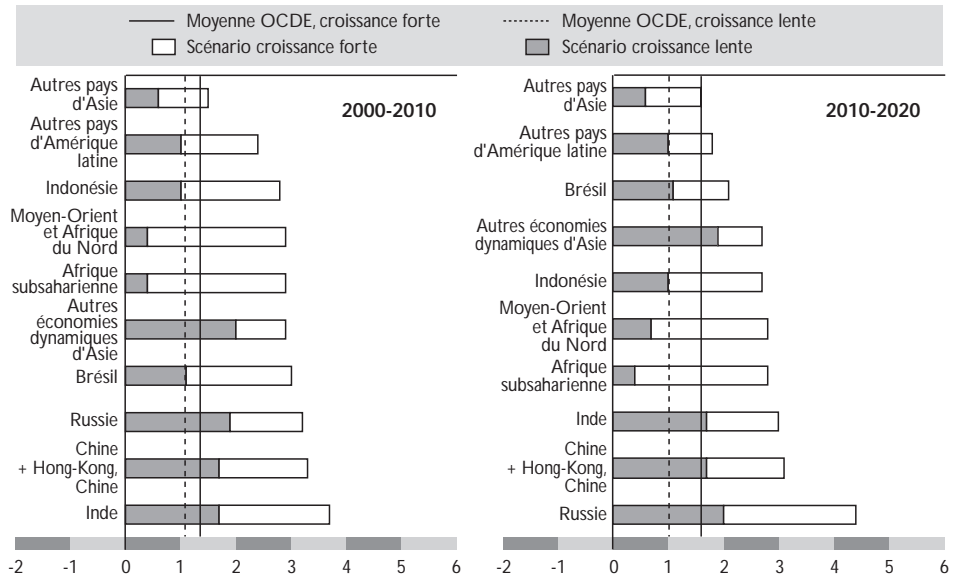
La croissance de la productivité des facteurs fournit également un indicateur supplémentaire sur le processus de rattrapage, la croissance de la PTF étant beaucoup plus élevée dans les économies asiatiques que dans les pays de l'OCDE depuis le début des années 80 (graphique 12, diagrammes du haut). Au contraire, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique ont enregistré de fortes variations de la PTF, notamment dans les années 80, au moment où nombre de ces économies connaissaient de longues périodes d'instabilité macroéconomique et d'importantes contraintes au niveau de la balance des paiements. Trop souvent, les contrôles à l'entrée ont été renforcés pour limiter les importations, mais en restreignant l'accès aux technologies étrangères, ces actions ont eu des effets négatifs sur la croissance de la productivité dans le secteur des entreprises. Plus récemment, les taux de croissance de la PTF au Brésil et dans les autres pays d'Amérique latine ont dépassé la moyenne des taux de l'OCDE, alors que ceux du Moyen-Orient et d'Afrique sont restés en dessous de cette moyenne et continuent de baisser.

◆ Graphique 12. **Comparaison des taux de croissance de la productivité totale des facteurs (PTF)**
Moyennes annuelles en pourcentage



Source : OCDE.

◆ Graphique 12. (suite) **Comparaison des taux de croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) de la productivité totale des facteurs (PTF)**
Moyennes annuelles en pourcentage



Source : OCDE.

La hausse sensible de la productivité en Chine de 1980 à 1995 est essentiellement liée aux performances du secteur des entreprises ne relevant pas de l'État, et surtout à l'expansion des entreprises au niveau des villages et des communautés et à d'autres activités individuelles dans les zones économiques spéciales des provinces de la côte. Par ailleurs, la question des performances réalisées par le secteur d'État demeure controversée, essentiellement du fait de l'absence d'informations fiables sur la situation financière et la production des entreprises étatiques (voir par exemple, Woo *et al.*, 1994 et Groves *et al.*, 1996). La mise en place de la réforme des Entreprises d'État, un processus politiquement complexe à gérer, est intervenue ultérieurement à celles de l'agriculture et du commerce et, depuis son lancement en 1984, elle a progressé avec difficulté¹⁹.

Le degré d'ouverture a également constitué un facteur important qui a influencé l'évolution relative des revenus et la croissance de la productivité par le biais des transferts de technologie. Depuis le début des années 70, les

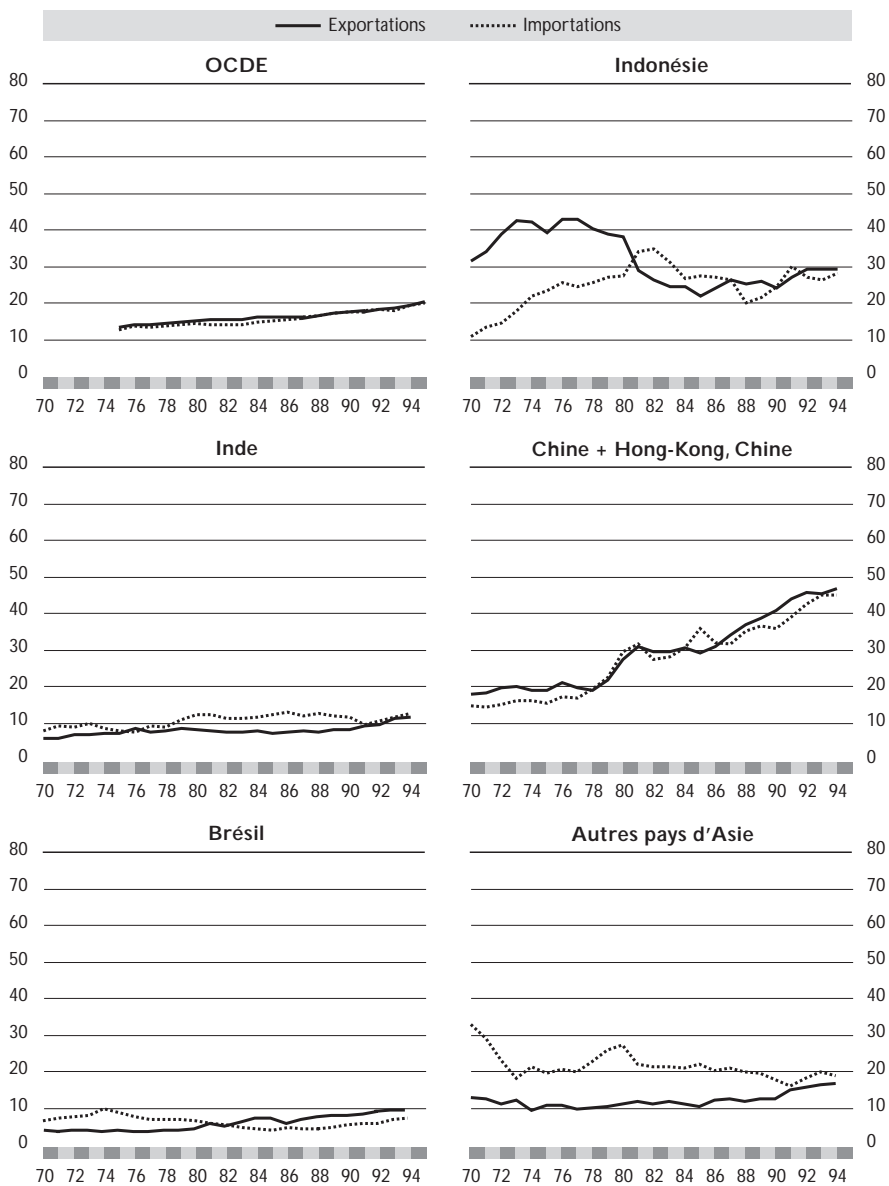
échanges commerciaux dans les économies dynamiques d'Asie se sont régulièrement développés plus rapidement que la production, les ratios échanges/PIB dépassant largement la moyenne OCDE (graphique 13). L'intégration de ces économies dans l'économie mondiale s'est faite au travers d'une large gamme de mesures en grande partie orientées vers l'extérieur (Petri, 1993; Banque mondiale, 1993).

Dans un certain nombre d'économies asiatiques, et plus particulièrement à Hong-Kong, Chine et à Singapour, il s'est agi essentiellement de mesures de libéralisation du marché, associées à l'élimination partielle ou totale des obstacles au commerce et à l'investissement étranger. D'autres économies, comme la Corée et le Taipei chinois, ont eu recours à des politiques plus interventionnistes, en protégeant et en subventionnant des secteurs directement ou indirectement liés à l'exportation et, dans toute la mesure du possible, en gérant les taux de change réels et la compétitivité des échanges à des niveaux relativement stables et avantageux. Bien qu'elles puissent être efficaces à court terme, ces politiques sont source de distorsions et s'avèrent souvent difficiles à appliquer à long terme, particulièrement en situation de concurrence internationale croissante. Par exemple, les politiques fiscales et d'affectation des crédits visant à favoriser certains secteurs coréens dans les années 70 ont imposé des coûts élevés en termes de surcapacité, de baisse des taux de rendement et d'accroissement des dysfonctionnements du secteur bancaire (OCDE, 1996*d*). Ceci a finalement conduit le gouvernement à recourir, dans les années 80, à des interventions moins ciblées par branches et à favoriser la libéralisation des échanges et l'ouverture progressive des marchés financiers. Les taux moyens de droits de douane ont été considérablement réduits et de nombreux contingents à l'importation ont été supprimés, tandis que les taux d'intérêt étaient en partie déréglementés. Il reste néanmoins encore beaucoup à faire pour éliminer un nombre considérable de mesures de politique industrielle en vigueur dans de nombreux pays non membres de l'OCDE (voir tableau 6 et APEC, 1995).

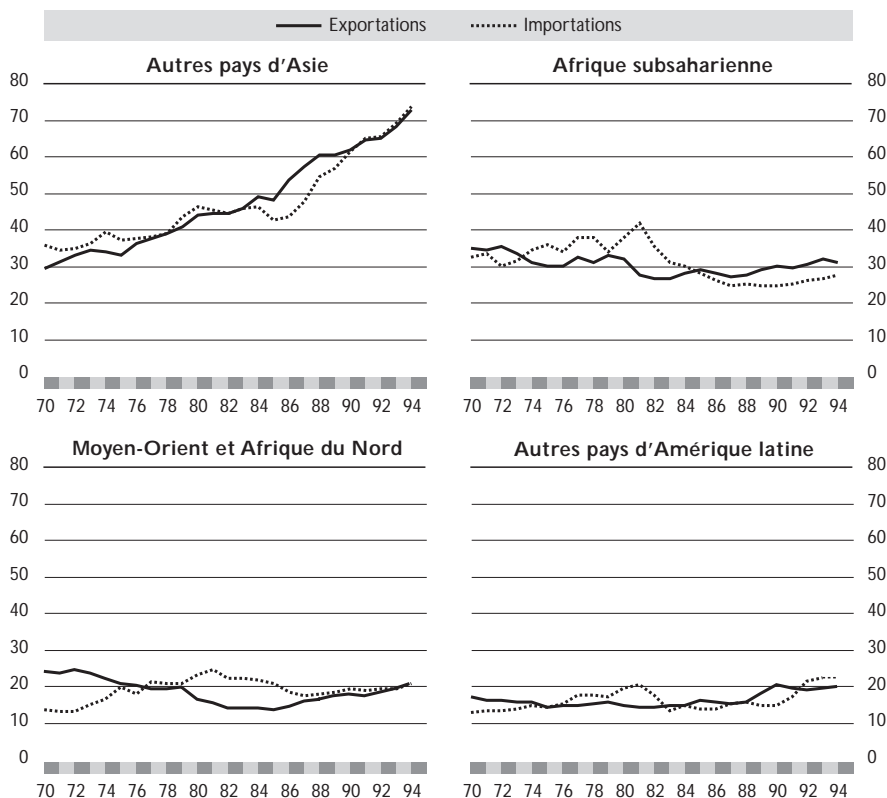
Au cours des années 80, les échanges asiatiques ont encore été stimulés par les réformes intervenues en Chine dans les domaines du commerce et de l'investissement étranger, ce qui a créé les conditions d'un sursaut supplémentaire des exportations manufacturières dans les pays voisins. L'accroissement des flux d'investissements directs étrangers (IDE) en provenance de l'OCDE, en particulier du Japon et d'autres économies asiatiques, notamment de Corée, du Taipei chinois et de Hong-Kong, Chine, ont également stimulé les échanges dans la région.

Dans la plupart des autres pays non membres de l'OCDE, le mouvement vers une ouverture du commerce est resté bien en retrait par rapport à l'Asie, nombre de ces pays continuant d'appliquer des mesures de substitution des productions nationales aux importations. A cet égard, les gouvernements ont eu tendance à

◆ Graphique 13. *Ratios échanges – PIB*



Source : OCDE, Banque mondiale.

◆ Graphique 13. (suite) **Ratios échanges – PIB**

Source : OCDE, Banque mondiale.

accorder la priorité à l'investissement dans quelques secteurs manufacturiers, dans l'espoir que grâce à une augmentation des économies d'échelle et de l'apprentissage ceux-ci deviennent plus compétitifs. Bon nombre de ces économies ont connu des périodes d'industrialisation rapide, en particulier au cours des années 70, mais au prix de distorsions importantes résultant des prix administrés, de la surévaluation des monnaies et des contrôles de changes nécessaires pour faciliter les importations de biens d'équipement.

En Chine, le lancement à la fin des années 70 de réformes favorisant les mécanismes de marché s'est traduit par un fort accroissement des échanges et par une hausse des investissements étrangers. Au Brésil et dans les autres

Tableau 6. **Mesures de politique industrielle adoptées dans un certain nombre d'économies**

	Amérique centrale et du Sud			Asie du Sud et de l'Est							
	Argentine	Bésil	Chili	Chine	Indonésie	Taipei chinois	Hong-Kong, Chine	Corée ¹	Malaisie	Singapour	Thaïlande
Sélection/notification	X	X	X	X	X	X		X	X		X
Secteurs fermés/soumis à restrictions	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Obligations de résultat		X	X	X	X	X		X	X		X
Mesures d'incitation budgétaire	X	X		X	X	X		X	X	X	X
Mesures d'incitation fiscale	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X
Secteurs prioritaires	X	X		X	X	X			X		X
Contrôles des changes		X		X		X		X			

Note : X indique le recours aux mesures visées.

1. La Corée est devenue Membre de l'OCDE en 1996.

Source : APEC (1995) et OCDE.

régions d'Amérique latine, la libéralisation des échanges est intervenue dans le cadre d'une vaste politique d'ajustement structurel mise en place dans les années 80 et au début des années 90, mais elle se traduit essentiellement par un accroissement du taux de pénétration des importations. L'ouverture des échanges a constitué un élément à part entière du processus de transition en Europe centrale et orientale. Dans de nombreuses régions, la libéralisation des échanges a été facilitée par la réduction des contraintes liées à la balance des paiements et par une vague d'efforts régionaux d'intégration, notamment la mise en place du MERCOSUR et de l'APEC et la réactivation d'un certain nombre d'anciens accords commerciaux régionaux. L'Inde, l'Indonésie, les autres pays d'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique ont plus récemment suivi des voies analogues, même si la part des échanges dans le PIB au Moyen-Orient et en Afrique demeure proche de celle enregistrée dans les années 70.

Les enseignements

L'un des facteurs clés de stabilisation des économies dynamiques d'Asie et de l'Indonésie a été l'adoption de longue date de politiques budgétaires et monétaires prudentes, qui ont assuré un faible niveau d'inflation et des niveaux soutenables de dette extérieure (tableau 7). Les taux d'intérêt réels ont été généralement bas mais positifs, favorables à un niveau élevé d'épargne des ménages et à l'accumulation du capital. Face à la nécessité de rétablir les équilibres internes et externes dans les années qui ont suivi le second choc pétrolier, de nombreux gouvernements asiatiques, notamment en Corée, en Thaïlande, en Malaisie et en Indonésie, ont fait preuve de suffisamment de souplesse au niveau macroéconomique pour intervenir en temps opportun et prévenir ainsi les crises intérieures.

La Chine a également une tradition suivie de gestion macroéconomique active, un facteur qui a facilité la mise en place des réformes destinées à favoriser les mécanismes de marché. Totalement à l'opposé de la plupart des économies planifiées, la Chine n'a pas eu besoin de fonder ses réformes sur un programme de stabilisation; le déficit du secteur public était apparemment proche de l'équilibre et n'étant pas en position d'emprunteur sur les marchés des capitaux mondiaux ni de bénéficiaire de l'aide étrangère, la Chine n'a pas eu à faire face à un problème de dette extérieure²⁰.

A l'opposé, de nombreux autres pays non membres de l'OCDE, notamment en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique, ont suivi des politiques interventionnistes plus tournées vers l'intérieur, les entreprises publiques étant destinataires d'une large part de l'investissement total. Le recours à des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes pour renforcer la demande intérieure et stimuler l'emploi a également été fréquent. Ces politiques ont

Tableau 7. **Sélection d'indicateurs macro-économiques pour les économies non membres de l'OCDE**

	1971-1980 ¹					1981-1993 ¹					1991-1993 ¹				
	Déflateur du PIB	Administrations publiques ²			Dettes extérieures en % des exportations	Déflateur du PIB	Administrations publiques ²			Dettes extérieures en % des exportations	Déflateur du PIB	Administrations publiques ²			Dettes extérieures en % des exportations
		Recettes	Dépenses	Solde			Recettes	Dépenses	Solde			Recettes	Dépenses	Solde	
Brésil	41.9	20.6	25.6	..	303.3	368.9	25.5	26.1	-8.8	383.4	1 700.3	25.9	26.2	-2.0	320.0
Chine	0.9	..	..	..	..	6.3	24.5	26.2	-1.7	57.8	11.3	15.2	17.4	-2.2	76.9
Inde	9.3	11.8	12.4	-4.6	256.5	8.1	13.5	16.1	-7.6	299.8	9.2	14.8	17.0	-5.3	353.5
Indonésie	23.6	17.5	18.8	-2.6	174.1	8.5	20.1	21.2	-1.5	196.5	11.0	18.4	18.3	0.2	226.7
Russie	..	..	..	..	..	3.5	..	..	..	..	..	..	..	..	58.9
Autres économies dynamiques d'Asie	..	16.3	17.5	-2.9	95.6	..	20.3	21.0	-2.4	150.7	..	23.0	19.4	3.4	90.7
Malaisie	7.6	21.4	24.8	-6.7	44.2	2.1	27.1	31.1	-6.8	94.2	4.0	28.5	27.3	0.7	45.3
Philippines	14.9	13.8	13.8	-1.3	173.0	14.4	13.4	14.3	-3.1	304.1	8.2	17.6	19.1	-1.6	218.8
Thaïlande	9.9	23.7	18.3	1.1	83.1	4.0	32.3	25.4	3.9	141.1	4.1	32.9	20.2	11.8	100.0
Autres Asie	..	13.1	16.0	-5.3	329.2	..	15.4	19.6	-5.7	365.8	..	15.6	21.1	..	323.3
Autres Amérique latine	..	16.0	15.9	-0.9	166.8	..	16.4	18.0	-2.7	329.8	..	13.9	13.7	-0.1	291.2
<i>dont :</i>															
Argentine	129.9	14.4	14.7	-0.3	300.4	494.8	11.6	13.3	-3.6	560.2	8.7	10.0	9.1	..	452.1
Chili	166.5	30.5	32.6	-1.6	241.3	20.3	26.8	28.2	-0.4	325.5	14.9	22.6	20.8	1.9	159.7
Colombie	22.9	11.2	12.1	-0.7	175.7	24.3	12.1	14.4	-2.5	250.7	22.1	12.5	14.0	-1.7	193.7
Pérou	33.5	14.1	16.6	-2.5	40.7	345.5	11.8	16.2	-4.5	111.1	42.4	11.2	12.4	-1.3	199.0
Uruguay	66.0	22.0	23.5	-1.9	1 074.0	63.0	23.6	26.0	-2.9	2 242.6	53.2	29.1	28.4	0.7	1 501.0
Venezuela	15.6	23.8	19.3	-0.2	467.6	22.1	23.2	22.9	-1.4	1 080.2	41.6	20.2	20.8	-0.6	1 216.9

1. Moyennes annuelles.

2. Chiffres de la comptabilité publique exprimés en pourcentage du PIB.

Source : Banque mondiale.

généralement abouti à un manque de compétitivité des secteurs industriels nationaux, à une limitation de la croissance des exportations et à une incapacité de s'adapter rapidement aux chocs extérieurs dus aux fluctuations des taux d'intérêt mondiaux et des prix des produits de base. En conséquence, ces pays ont souvent connu des périodes d'instabilité macroéconomique aiguë et une alternance de phases d'expansion et de récession, suite à des modifications de l'environnement extérieur. Par exemple, dans la plupart des pays d'Amérique latine et de l'Afrique subsaharienne, l'incapacité de s'adapter à un relèvement de prix de l'énergie à la suite des grandes crises pétrolières, alliée à une dépendance historique excessive par rapport aux financements étrangers et à l'aide extérieure, ont constitué le ferment de crises qui ont duré pendant presque toute la décennie 80. Dans ces régions, l'ajustement nécessaire au niveau de la balance des paiements courants a été réalisé grâce à une combinaison de lourdes dévaluations et de limitations des importations. Le redressement budgétaire n'a pas été si simple à réaliser. Les recettes n'ont pu être facilement augmentées tandis que les dépenses publiques ont été réduites, pas assez toutefois pour empêcher une augmentation du déficit budgétaire dans de nombreux pays. L'inflation et la récession ont suivi.

Plus récemment, un certain nombre de gouvernements qui avaient jusque-là suivi des politiques à visée nationale, se sont engagés sur la voie de vastes réformes fondées sur le développement des mécanismes de marché, conduisant à mener des actions propres à améliorer l'efficacité globale de l'économie par une meilleure allocation des ressources financières et productives. La discipline budgétaire, la privatisation et la déréglementation ainsi qu'une forte dose de libéralisation des échanges et des flux financiers ont constitué autant d'éléments essentiels de cette stratégie²¹. Dans certains pays (et plus particulièrement au Chili), la réforme du système fiscal et le basculement progressif d'un système public de retraite par répartition à un système privé de retraite par capitalisation semblent également avoir contribué à une amélioration sensible du volume d'épargne nationale et de la stabilité macroéconomique, les marchés financiers nationaux ayant gagné en profondeur.

Dans la pratique, la combinaison et l'enchaînement des réformes ont été très différents d'une économie à l'autre, suivant les structures en place avant les réformes. Par exemple, dans les économies en transition, le champ des réformes était très large comparé à celui des économies davantage fondées sur le marché (voir Hiemenz et Funke, 1994). Dans bon nombre de programmes de réformes, la stabilisation budgétaire et monétaire a été mise en place dans la phase initiale, suivie d'un processus de libéralisation des échanges puis des marchés financiers intérieurs. Souvent cette dernière phase n'a réussi qu'après que les distorsions de prix sur le marché national aient été éliminées et que les taux d'inflation et les déficits budgétaires aient été sensiblement réduits. Pour que la libéralisation des

flux de capitaux soit stable et bien ancrée, il est généralement nécessaire de mettre en place un marché financier intérieur solide. Dans le cas contraire, l'économie nationale et le système bancaire sont susceptibles de subir les effets déstabilisants des flux de capitaux volatiles, liés à l'arbitrage entre taux d'intérêt nationaux et mondiaux.

Les récents succès rencontrés par les réformes reposent en grande partie sur l'expérience des pays dans lesquels l'orientation vers l'extérieur a constitué un élément majeur de la politique économique, notamment la plupart des pays de l'Asie de l'Est et, plus récemment, le Chili. Globalement, les enseignements les plus importants tirés de ces expériences peuvent être résumés de la manière suivante :

- des politiques budgétaires et monétaires saines, des marchés financiers et de marchandises bien développés et la création d'un environnement propice à une répartition plus équitable des revenus sont nécessaires à l'obtention de la stabilité politique et macroéconomique ;
- la stabilité politique et macroéconomique facilite la programmation à long terme, dans la mesure où elle met en place un environnement favorable à l'investissement privé et accroît la flexibilité des politiques, augmentant la capacité du gouvernement à réagir de manière adéquate aux chocs extérieurs ;
- les politiques en faveur d'une ouverture des échanges et des investissements fondées sur les mécanismes de marché encouragent les entreprises à devenir compétitives et à s'adapter aux marchés mondiaux ;
- la concurrence étrangère fournit un cadre plus favorable à l'évolution technologique et à la croissance de la productivité ;
- compte tenu du caractère irréversible des politiques de marché, le secteur des entreprises s'efforcera d'élargir la gamme des produits et d'améliorer l'efficacité de la production.

Mondialisation et interactions entre les économies de l'OCDE et les autres

Reposant sur un certain nombre de facteurs – élimination progressive des obstacles aux échanges et à l'investissement, innovation et évolution rapide des technologies dans les domaines de la production, des télécommunications et des transports, intégration des marchés financiers et adoption de politiques de marché dans les principaux pays émergents non membres de l'OCDE – le processus de mondialisation a eu, au cours de ces 30 dernières années, des effets significatifs sur les liens entre pays membres et pays non membres de l'OCDE, plus particulièrement en ce qui concerne les échanges et l'investissement. Le commerce mondial, qui continue d'être un moteur essentiel de l'activité

économique internationale, connaît une croissance plus rapide que la production réelle au niveau mondial. L'intégration de plus en plus grande des marchés et la croissance rapide que connaissent nombre de pays en développement et nouveaux pays industrialisés favorisent considérablement les échanges, tant entre régions membres et non membres de l'OCDE qu'à l'intérieur de celles-ci, et se traduisent par des modifications importantes dans la structure des échanges par produits et sa distribution géographique. Les évolutions technologiques ont par ailleurs largement facilité les conditions du commerce des services, ce développement s'étant accompagné d'un accroissement rapide des flux d'IDE et d'une modification de leur composition sectorielle et régionale en raison du rôle croissant de la présence sur le marché, comme complément des échanges internationaux.

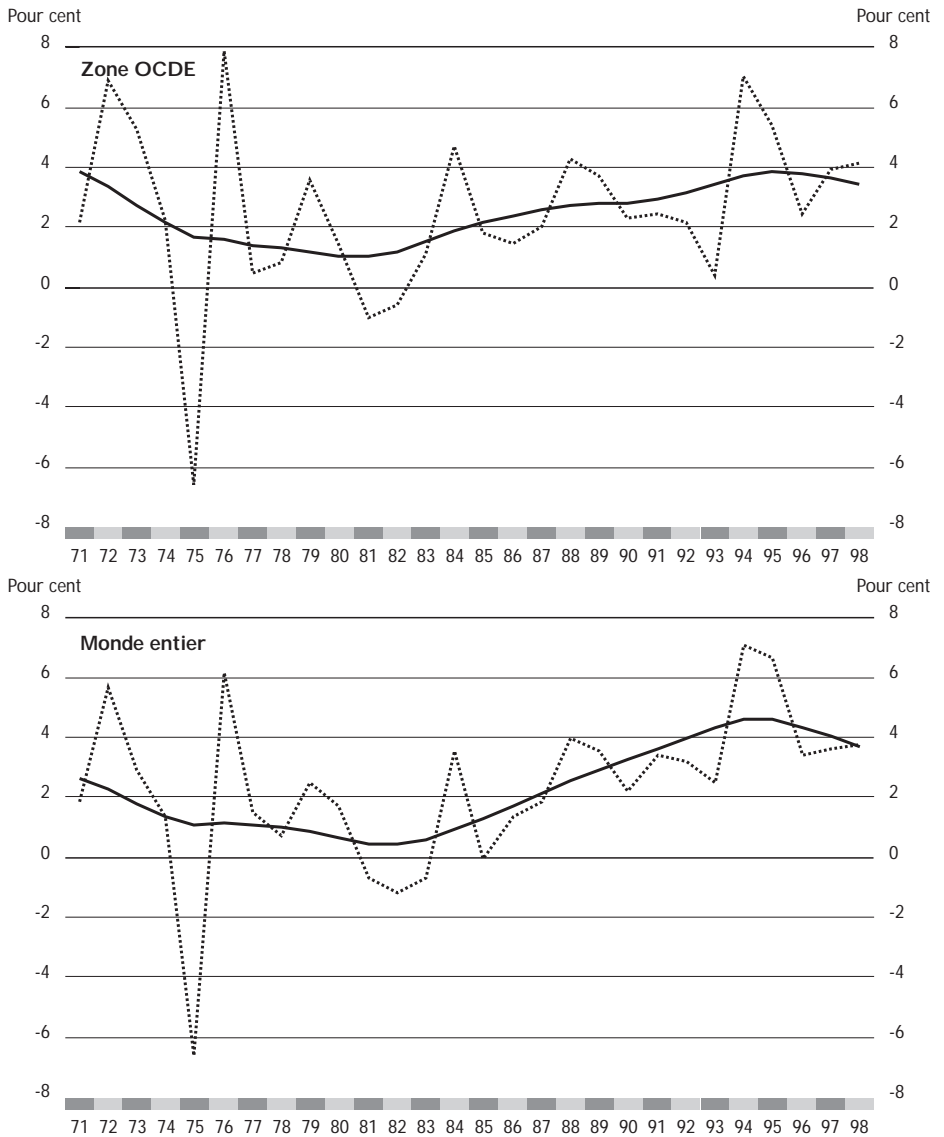
Le contexte du développement des échanges et de l'investissement

La croissance des échanges mondiaux a continuellement été supérieure à celle de la production mondiale sur la plus grande partie de la période depuis le début des années 70. Après avoir fluctué autour de 1.5 sur la période écoulée jusqu'au milieu des années 80, le rapport du taux de croissance du commerce mondial des marchandises à celui de la production mondiale a augmenté régulièrement pour atteindre 4.5 en 1995 (graphique 14). Les pays de l'OCDE demeurent les principaux fournisseurs et les plus importants marchés des pays non membres, les échanges entre les régions OCDE et non OCDE représentant quelque 30 pour cent du volume total des échanges de l'OCDE et presque 60 pour cent du volume des échanges des pays non membres de l'OCDE pour 1995 (graphiques 15 et 16). A l'exclusion de l'OPEP, la zone hors OCDE a réalisé un volume relativement stable de 20 à 25 pour cent des échanges mondiaux sur la période considérée, bien que sa part dans les importations mondiales ait fortement augmenté depuis le début des années 90.

A l'intérieur de ce cadre général, l'importance relative des différentes économies non membres de l'OCDE s'est sensiblement modifiée dans le temps. A la suite du premier choc pétrolier et jusqu'à la chute consécutive des prix du pétrole en 1986, l'OPEP a été de loin le plus grand exportateur des pays non membres de l'OCDE et a figuré au nombre des plus grands importateurs. Depuis, la part des nouvelles économies asiatiques industrialisées dans le commerce mondial a régulièrement augmenté, passant de moins de 8 pour cent au début des années 70 à près de 20 pour cent en 1995 (graphique 17).

En revanche, l'Europe a progressivement perdu de son poids dans les échanges OCDE/non OCDE alors que le rôle des États-Unis et du Japon en tant que partenaires commerciaux des pays non membres de l'OCDE, en particulier ceux d'Asie, a considérablement augmenté depuis le milieu des années 80

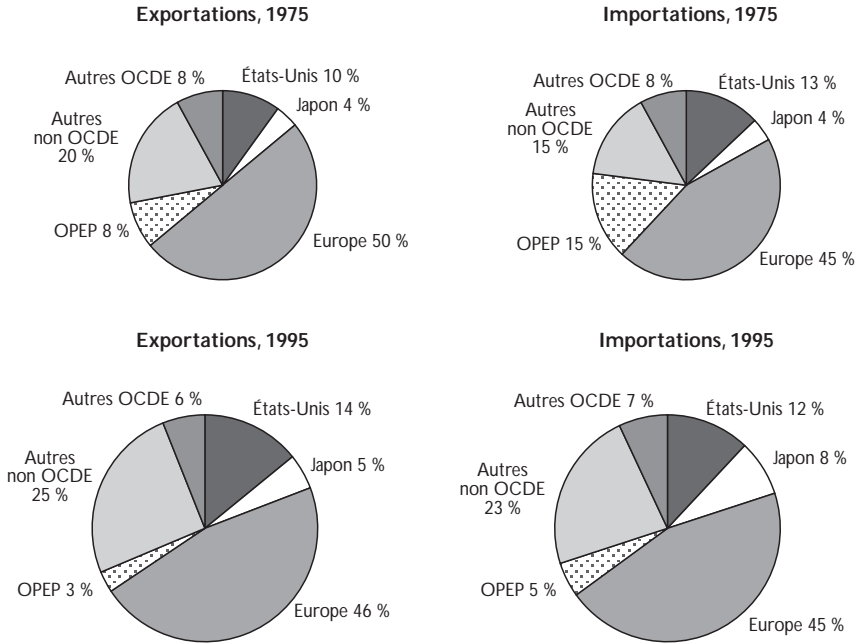
◆ Graphique 14. *Croissance relative des échanges mondiaux*¹



1. Mesurée par le taux de croissance des volumes moyens d'exportation et d'importation divisé par le taux de croissance de la production réelle. La courbe en gras est la tendance, calculée à partir des volumes de la production et des échanges après application d'un filtre HP.

Source : OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, Banque mondiale (production mondiale).

◆ Graphique 15. *Orientation des échanges OCDE*

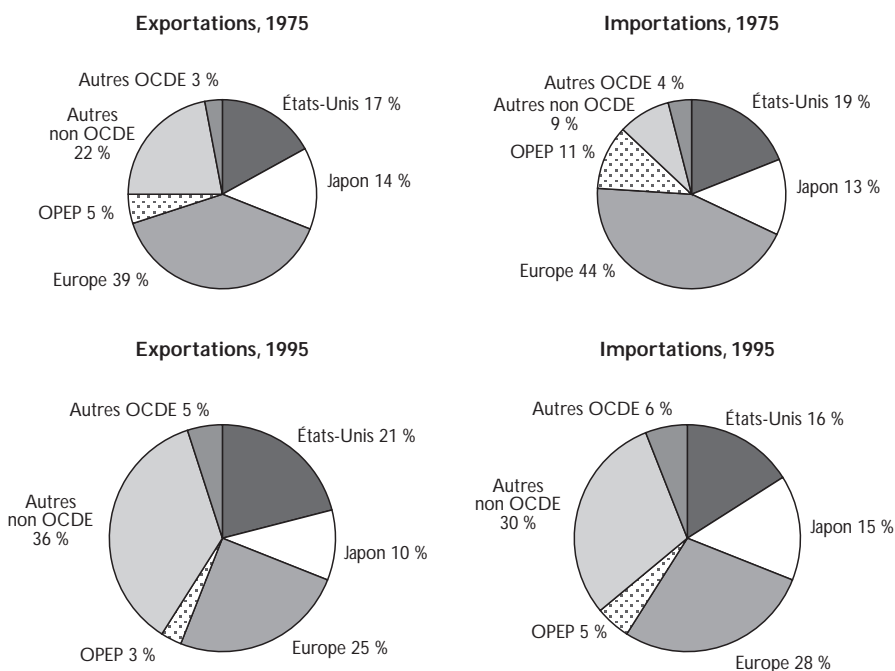


Source : OCDE, FMI.

(tableau 8)^{22, 23}. Le rôle croissant de l'Asie à la fois en tant que marché et en tant que concurrent des pays de l'OCDE apparaît également au niveau de la modification de la structure des échanges mondiaux de marchandises, les exportations en provenance des pays non membres de l'OCDE se détournant des produits de base, en particulier le pétrole, au profit des produits de haute et moyenne technologie (graphique 18). Parallèlement, la demande de biens d'équipement et de biens intermédiaires manufacturés produits par l'OCDE a également fortement augmenté, en raison du basculement rapide vers l'industrie manufacturière opéré dans l'Asie du Sud-Est.

Parallèlement à l'essor du commerce international, les échanges intra-régionaux se sont considérablement développés, tant au sein de la zone OCDE que dans les régions situées en dehors de cette zone, par suite de la libéralisation des échanges, des économies d'échelle et du rôle croissant des marchés

◆ Graphique 16. *Orientation des échanges hors OCDE*

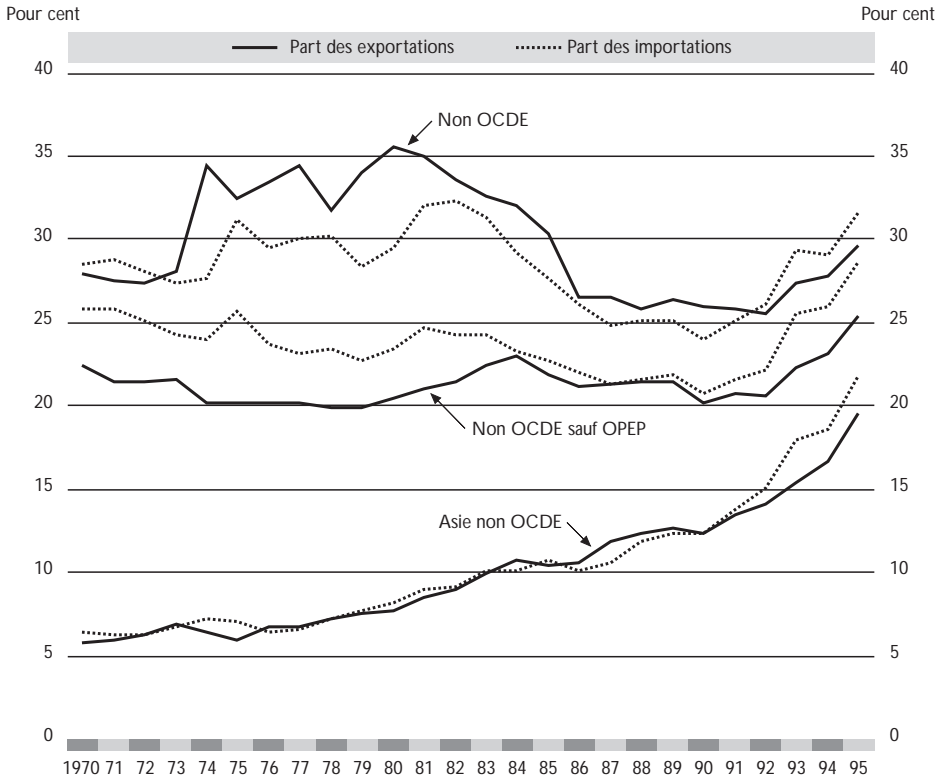


Source : FMI.

voisins en développement. En Amérique du Nord, les échanges intra-régionaux ont été favorisés au cours de la seconde moitié des années 60 par « l'Autopacte » de 1965 et par d'autres accords bilatéraux signés entre le Canada et les États-Unis (graphique 19) mais ils ont ensuite diminué du fait en partie de la hausse des prix pétroliers. Depuis le milieu des années 80, la croissance des échanges intra-régionaux s'est considérablement renforcée. Suivant largement l'évolution des différentes phases de l'intégration européenne, les échanges entre pays européens ont, depuis 1970, augmenté plus rapidement en moyenne que ceux de ces pays avec les autres pays de l'OCDE (OCDE, 1994a).

Depuis le milieu des années 70, le commerce dans les pays non membres de l'OCDE se caractérise également par une augmentation substantielle des échanges intra-régionaux, ces derniers représentant à l'heure actuelle 40 pour cent des échanges entre pays non membres, contre 23 pour cent au milieu des

◆ Graphique 17. **Part des pays non membres de l'OCDE dans les exportations et importations mondiales¹**



1. Correspond aux parts respectives des importations et exportations mondiales mesurées en dollar courant. A l'exclusion de l'Islande, du Portugal et de la Suisse.

Source : OCDE, Banque de données analytiques. (Les données ultérieures à 1992 sont estimées en partie par l'OCDE.)

années 70 (tableaux 9 et 10). La part des échanges intra-régionaux a nettement augmenté en Amérique latine pour atteindre près de 23 pour cent du volume total des échanges depuis le milieu des années 80. Malgré l'absence d'accords officiels de commerce, les échanges intra-régionaux en Asie ont connu une croissance rapide, en grande partie du fait du développement économique de la région et de l'accroissement des investissements directs étrangers, en particulier depuis 1985.

Tableau 8. **Échanges entre l'OCDE et les grandes régions**

En pourcentage des échanges totaux de marchandises

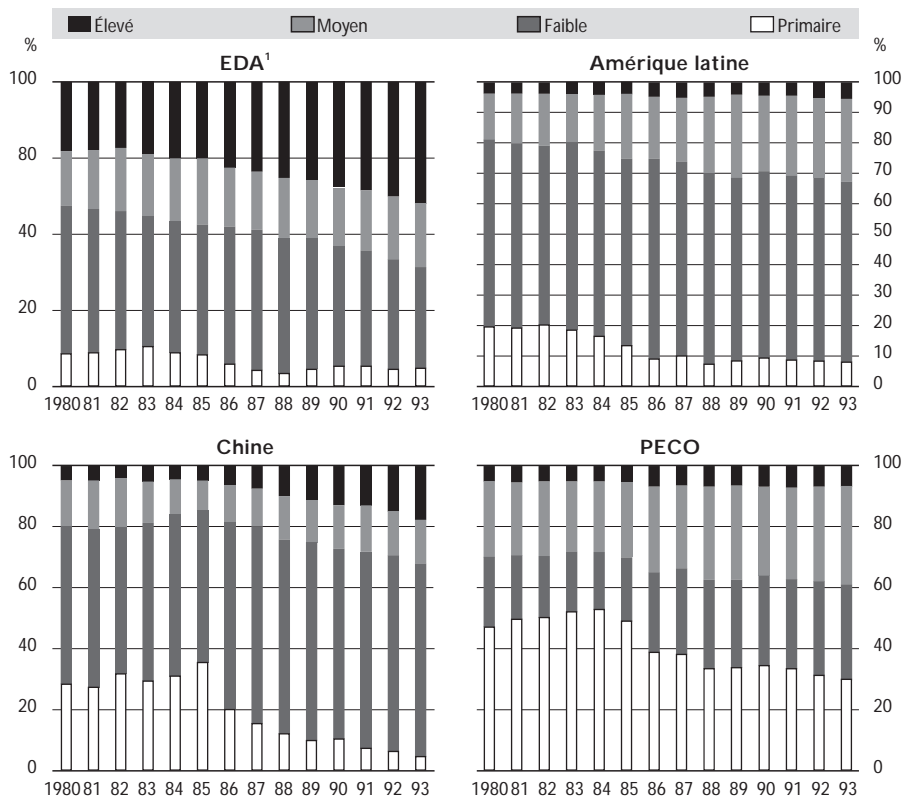
	Exportations			Importations		
	États-Unis	Japon	Europe OCDE	États-Unis	Japon	Europe OCDE
États-Unis						
1970	..	31	8	..	29	10
1980	..	24	5	..	17	8
1990	..	32	7	..	23	7
1993	..	29	7	..	23	8
Autres Amérique du Nord						
1970	25	3	2	31	6	2
1980	22	3	1	21	4	1
1990	28	3	1	24	4	1
1993	30	3	1	25	4	1
Japon						
1970	11	..	1	15	..	2
1980	10	..	1	13	..	3
1990	12	..	2	18	..	4
1993	11	..	2	18	..	5
Europe OCDE						
1970	32	15	66	28	10	61
1980	29	17	67	19	7	59
1990	28	22	72	22	18	68
1993	23	18	67	20	15	65
Autres Asie¹ et Océanie						
1970	11	29	5	11	23	4
1980	15	29	5	13	22	5
1990	18	32	6	21	30	6
1993	21	39	8	24	35	8
Amérique centrale et du Sud						
1970	9	4	3	9	6	4
1980	8	5	2	8	3	3
1990	6	2	4	5	3	2
1993	7	3	2	4	3	2
Europe orientale						
1970	1	2	4	1	3	3
1980	2	3	4	1	1	4
1990	1	1	3	0	2	3
1993	1	1	4	1	1	4
Reste du monde²						
1970	11	15	11	7	23	13
1980	14	19	15	25	45	18
1990	6	7	6	9	21	8
1993	7	7	10	7	18	9

1. A l'exclusion des pays de l'OPEP.

2. Y compris pays de l'OPEP.

Source : OCDE (Base de données NEXT).

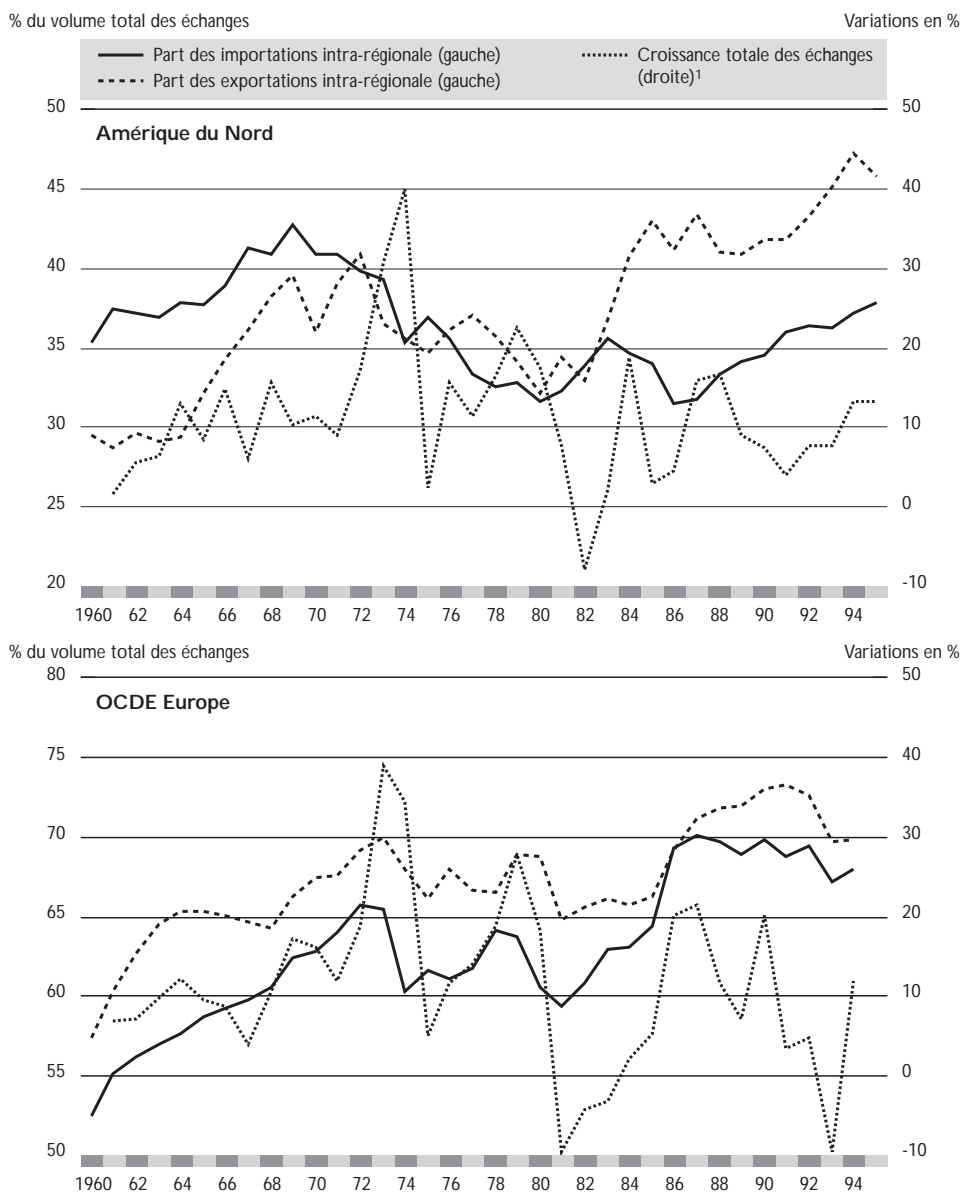
◆ Graphique 18. *Exportations de certains pays et régions non membres de l'OCDE, classés en fonction de leur contenu technologique*



1. Les EDA comprennent le Taipei chinois ; Hong-Kong, Chine ; la Malaisie ; Singapour et la Thaïlande.
 Source : Chelem.

L'évolution technologique et la libéralisation financière qui ont marqué ces vingt dernières années ont considérablement amélioré les conditions du commerce des services, qui a connu une croissance plus rapide que celui des produits manufacturés et la part globale des opérations invisibles dans les échanges mondiaux est passée de près d'un quart en 1975 à plus du tiers en 1993 (tableau 11). Ceci s'explique essentiellement par l'accroissement rapide des revenus d'investissement et par le développement des services financiers et autres services privés, notamment dans les secteurs de la banque, des communications, des assurances et autres services spécialisés et aux entreprises.

◆ Graphique 19. **Échanges intra-régionaux dans les régions OCDE**



1. Variations en pourcentage de la moyenne du volume total des importations et exportations.

Source : OCDE, *Statistiques mensuelles du commerce extérieur, Série A*.

Tableau 9. **Parts des échanges intra-régionaux**
En pourcentage du volume total des échanges de chaque région

	Importations			Exportations		
	1983	1988	1993	1983	1988	1993
Amérique du Nord ¹	33.5	32.4	36.9	39.8	42.2	46.4
Europe OCDE ²	62.5	68.6	66.6	66.1	70.8	68.9
Océanie ³	10.8	10.1	11.1	11.0	10.1	11.3
Amérique centrale et du Sud	12.6	18.3	21.6	12.5	13.2	24.2
Asie du Sud-Est ⁴	20.6	25.8	28.7	21.8	27.0	31.6
Autres Asie	2.5	2.6	3.0	3.9	1.8	2.8
Europe centrale et orientale ⁵	52.1	46.6	23.4	54.0	49.9	24.3
OPEP	2.0	3.3	3.5	2.0	3.0	2.2
Afrique	2.4	3.3	5.3	4.5	5.2	13.1

Note : Dans la mesure du possible, les données manquantes en matière d'exportations ont été estimées sur la base des importations de la région partenaire.

1. États-Unis, Canada et Mexique.
2. À l'exclusion de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne.
3. Y compris l'Australie et la Nouvelle-Zélande.
4. Y compris les pays de l'Asie du Sud (par ex. l'Inde), de l'Asie de l'Est (par ex. la Corée, le Taipei chinois) et de l'Asie du Sud-Est (par ex. Hong-Kong, Chine, Singapour, les Philippines, la Chine, la Malaisie).
5. Y compris la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et les pays asiatiques de l'ex-Union soviétique.

Source : Organisation des Nations Unies (Banque de données COMTRADE).

En liaison avec l'expansion du commerce des services, le stock mondial d'IDE, soutenu par une tendance à la libéralisation des législations et des politiques d'investissement au niveau national, a connu un rythme de croissance plus rapide que celui des exportations et de la production mondiales (voir tableau 12). Avec l'intensification de la concurrence, en particulier en ce qui concerne les services financiers, le secteur des services a constitué la source la plus importante de flux à destination de l'étranger en provenance des grands pays de l'OCDE au cours de la seconde moitié des années 90. Parallèlement, des changements importants sont intervenus dans la composition régionale, la part des États-Unis dans les flux mondiaux destinés à l'étranger ayant été ramenée de quelque 50 pour cent au début des années 70 à près de 30 pour cent à l'heure actuelle, et la part des autres économies de l'OCDE ayant augmenté en conséquence (graphique 20). Néanmoins, la zone OCDE représente encore près de 96 pour cent de tous les investissements à destination de l'étranger, les quatre pour cent restants étant essentiellement originaires d'Asie et en particulier des économies dynamiques d'Asie.

La zone OCDE est également le plus grand bénéficiaire d'IDE, les investissements en provenance de l'étranger représentant en 1975 plus de 60 pour cent des flux mondiaux, contre 12 et 6 pour cent respectivement pour l'Amérique latine et

Tableau 10. **Parts des échanges**¹

En pourcentage du volume total

	États-Unis			Autres Amérique du Nord			Japon			Europe OCDE			Autres Asie et Océanie			Amérique centrale et du Sud			Europe orientale			Reste du monde		
	1983	1988	1993	1983	1988	1993	1983	1988	1993	1983	1988	1993	1983	1988	1993	1983	1988	1993	1983	1988	1993	1983	1988	1993
Importations																								
États-Unis	..	..	..	26	23	26	16	20	18	21	23	20	17	22	24	7	5	4	1	1	1	12	7	7
Autres Amérique du Nord	72	66	70	2	1	2	6	7	6	11	15	11	5	7	7	2	2	2	0	0	0	3	1	1
Japon	20	23	23	5	5	4	..	..	..	8	17	15	27	34	37	3	3	3	1	2	1	36	16	17
Europe OCDE	8	7	8	2	1	1	3	5	5	63	69	67	5	6	8	2	2	2	5	4	4	12	5	6
Autres Asie ¹ et Océanie	16	16	14	1	2	1	19	21	20	21	21	18	26	32	37	1	1	1	2	2	2	14	6	6
Amérique centrale et du Sud	24	25	26	8	5	4	5	7	7	17	26	23	3	4	8	13	18	22	1	1	1	29	12	9
Europe orientale	3	2	4	0	0	0	1	1	2	41	49	61	2	4	4	2	2	1	44	38	23	7	4	4
Reste du monde	16	15	17	1	2	2	14	12	14	46	44	41	13	16	16	2	3	3	2	2	1	4	6	6
Monde entier	12	11	13	6	5	6	8	10	10	41	46	41	11	15	18	3	3	3	4	3	3	14	6	7
Exportations																								
États-Unis	..	..	..	25	28	30	12	14	12	30	31	27	14	18	20	7	4	5	0	0	1	11	5	5
Autres Amérique du Nord	71	74	80	1	1	2	6	7	5	12	10	7	3	4	4	5	2	2	0	0	0	2	1	1
Japon	33	37	31	3	3	3	..	..	..	19	24	21	27	29	37	2	1	2	0	0	0	16	5	6
Europe OCDE	8	9	8	1	2	2	2	3	3	70	75	71	6	6	8	1	1	1	2	1	3	10	4	4
Autres Asie ¹ et Océanie	25	26	23	2	2	2	18	17	14	19	21	19	25	29	38	1	1	1	0	0	0	10	4	3
Amérique centrale et du Sud	34	30	29	3	4	4	7	8	7	33	36	28	4	7	8	12	11	19	1	1	1	6	4	5
Europe orientale	2	3	4	0	0	1	2	4	3	65	66	63	5	6	12	1	1	1	20	17	14	5	3	1
Reste du monde	15	19	19	1	1	1	21	18	18	41	43	36	11	12	18	7	3	3	1	1	1	3	3	4
Monde entier	17	18	17	4	5	6	8	7	7	46	50	43	11	13	19	3	2	2	2	1	2	9	4	4

1. Exportations et importations en dollars des EU de 1993.

Source : Organisation des Nations Unies (COMTRADE).

Tableau 11. **La composition des exportations mondiales**

	\$ milliards			%		
	1975	1985	1993	1975	1985	1993
Marchandises	840	1 856	3 629	75.5	70.9	66.2
Invisibles	272	761	1 856	24.5	29.1	33.8
Services autres que revenus des facteurs	184	433	1 025	16.6	16.5	18.6
Voyages	43	112	295	3.9	4.3	5.4
Transports	70	149	260	6.3	5.7	4.7
Publics	18	36	56	1.6	1.4	1.0
Financiers et autres	53	136	414	4.8	5.2	7.5
Revenus des investissements	88	328	831	7.9	12.6	15.2
Total	1 112	2 617	5 485	100.0	100.0	100.0

Source : OCDE, FMI, BIRD.

Tableau 12. **IDE¹, échanges et croissance du PIB au niveau mondial**

1981-1993

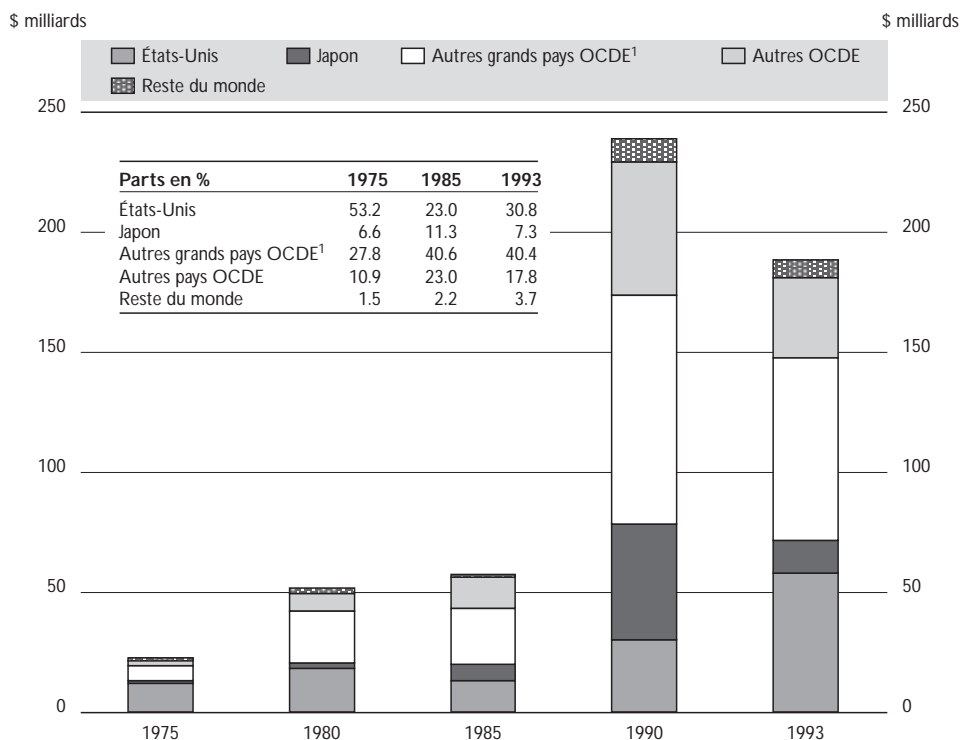
Indicateur	\$ milliards 1993	Taux moyen de croissance annuelle		
		1981-85	1986-90	1991-93
Sorties IDE	222	0.8	28.3	5.6
Stock d'IDE à l'étranger	2 135	5.4	19.8	7.2
PIB courant	23 276	2.1	10.6	3.3
Exportations de marchandises et de services autres que revenus des facteurs	4 654	-0.1	14.3	3.5

1. IDE y compris fusions et acquisitions.

Source : CNUCED.

l'Asie (graphique 21). Pendant les années 80, la part de l'OCDE et de l'Asie a augmenté régulièrement pour passer à plus de 70 et 10 pour cent, respectivement, alors que la part des autres économies non membres de l'OCDE, notamment celles d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale a diminué, tant en termes relatifs qu'en termes absolus. Depuis, la répartition des flux d'IDE s'est considérablement modifiée, les flux à destination des pays non membres de l'OCDE ayant atteint plus de 30 pour cent en 1993 et l'essentiel de ces flux étant concentrés en Asie du Sud-Est, en particulier en Chine qui représente actuellement plus de 70 pour cent des flux totaux à destination de la région²⁴. L'Amérique latine a également bénéficié de l'accroissement récent des investissements en provenance de l'étranger, dû en partie au programme de privatisation intensive. Ces évolutions ont coïncidé avec une restauration de la confiance dans les principaux marchés émergents et un meilleur accès aux marchés internationaux des capitaux.

◆ Graphique 20. *Sortie des flux mondiaux d'IDE*



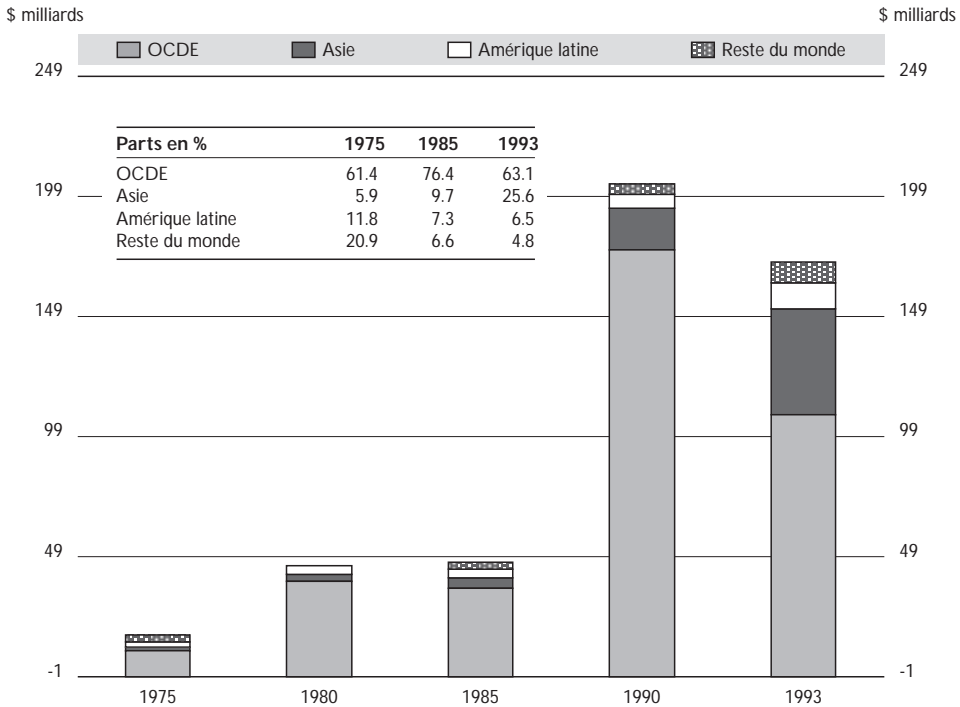
1. Les autres grands pays de l'OCDE sont le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

Source : FMI.

Interactions entre échanges et investissement, productivité et croissance

Les effets positifs de l'IDE sur les échanges, la productivité et la croissance ont été largement passés en revue dans un certain nombre d'études empiriques récentes. La présence sur le marché par le biais de l'implantation de filiales étrangères permet un accès privilégié aux marchés et est complémentaire aux échanges, dans la mesure où elle permet aux pays intéressés de tirer parti de la spécialisation au niveau international et d'élargir leurs capacités d'offre. Il est reconnu que les investissements à destination de l'étranger ont des effets positifs sur les échanges, en ce qui concerne tant les exportations que les importations

◆ Graphique 21. *Entrée des flux mondiaux d'IDE*



Source : FMI.

du pays d'origine, du fait de l'augmentation des exportations de biens et de services intermédiaires à destination des filiales étrangères et d'un accroissement des importations de produits finis. Les données disponibles font ressortir un impact positif plus grand sur les exportations que sur les importations, ce qui entraîne un effet positif net sur la balance commerciale du pays d'origine (Fontagne, 1996).

Le commerce et l'activité économique sont également stimulés par les effets positifs qu'ont les investissements étrangers sur l'efficacité du pays bénéficiaire. Les flux soutenus d'IDE à destination d'Asie du Sud-Est ont coïncidé avec des gains de productivité importants et une plus forte croissance de la production, en raison également de la diversification des produits et du développement des capacités d'exportation. Les filiales étrangères sont généralement davantage tournées vers l'exportation que les entreprises locales, contribuant par là même à

augmenter la part des exportations dans la production nationale totale de nombreux pays en développement. Selon De Gregorio (1992*a* et *b*) et Borensztein *et al.* (1995), l'investissement étranger est l'un des principaux facteurs déterminants de la croissance de la production dans de nombreux pays en développement et il est plus productif que l'investissement national.

Les transferts de technologies et la valorisation de la population active locale constituent d'autres moyens importants pour accroître la productivité. Au travers des liens établis en matière de commerce extérieur et d'investissement, les entreprises des pays non membres de l'OCDE peuvent avoir plus facilement accès aux retombées des activités de R-D réalisées à l'étranger. Les politiques industrielles et commerciales orientées vers l'extérieur ont facilité la diffusion des progrès technologiques entre les pays et, en particulier de l'OCDE vers les économies non membres de l'OCDE les plus dynamiques (Bayoumi *et al.*, 1996). Il y a diffusion des compétences techniques et managériales acquises par les agents locaux formés par les entreprises multinationales au moment où ils sont embauchés par des entreprises locales ou lorsqu'ils créent leur propre entreprise. Les entreprises locales bénéficient également des retombées de l'accès au marché en tirant parti de la diffusion de l'expérience internationale des filiales étrangères en matière de développement des activités d'exportation. Les données disponibles sur l'Asie et le Mexique indiquent que, du fait de ces retombées, les entreprises locales situées dans le voisinage des entreprises internationales ont également tendance à exporter une part de la production totale plus élevée que la moyenne (Aitken *et al.*, 1994).

L'IDE a également des effets positifs sur la productivité par le biais de la concurrence. Dans une étude récente sur les interactions entre les filiales étrangères et les entreprises locales dans les industries manufacturières mexicaines, Kokko (1996) montre que, en renforçant la concurrence sur le marché national, l'entrée des filiales étrangères exerce sur les entreprises locales une forte incitation à devenir plus productives. Ces retombées sont susceptibles d'être plus significatives dans les secteurs où les filiales étrangères ne se trouvent pas en situation de position dominante et se trouvent par conséquent en concurrence directe avec les entreprises locales.

Les effets positifs sur la productivité sont généralement fonction de la capacité du pays d'accueil à absorber les nouvelles technologies, qui est elle-même étroitement liée aux niveaux de qualifications et d'instruction de la population active locale. Blomström *et al.* (1992) soulignent que l'effet positif de l'IDE sur la croissance de la production a plus de chance d'être significatif pour les économies à revenu intermédiaire et à haut revenu, alors que les effets sur la croissance des flux d'IDE peuvent être moins importants pour les économies à faible revenu. Borensztein *et al.* (1995) arrivent à la même conclusion dans le contexte d'une étude comparative sur l'IDE et les ressources humaines.

A plus long terme, toutefois, l'IDE à destination de l'étranger est susceptible d'exercer un certain nombre d'effets positifs sur l'investissement dans le pays d'origine, en accroissant la taille du marché national ouvert aux entreprises les plus innovantes et en stimulant par là même la R-D, et en offrant des perspectives de rapatriement futur des bénéficiaires et de propension à investir. Le rapatriement des bénéficiaires peut réduire la disponibilité future de l'épargne étrangère dans le pays d'accueil, mais l'expérience de nombreuses économies d'Asie semble indiquer que l'éventuel effet négatif sur l'investissement est en grande partie neutralisé par les effets positifs des transferts de technologie sur la productivité et la croissance de la production. Dans la mesure où une croissance plus rapide de la production contribue à une hausse de l'épargne nationale, une part de plus en plus grande des dépenses d'investissement devrait tendre à être autofinancée.

Croissance de la productivité des facteurs et réformes des politiques

L'évolution future de la croissance de la productivité totale des facteurs est une hypothèse fondamentale pour les perspectives de l'économie mondiale. Dans le cadre des développements récents de la théorie de la croissance endogène, de nombreuses études empiriques ont tenté de lier la croissance de la production et/ou la croissance de la productivité totale des facteurs à des sources directement en rapport avec les politiques adoptées²⁵. Si la question des influences fondamentales sur la croissance est loin de susciter un consensus, les résultats d'un certain nombre d'études empiriques vont néanmoins dans le même sens.

Un certain nombre d'études empiriques récentes confirment la thèse qui veut qu'une politique d'ouverture des échanges soit associée à une croissance plus élevée et que l'élimination des obstacles au commerce puisse servir de catalyseur pour la convergence des revenus entre les pays qui réalisent des opérations commerciales entre eux. Selon Sachs et Warner (1995) et Ben-David (1996), les économies ouvertes convergent vers leurs partenaires commerciaux les plus développés en termes de PIB par habitant, alors que la convergence fait défaut dans un échantillon plus important d'économies tant ouvertes que fermées.

Ce lien est confirmé par plusieurs études qui font ressortir l'existence d'un effet sur la croissance de différents indicateurs des politiques commerciales. Ainsi, en mettant en évidence les facteurs déterminants de la croissance du PIB pour un échantillon mondial de pays entre 1965 et 1985, Barro et Sala-i-Martin (1996) concluent que les taux de droits de douane sur les importations de biens d'équipement et de produits intermédiaires, ainsi que les primes de taux de change du marché parallèle (qui constituent une variable de substitution pour la distorsion publique des marchés) ont eu des répercussions

négatives sur les résultats en matière de croissance. Utilisant un indicateur de l'orientation des politiques commerciales, Sachs et Warner (1995) concluent également que les économies fermées ont généralement connu une croissance moins rapide que les économies ouvertes, et que le rôle des politiques commerciales est confirmé une fois pris en compte les autres facteurs explicatifs de la croissance²⁶. Pour Bosworth *et al.* (1995), les indicateurs directs des politiques commerciales, tels que l'absence d'obstacles tarifaires, contribuent à expliquer les résultats obtenus en matière de croissance dans les années 80, du fait de l'accroissement tant de l'accumulation du capital que de la productivité totale des facteurs.

Les politiques commerciales sont généralement réputées avoir des effets positifs sur la croissance, de trois manières au moins. Premièrement, en entraînant un élargissement des marchés, la libéralisation des échanges permet la spécialisation d'un pays dans des secteurs offrant des économies d'échelle, ce qui augmente la productivité. L'accroissement de la taille potentielle des marchés augmente également les perspectives de rendement d'une innovation couronnée de succès, bien que les tentatives d'identifier ces effets d'échelle dans les études empiriques n'aient pas été concluantes (voir Backus *et al.* 1992). Deuxièmement, comme il a été mentionné plus haut, en favorisant la concurrence de l'extérieur, la libéralisation des échanges peut entraîner des gains d'efficacité X : la gestion peut devenir plus efficace ; les incitations à la formation sont plus nombreuses et la propension à la recherche de rentes peut être réduite, améliorant par là même l'affectation des ressources vers des activités plus productrices. Troisièmement, les politiques commerciales permettent une diffusion plus rapide des nouveaux produits, procédés et résultats des recherches entre les économies nationales. L'ouverture du commerce fournit un accès aux importations de moyens de production incorporant directement des nouvelles technologies et allège les contraintes de change en apportant des recettes d'exportation. Coe et Helpman (1995) démontrent que la R-D étrangère a eu des effets bénéfiques sur la productivité nationale des pays de l'OCDE et que ces effets sont d'autant plus importants qu'une économie est ouverte au commerce extérieur. Sur la base de ces résultats, Bayoumi *et al.* (1996) concluent qu'un accroissement des échanges est susceptible d'entraîner une forte amélioration de la productivité du fait des retombées de la R-D étrangère, et que ces retombées ont joué un rôle important pour les nouveaux pays industrialisés au cours de ces vingt dernières années.

Certaines autres études ont néanmoins jeté le doute sur la solidité du lien entre ouverture et croissance²⁷. Ceci peut être dû en partie au fait qu'il est difficile d'établir une distinction entre les effets sur la croissance des politiques commerciales et ceux exercés par les autres politiques, notamment parce que la libéralisation s'accompagne souvent de changements dans les politiques macroéconomiques (monétaires et budgétaires) et les autres politiques

structurelles (concernant par exemple l'éducation, le marché du travail et les infrastructures). Selon Sachs et Warner (1995), l'ouverture des échanges tend à être corrélée à d'autres caractéristiques de ce qu'ils considèrent comme une économie saine, à savoir la stabilité macroéconomique et l'appui sur le secteur privé comme principal moteur de la croissance. Ils soutiennent toutefois également que c'est la politique commerciale qui devrait être considérée comme l'instrument essentiel de la réforme.

Les effets positifs du commerce et de l'IDE sur la productivité sont généralement fonction de la capacité d'un pays à s'adapter aux nouvelles technologies, qui sont elles-mêmes étroitement liées, nous l'avons vu plus haut, au niveau de qualifications et d'instruction de la population active nationale. Baumol *et al.* (1994) affirment que seuls les pays disposant d'un niveau suffisant de dotation en ressources humaines peuvent tirer parti des technologies modernes et converger vers leurs partenaires commerciaux. Cette complémentarité entre l'ouverture des échanges et le capital humain est également mise en évidence par Berthélemy *et al.* (1996). Il est démontré qu'au cours de ces trente dernières années, l'ouverture a accru la vitesse de convergence des revenus par habitant des pays en développement vers ceux des pays les plus développés, tant directement via les types de circuits décrits plus haut, qu'indirectement en leur permettant de recueillir les bénéfices d'un meilleur niveau d'instruction de la population active.

Il existe dans la théorie économique un vaste consensus sur le fait que le capital humain est un déterminant essentiel de la croissance de la productivité. Outre qu'elle favorise le progrès technologique et la diffusion des techniques, l'élévation du niveau d'instruction est également susceptible d'améliorer la mobilité de la population active en faveur d'activités plus productives, facilitant ainsi la réallocation des facteurs. Les données empiriques disponibles étayaient considérablement la thèse qui veut que tant le stock initial que les investissements successifs en capital humain jouent un rôle pour stimuler le rythme de la croissance des revenus²⁸. Les dépenses consacrées par les gouvernements à l'éducation se sont révélées avoir un effet extrêmement positif et le taux de rendement de l'enseignement public s'avère également très élevé²⁹. Les effets du capital humain sur la croissance sont on ne peut plus évidents aux niveaux primaire et secondaire, dans les pays en développement à faible et à haut revenu, et au niveau universitaire, dans les économies développées³⁰. Les niveaux élevés de l'aide publique à l'enseignement primaire de base sont réputés avoir joué un rôle essentiel dans la réussite des pays de l'Asie du Sud-Est en particulier³¹.

L'investissement dans les infrastructures contribue à la croissance de la productivité essentiellement en réduisant les coûts de transaction pour le secteur privé (en améliorant les réseaux de communication et de transport, entre

autres). Le débat est ouvert, cependant, sur l'importance des rendements des infrastructures. Les conclusions de Aschauer (1989) et Munnell (1992) en faveur de rendements élevés pour certains pays ont été contestés à différents titres, notamment la difficulté de définir les infrastructures publiques et la très grande sensibilité des résultats aux différentes définitions adoptées (Ford et Poret, 1991), ainsi que le manque de solidité des résultats en raison de facteurs conjoncturels ou de l'endogénéité possible des infrastructures publiques. Sur la base d'une comparaison entre pays, Easterly et Rebelo (1993) concluent que les investissements publics dans les réseaux de transport et de communication jouent un rôle important pour stimuler la croissance. D'autres études montrent que les infrastructures publiques réduisent les coûts du secteur privé et que les investissements publics et privés sont complémentaires, bien qu'il semble que certains pays aient réalisé trop d'investissements publics et aient ainsi provoqué l'éviction des investissements privés (Hénin et Ralle, 1994). Dessus et Herrera (1996) confirment l'effet positif du stock des investissements publics sur la croissance à long terme dans divers pays en développement, mais ils indiquent également que certains pays avaient un stock d'investissements publics trop élevé au début des années 80.

Le secteur financier pourrait constituer un circuit essentiel pour la répartition efficace des investissements. Si le développement financier s'inscrit avec certitude dans le processus de la croissance économique, Barro et Sala-i-Martin (1995) soutiennent que cette relation est réciproque et établissent l'effet considérable du développement du secteur financier sur la croissance des revenus par habitant pour un échantillon de pays au niveau mondial. Prenant en compte explicitement cette influence réciproque, Berthélemy et Varoudakis (1996) confirment que le secteur financier a joué un rôle important dans le processus de croissance des pays en développement et mettent en évidence des effets de seuil ainsi que de fortes complémentarités entre le développement du secteur financier et l'efficacité des politiques économiques. Toutefois, en restreignant l'analyse aux pays de l'OCDE, Englander et Gurney (1994) ne concluent à aucun effet des variables financières sur la croissance de la productivité, donnant à penser que les paramètres habituellement retenus pour mesurer le développement du secteur financier pourraient ne pas être adaptées aux pays développés, ou bien que l'impact des systèmes financiers devient moins important au-delà d'un certain niveau de développement économique.

Comme nous l'avons vu plus haut, la distribution des revenus peut également influencer sur la croissance de la productivité³². Bien qu'initialement, après les travaux de Kuznets (1955) on ait traditionnellement affirmer que la relation causale allait de la croissance vers la distribution des revenus, l'idée s'est fait jour que la distribution des revenus et les politiques de redistribution pouvaient affecter la croissance. Il est un fait que les politiques de redistribution faussent les incitations économiques et peuvent par là même réduire la croissance de la

productivité (en abaissant le rendement de l'innovation, par exemple). Par ailleurs, les politiques de redistribution peuvent compenser certains dysfonctionnements du marché, et stimuler ainsi la croissance. Les imperfections des marchés des capitaux empêchant les familles à faible revenu d'investir en capital humain pour la garde de leurs enfants, les politiques sociales peuvent véritablement favoriser la croissance de la productivité en accroissant ce type d'investissements. Birdsall *et al.* (1995) attribuent pour une grande part la croissance des pays d'Asie du Sud-Est à l'interaction vertueuse entre les forts niveaux d'investissement dans l'éducation, le faible niveau d'inégalité entre les revenus et la croissance économique. De plus, la faible inégalité des revenus peut également favoriser directement la croissance de la productivité en assurant une cohésion sociale suffisante et en contribuant à la stabilité macroéconomique et politique (Alesina et Perotti, 1996).

Certaines données empiriques indiquent également que les politiques macroéconomiques affectent la croissance à long terme. Easterly et Rebelo (1994) montrent une corrélation permanente entre un excédent budgétaire et la croissance et l'investissement privé, mais ils n'ont pu établir l'influence des taux d'imposition. Des déficits publics élevés et persistants tendent à relever les taux d'intérêt réels à long terme. (Orr *et al.* 1995a et b) et peuvent ainsi diminuer les incitations à l'investissement et à l'innovation. Des niveaux d'inflation élevés et variables peuvent affecter les résultats en matière de croissance en accroissant l'incertitude quant aux rendements attendus des investissements réalisés ainsi que les coûts, par le biais d'une prime de risque plus élevée. Toutefois, s'il est démontré dans les études empiriques que l'inflation a presque toujours eu un effet négatif sur la croissance, ce résultat est parfois contesté (voir Edey, 1994 pour une synthèse des études récentes). Une possible relation non-linéaire entre inflation et croissance peut en partie expliquer ce dernier résultat. Barro (1995) souligne en fait que la preuve la plus évidente d'un effet défavorable de l'inflation est fournie par l'expérience des pays dont le taux d'inflation est supérieur à 10-20 pour cent par an.

Il existe de fortes complémentarités entre les politiques décrites plus haut, ce qui rend très difficile l'évaluation des effets de chacune prise individuellement. Pour que les externalités positives se concrétisent, un ensemble de politiques est nécessaire. Ainsi, nous l'avons vu, il peut exister des liens entre capital humain et innovation technologique, entre politiques commerciales et technologie, entre capital humain et distribution des revenus, etc. L'ouverture du commerce peut également être une condition nécessaire pour tirer parti du meilleur niveau d'instruction de la population active (Berthélemy *et al.*, 1996) et, pour les pays en développement, un certain niveau de développement financier peut constituer un préalable à l'obtention des effets positifs de l'ouverture des échanges. Ceci semblerait indiquer que pour favoriser l'amélioration de la

Les effets chiffrés d'une réforme de l'action des pouvoirs publics

On trouvera dans cet encadré un certain nombre d'estimations des effets chiffrés que pourraient avoir l'adoption et la réforme de différentes politiques clés sur la croissance des économies des pays membres et non membres de l'OCDE, en particulier par le biais d'une amélioration de la PTF.

Les réformes de l'action des pouvoirs publics se traduisent à la fois par des gains **statiques** (c'est-à-dire des modifications non récurrentes du niveau du PIB du fait d'une meilleure affectation des ressources) et des gains **dynamiques** (c'est-à-dire des modifications qui affectent de manière permanente les taux de croissance du PIB). Bien que ces gains se vérifient aussi bien dans les économies membres que dans les économies non membres de l'OCDE, l'amélioration de l'efficience que l'on peut attendre d'une déréglementation, d'une privatisation et de la libéralisation des échanges et des investissements est beaucoup plus importante dans les pays en développement, où les niveaux de productivité sont très inférieurs à ceux de l'OCDE. Pour ces économies, il est également probable que l'amélioration des niveaux d'instruction et des transferts de technologies que l'on peut attendre des échanges et des investissements aura une influence déterminante.

Libéralisation des échanges

La libéralisation des échanges doit normalement générer des gains statiques par le biais d'une meilleure affectation des ressources. Les négociations d'Uruguay ont déjà permis de réduire sensiblement les barrières commerciales, mais il est encore possible d'abaisser à la fois les obstacles non tarifaires et les droits de douane, sur les services et les produits agricoles en particulier. Selon Goldin et van der Mensbrugge, les gains statiques résultant de la mise en œuvre des accords issus des négociations d'Uruguay et de la libéralisation totale des échanges de marchandises pourraient se traduire par une augmentation de l'ordre de 0.3 point de pourcentage du taux annuel moyen de croissance de la plupart des pays de l'OCDE au cours de la prochaine décennie (tableau 1)¹. Petersen (1992) aboutit à des résultats comparables (équivalant à 0.2 point de pourcentage supplémentaire du taux de croissance du PIB), mais avec des gains plus importants pour les pays en développement, par exemple pour les pays d'Amérique latine et les NEI, qui pourraient enregistrer pendant le même période des gains pouvant atteindre 0.4 point de pourcentage. Ces estimations recouvrent cependant d'importantes différences selon les régions et certains pays importateurs de denrées alimentaires, principalement en Afrique, pourraient même enregistrer des pertes nettes. D'autres études, par exemple celle de François *et al.* (1994), qui prennent en compte les gains potentiels résultant des économies d'échelle, impliquent des effets près de deux fois plus importants. Toutes ces études excluent par ailleurs les gains potentiels de la suppression des obstacles au commerce des services et de la levée de tout un ensemble de barrières non tarifaires.

(voir page suivante)

(suite)

Tableau 1. **Effets estimés de la libéralisation des échanges**

	Gains de revenus réels tirés de la libéralisation des échanges, en pourcentage du PIB, 10 ans après la mise en œuvre		Gains correspondants en termes de croissance annuel du PIB réel, répartis sur 10 ans	
	Négociations d'Uruguay	Libéralisation totale	Négociations d'Uruguay	Libéralisation totale
Pays OCDE				
Europe	1.0	2.4	0.10	0.26
Japon	0.8	2.4	0.09	0.26
États-Unis	0.2	0.3	0.02	0.03
Pays non OCDE				
Amérique latine ¹	0.6	1.5	0.07	0.17
Chine	2.5	5.0	0.27	0.54
Inde	0.5	1.8	0.06	0.20
Faible revenu, Asie	0.7	1.5	0.08	0.17
Maghreb	-0.5	-1.9	-0.06	-0.21
Afrique subsaharienne	-0.2	-1.1	-0.02	-0.12

1. À l'exclusion du Mexique.

Source : Goldin et van der Mensbrugge (1992) et calculs réalisés par le Secrétariat.

La libéralisation des échanges devrait également avoir des effets dynamiques sur la croissance. Selon les estimations de Barro et Sala-i-Martin (1995), une baisse d'un point de pourcentage des droits de douane moyens sur les produits intermédiaires et les biens d'équipement entraîne une augmentation permanente de 0.02 pour cent du taux de croissance du PIB par habitant. Sur cette base, les gains dynamiques potentiels résultant des accords issus des négociations d'Uruguay et de mesures complémentaires de libéralisation des échanges pourraient ajouter quelque 0.05 point à la croissance des pays de l'OCDE et 0.15 point à celle des économies en développement². La libéralisation des échanges permet également aux pays importateurs de bénéficier davantage des retombées de la R-D et Bayoumi *et al.* (1996) suggèrent que si l'ouverture des échanges gagnait 5 points de PIB, les taux de croissance de la PTF augmenteraient de 0.15 point³.

Réforme réglementaire

La réforme réglementaire, déjà engagée à un rythme soutenu dans la zone de l'OCDE au cours de la dernière décennie, contribuerait également à la réduction des coûts et des inefficacités en donnant un coup de fouet à la concurrence⁴.

(voir page suivante)

(suite)

On a récemment évalué les gains potentiels que l'on peut attendre de la mise en œuvre de réformes ambitieuses, mais éprouvées, dans cinq secteurs (électricité, transports aériens, transports routiers, télécommunications et distribution). Ces mesures pourraient se traduire sur une période de dix ans par un supplément d'environ 1/2 point de pourcentage pour la croissance moyenne annuelle du Japon et des pays d'Europe, mais par une contribution nettement plus faible pour les États-Unis (voir tableau 2). Si le processus de réforme était étendu à d'autres secteurs, tels que l'agriculture, les administrations publiques, les services spécialisés, les autres services de transports et les industries manufacturières, les retombées positives devraient être beaucoup plus importantes⁵. Bien que l'on ne dispose pas d'évaluations comparables pour les pays en développement, ce sont ceux dans lesquels le processus est le moins avancé qui devraient en bénéficier le plus.

Tableau 2. **Effets estimés de la réforme de la réglementation dans cinq secteurs**

	Niveau PIB (écart en pourcentage par rapport au niveau de référence)	Taux de croissance du PIB (en points de pourcentage par an, réparti sur 10 ans)
Europe	4.3	0.5
Japon	5.9	0.6
États-Unis	0.9	0.1

Source : Blondal et Pilat (1977).

Autres mesures

En ce qui concerne les politiques macro-économiques, des études empiriques font apparaître régulièrement qu'une baisse de l'inflation a un effet positif sur la croissance (voir Edey, 1994, pour une synthèse de ces travaux), même si l'ampleur de cet effet est incertaine. Selon Englander et Gurney (1994), une baisse de 1 point de pourcentage des taux d'inflation relèverait le taux de croissance de la PTF de 0.06 point dans les pays de l'OCDE, tandis que Barro (1995) présente des estimations inférieures de moitié ou presque pour un échantillon plus large de pays. Ainsi, si les pays de l'OCDE « bloquaient » les taux d'inflation à leur niveau actuel, de l'ordre de 2 pour cent par an (contre 5 pour cent par an en moyenne dans les années 80) la croissance annuelle de la PTF pourrait s'accélérer de 0.1 à 0.2 point. En ce qui concerne les pays en développement, il existe de fortes corrélations négatives entre la croissance, d'une part, et un niveau élevé d'inflation ou une inflation instable, d'autre part (Judson et

(voir page suivante)

(suite)

Orphanides, 1996). Dans le cas des pays d'Amérique latine, De Gregorio (1992a et b et 1993) donne à penser que la diminution de moitié du taux d'inflation entre 1950 et 1985 – de 34 à 17 pour cent – pourrait avoir ajouté un demi-point aux taux annuels de croissance.

Il existe un certain nombre de mécanismes de transmission par l'intermédiaire desquels la politique budgétaire (par le biais du niveau et de la structure des impôts et des dépenses publiques) pourrait agir sur la croissance à long terme. Barro et Sala-i-Martin (1995) constatent une corrélation négative entre la croissance et la consommation publique (hors défense et éducation), alors qu'il existe une corrélation positive entre la croissance et les dépenses publiques consacrées à l'enseignement. Dans le premier cas, une hausse de 1 point de la consommation publique réduit les taux annuels de croissance du PIB d'au moins 0,1 point; d'autres études ont cependant conclu que ces estimations étaient contestables⁶.

D'autres mesures de réforme structurelle, telles que celles qui favorisent le développement des marchés financiers, ont sans doute une influence sur la croissance, étant donné leur contribution déterminante à la mobilisation et à l'affectation des ressources d'investissement. Cet impact positif devrait être important dans les pays en développement où les systèmes financiers sont fort peu développés et où le coût d'opportunité du capital est élevé.

Enfin, de nombreuses études, utilisant différents types de mesures sur capital humain, ont démontré l'importance de ce dernier pour la croissance (voir corps du texte). Des estimations transversales font apparaître une très forte incidence de l'enseignement sur la croissance. Pour Barro et Sala-i-Martin (1995), un allongement de 0.7 an de la durée des études secondaires des garçons élève le taux de croissance de 1.1 point par an, cependant qu'une prolongation de 0.1 an de la durée des études supérieures des étudiants de sexe masculin relève le taux de croissance de 0.5 point par an. Bosworth *et al.* (1995) constatent une élasticité de la croissance de la PTF vis-à-vis de la durée moyenne de la scolarité proche de 0.2. Ces estimations semblent être par trop élevées, mais elles reflètent peut-être des non-linéarités naturelles entre les mesures disponibles de l'incidence de l'enseignement et les niveaux effectifs d'instruction. La possibilité de combler les retards est néanmoins très importante, en particulier dans les pays en développement.

1. Goldin et van der Mensbrugge (1992) calculent l'amélioration du bien-être total et non pas du seul PIB. Néanmoins, comme le notent Tanzi and Zee (1996), toute différence persistante entre l'évolution de la production et celle du bien-être a peu de chances d'être tenable à long terme, de sorte que les gains de bien-être peuvent constituer de bonnes indications des gains de PIB.

(voir page suivante)

(suite)

2. Les droits de douane pondérés en fonction des importations qui s'appliquent aux biens intermédiaires et aux biens d'équipement sont généralement plus faibles que ceux qui sont prélevés sur l'ensemble des marchandises (avant les négociations d'Uruguay, ces derniers étaient en moyenne de l'ordre de 6 pour cent dans les pays développés et de 16 pour cent dans les pays en développement, voir OCDE, 1995). En supposant que les droits de douane sur les produits intermédiaires et sur les biens d'équipement soient inférieurs de moitié à la moyenne des droits de douane – hypothèse la plus basse – les gains dynamiques potentiels résultant de leur suppression ajouteraient en moyenne 0.06 point à la croissance du PIB dans les économies développées et 0.16 point dans les économies en développement.
3. Leur simulation est à l'horizon 2075. Si l'on fait une interpolation directe des chiffres obtenus pour 2010 et 2030, l'écart de la PTF par rapport au niveau de référence pour les pays en développement, à l'exception des NEI, est de 3.8 pour cent, ce qui implique un relèvement de 0.15 point du taux de croissance de la PTF.
4. Voir Blondal et Pilat (1997) et OCDE (1997).
5. Les cinq secteurs considérés ne représentent qu'environ 20 à 25 pour cent du PIB des cinq pays.
6. Voir Easterly et Rebelo (1993) et Bosworth *et al.* (1995).

productivité totale des facteurs il est indispensable de disposer d'un ensemble de politiques cohérentes fondées sur l'ouverture du commerce, la stabilité macroéconomique et l'encouragement de l'accumulation du capital humain. Pour une vue d'ensemble des données démontrant les effets quantitatifs des politiques et des réformes touchant ces secteurs clés pour les pays membres et non membres de l'OCDE, voir l'encadré « Les effets chiffrés d'une réforme de l'action des pouvoirs publics ».

SCÉNARIOS POSSIBLES A L'HORIZON 2020

Compte tenu des incertitudes de tous ordres qui planent sur l'évolution économique et sociale future, différents scénarios peuvent être imaginés concernant les différentes voies de développement qui s'offrent aux économies et aux régions. Parmi ceux-ci, nous nous concentrerons sur deux hypothèses spécifiques, correspondant aux scénarios de croissance forte et de croissance plus lente pour l'économie mondiale au cours de ces 25 dernières années. Aucun de ces scénarios ne constitue une prévision; ils visent à établir un cadre d'analyse des politiques et des conséquences d'une croissance et d'un développement plus ou moins rapides de l'économie mondiale à l'horizon 2020.

Les deux scénarios sont construits à partir de la méthode d'un cadre d'analyse permettant une décomposition des sources de la croissance dans laquelle une relation simple est utilisée pour estimer le PIB potentiel, sur la base de

différentes hypothèses sur la croissance de l'emploi, l'accumulation du capital et la productivité des facteurs et sur les politiques futures, en particulier les progrès des réformes (tableau 13)^{33, 34} :

- l'hypothèse de **croissance forte** suppose que la tendance actuelle à la libéralisation des échanges et des politiques de l'investissement se poursuivra, accompagnée d'une intensification des réformes structurelles, notamment des réformes en matière de réglementation et de redressement des finances publiques;

Tableau 13. **Hypothèses clés à la base des scénarios de croissance forte et de croissance plus lente**

	Croissance forte	Croissance plus lente
OCDE		
Productivité des facteurs (tableau 14 et graphique 12)	Ajustement progressif d'ici 2010 vers les taux les plus élevés atteints dans les années 70 et 80 (1½ pour cent par an en moyenne).	Stable ou en légère baisse suivant les tendances actuelles (1 pour cent par an en moyenne).
Marchés du travail	Baisse du chômage structurel de 5 points de pourcentage en Europe et de 1 point dans le reste de la zone OCDE d'ici 2010.	Chômage structurel demeurant aux niveaux élevés actuels en Europe ; stable ailleurs.
Taux d'épargne et d'investissement (graphique 23)	Hausse modérée à court et moyen terme, en légère baisse ensuite.	Stable à court et moyen terme, en baisse à long terme.
Non OCDE		
Productivité des facteurs (tableau 14 et graphique 12)	Hausses progressives jusqu'en 2010 (à hauteur de 2¾ pour cent par an en moyenne), en légère baisse ensuite.	Stable ou en baisse sur toute la période (1½ pour cent par an en moyenne).
Marchés du travail	Chômage structurel en régression dans les économies caractérisées par des secteurs parallèles importants.	Chômage structurel demeurant aux niveaux actuels.
Taux d'épargne et d'investissement (graphique 23)	En hausse significative sur presque toute la période dans la plupart des régions, à l'exception de la Chine et des économies dynamiques d'Asie.	Stable ou en baisse sur toute la période, dans la plupart des régions.

- une hypothèse de **croissance plus** lente suppose un contexte international moins favorable, une lente progression de la libéralisation des échanges et des investissements, des réformes structurelles et de l'assainissement budgétaire.

Les hypothèses concernant l'évolution démographique, qui sont communes aux deux scénarios, sont fondées sur les projections récentes de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque mondiale (voir tableau 14)³⁵. La démographie détermine dans une large mesure le sentier de croissance de la production et de l'emploi, en raison de son influence directe sur la croissance de la population active et indirecte, par le biais de l'épargne, des dépenses publiques et des conditions financières qui y sont liées. Un élément essentiel tient au ralentissement du taux moyen de croissance démographique de la zone OCDE, qui est passé de 0.9 à 0.5 pour cent par an. Ce facteur revêt une importance particulière pour le Japon et l'Union européenne, dont la population diminuera probablement entre 2011 et 2020 (graphique 22). En ce qui concerne les pays non membres de l'OCDE, la croissance démographique passe de 2 pour cent en moyenne à 1.5 pour cent par an et la part des pays non membres dans l'ensemble de la population mondiale devrait augmenter de 81 pour cent par an en 1995 à plus de 84 pour cent en 2020 (graphique 8). L'Afrique subsaharienne devrait connaître une augmentation particulièrement importante, avec une population totale approchant celles de l'Inde et de la Chine.

La baisse des taux de croissance de la population et de mortalité implique également une transition démographique importante, notamment une modification considérable des taux de dépendance (voir tableau 14), qui diminuent en raison de la baisse des taux de natalité mais augmentent du fait du vieillissement de la population³⁶. Les taux de dépendance dans les pays de l'OCDE devraient chuter progressivement sur la période 1995-2010, mais se relever ensuite pour atteindre en moyenne 55 pour cent d'ici 2020. A cette date, la plupart des pays de l'OCDE se trouveront au stade final de cette transition dans la structure des âges et pour le Japon, en particulier, plus de 25 pour cent de la population devraient avoir plus de 65 ans. La plupart des pays non membres de l'OCDE sont entrés dans cette phase de transition démographique dans les années 60 et 70, les pays du Moyen-Orient et d'Afrique ayant davantage tardé.

Dans le même temps, les taux d'activité devraient augmenter légèrement dans la zone OCDE, en particulier au Japon, compensant en partie les effets du vieillissement de la population sur la taille de la population active. Les taux d'activité se rapportant aux pays non membres de l'OCDE sont généralement inférieurs à ceux des pays de l'OCDE et ne devraient pas se modifier sensiblement. Une exception importante toutefois : celle des économies dynamiques d'Asie, pour lesquelles il est prévu une convergence vers les taux OCDE dans la mesure où davantage de femmes intègrent la population active.

Tableau 14. **Tendances démographiques jusqu'en 2020**

	Taux de dépendance ¹							Population de plus de 65 ans en pourcentage du total						
	1970	1980	1990	1995	2000	2010	2020	1970	1980	1990	1995	2000	2010	2020
États-Unis	61.4	51.1	52.0	53.1	52.0	49.5	56.1	9.8	11.3	12.5	12.6	12.4	12.9	16.1
Japon	45.1	48.4	43.7	43.6	46.4	55.8	65.1	7.1	9.0	12.0	14.1	16.4	20.5	25.2
Union européenne	58.5	55.1	48.8	48.7	49.1	49.7	54.6	12.2	13.9	14.5	15.2	16.0	17.6	20.3
Total OCDE²	61.4	56.5	51.6	51.2	50.8	50.1	54.1	9.6	10.8	11.6	12.2	12.7	13.8	16.6
Brésil	84.1	71.7	64.4	60.1	55.9	50.3	48.5	3.4	4.0	4.8	5.2	5.7	6.9	9.2
Chine et Hong-Kong, Chine	79.5	68.1	50.1	48.8	47.8	41.8	46.0	4.3	4.7	5.6	6.1	6.7	7.6	10.5
Inde	83.0	79.7	65.4	59.5	55.0	48.3	44.1	3.1	3.3	3.9	4.3	4.7	5.8	7.0
Indonésie	78.8	74.2	68.3	66.1	62.3	54.1	46.8	3.7	4.0	4.3	4.6	4.9	5.7	7.1
Russie	52.1	46.8	49.2	49.5	45.5	42.7	48.9	7.7	10.2	10.0	12.1	12.8	13.1	15.6
Autres écon. dynamiques Asie	90.8	74.5	63.8	59.7	56.0	49.8	45.5							
Autres Asie	..	90.2	81.8	77.4	71.7	59.5	50.6							
Autres Amérique latine	82.5	75.7	70.5	64.4	57.6	47.8	48.1							
Moyen-Orient et Afrique du Nord	..	89.0	85.0	76.8	71.1	63.6	58.9							
Afrique subsaharienne	92.4	95.0	95.0	91.2	92.7	87.0	79.1							
Non OCDE²	70.1	77.1	67.2	64.0	61.6	55.5	53.2							

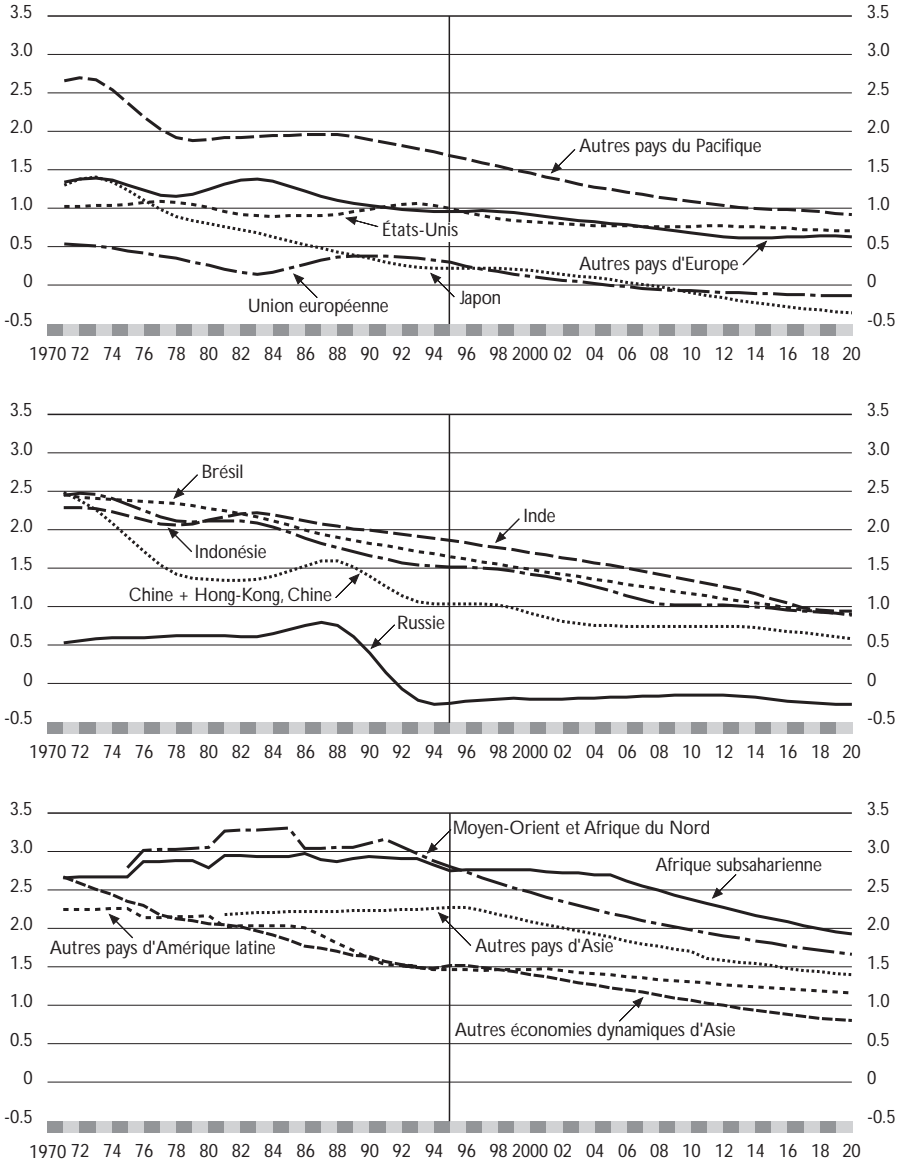
	Taux d'activité de la population active									
	1970	1980	1990	1995	Scénario croissance forte			Scénario croissance plus lente		
					2000	2010	2020	2000	2010	2020
États-Unis	65.2	71.0	76.6	77.0	77.2	77.5	77.9	77.2	77.5	77.9
Japon	72.0	71.8	74.2	76.6	79.1	80.8	81.6	79.1	80.8	81.6
Union européenne	66.1	66.9	67.2	64.2	67.0	67.0	67.0	67.0	67.0	67.0
Total OCDE²	64.4	65.7	66.9	65.9	67.1	67.2	67.3	67.1	67.2	67.3
Brésil	60.6	62.6	60.9	60.5	61.3	62.7	63.0	60.8	61.2	61.7
Chine et Hong-Kong, Chine	92.4	92.0	88.3	88.0	88.6	89.8	92.1	87.0	84.9	82.8
Inde	69.4	67.0	64.5	63.8	64.1	64.6	65.1	63.2	62.1	60.9
Indonésie	72.2	67.1	63.9	63.0	62.2	60.5	60.0	62.2	60.5	60.0
Russie	..	77.7	76.0	68.0	69.5	69.5	69.5	66.0	67.0	67.0
Autres écon. dynamiques Asie	76.9	73.3	71.9	71.2	71.7	72.7	74.2	70.2	69.2	68.2
Autres Asie	..	67.4	66.5	67.4	67.6	69.5	72.8	67.4	67.4	67.4
Autres Amérique latine	58.5	57.1	57.5	58.2	59.0	62.4	63.7	58.8	58.8	58.5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	..	51.5	50.9	51.5	52.0	52.5	53.0	51.5	51.5	51.5
Afrique subsaharienne	87.2	85.1	81.2	80.5	80.5	81.0	81.0	80.5	80.5	80.5
Non OCDE²	74.1	76.0	73.1	72.4	72.7	73.4	74.4	71.8	70.8	69.9

1. Défini comme le rapport entre la population de moins de 15 ans ou de plus de 65 ans et la population en âge de travailler.

2. Moyennes OCDE et non OCDE pondérées de la taille de la population.

Source : ONU, OCDE et Banque mondiale.

◆ Graphique 22. **Évolution de la population mondiale**
Taux de croissance annuels



Source : ONU, Banque mondiale.

Classification des pays

Les définitions régionales utilisées dans l'ensemble de l'étude sont les suivantes :

Pays de l'OCDE

États-Unis	
Japon	
Union européenne	Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suède
Autres pays OCDE du Pacifique	Australie, Canada, Mexique, Nouvelle-Zélande, Corée
Autres pays OCDE d'Europe	République tchèque, Hongrie, Islande, Norvège, Pologne, Suisse, Turquie

Pays n'appartenant pas à l'OCDE

Brésil	
Chine et Hong-Kong, Chine	
Inde	
Indonésie	
Russie	
Autres Amérique latine	Inclut les pays de la zone des Caraïbes
Moyen-Orient et Afrique du Nord	
Afrique subsaharienne	
Autres pays dynamiques d'Asie	Taipei chinois, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Singapour
Autres pays d'Asie	
Reste du monde	Inclut l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la République slovaque, la Communauté des nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique, les États baltes et certains micro-États du Pacifique et de l'océan Indien.

Le scénario de croissance forte

Le scénario de croissance forte est fondé sur un certain nombre d'hypothèses favorables concernant le contexte national et international :

- prudence des politiques monétaires et budgétaires, favorisant un faible niveau d'inflation et un ajustement des déficits structurels sous-jacents;

Méthodes de construction des scénarios

Plusieurs scénarios ont été construits pour les régions et pays considérés à partir d'une feuille de calcul intégrant les principaux éléments des projections de la croissance, comme suit :

$$ET = POPT * (1 - UNRMIN) * [PART / (1 + DEPRAT)] \quad [1]$$

$$DEP = POPN1564 / POP1564 \quad [2]$$

$$\Delta SAV / GDP = \Delta(NLG / GDP) - \alpha * \Delta DEP \quad [3]$$

$$GNFL = GNFL_{-1} - NLG \quad [4]$$

$$INV = KTV - KTV_{-1} * (1 - RSCR) + z * GDPV \quad [5]$$

$$CB / GDP = SAV / GDP - (INV * PGDP) / GDP \quad [6]$$

$$GDPV = TFP * KTV^a * ET^{(1-a)} \quad [7]$$

où CB est le solde de la balance des opérations courantes, ET l'emploi total, DEP le taux de dépendance, GDPV la production totale, GNFL l'endettement public net, INV l'investissement total, KTV le stock de capital productif, NLG la capacité de financement de l'État, PART le taux d'activité, PGDP l'indice des prix de production, POP1564 le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans, POPN 1564 le nombre de personnes dépendantes (de 0 à 14 ans et de 65 ans et plus), POPT la population totale, RSCR le taux de déclassement, SAV l'épargne totale, TFP la productivité totale des facteurs et UNRMIN, le taux structurel de chômage.

L'équation 1 exprime l'emploi total en tant que population totale divisée par un plus le taux de dépendance – pour obtenir la population en âge de travailler – multiplié par le taux d'activité – pour arriver à la population active – multiplié par un moins le taux de chômage structurel. Le taux de dépendance est défini par l'équation 2, à l'aide des hypothèses démographiques applicables sur la base des projections de l'ONU relatives à la population. L'équation 3 met en relation l'évolution du taux d'épargne et l'évolution du taux de dépendance et de la capacité de financement de l'État¹. L'accumulation de la dette publique est décrite par l'équation 4. L'équation 5 exprime l'investissement total en termes d'évolution du stock de capital (corrigé du déclassement) et de l'investissement résidentiel, qui est supposé demeurer constant en pourcentage du PIB. L'équation 6 exprime le déficit extérieur sous forme de différence entre l'épargne totale et l'investissement total. L'équation 7 est une simple fonction de Cobb-Douglas à deux facteurs qui met en relation la production et le capital, l'emploi et la productivité totale des facteurs².

Dans ce cadre, les scénarios de croissance forte et de croissance plus lente ont été construits en utilisant différentes hypothèses pour les éléments clés, tels que décrites dans le corps du texte et résumées dans le tableau 13. Sauf indications contraires, les ratios clés sont supposés globalement constants ou projetés sur la base d'évolutions récentes. Pour l'OCDE, les ratios capital-production sont supposés baisser progressivement pour garantir que les fluctuations des taux

(voir page suivante)

(suite)

d'investissement correspondent en général à toute décélération de l'épargne associée à un relèvement des taux de dépendance. Globalement, cette hypothèse assure qu'aucune détérioration majeure n'affecte les comptes courants de la zone OCDE³.

1. La littérature offre un certain nombre d'études sur les répercussions de la variation du taux de dépendance sur l'épargne privée. La plupart d'entre elles (mais non la totalité) révèlent un effet négatif et pour l'OCDE le coefficient d'élasticité de 0.33 utilisé se situe dans l'hypothèse basse des résultats obtenus dans les récentes études du FMI rapportés par Masson and Tryon (1990) et Masson *et al.* (1995a et b). La variation de la capacité de financement de l'État est supposée se reporter entièrement sur le taux d'épargne.
2. Les parts des facteurs sont supposées rester constantes à leurs taux moyens récents observés.
3. Les taux d'intérêt réels dans les pays de l'OCDE pourraient également, compte tenu des hypothèses de politique budgétaire et d'épargne, augmenter sur la période pour stimuler l'épargne et modérer l'investissement. Ces effets sont analysés plus en détail dans une section suivante de cette étude.

- poursuite des réformes des marchés et de la réglementation, permettant davantage de flexibilité au niveau des entreprises et des réponses plus efficaces aux signaux du marché;
- progrès rapides des efforts visant à libéraliser les politiques d'investissement et à supprimer les contrôles sur les mouvements de capitaux, en encourageant l'IDE et les flux de capitaux, en élargissant la concurrence et en accélérant le rythme des transferts de technologie;
- maintien d'un taux élevé de mondialisation, en renforçant la productivité du capital par l'accroissement des flux d'investissement et de technologie.

Étant donné la diversité des estimations chiffrées fournies par les données disponibles, une hypothèse clé du scénario de croissance forte est que la combinaison de ces facteurs est suffisante pour relever les taux de croissance de la PTF au-dessus des niveaux historiques actuels, qu'ils soient stables ou en baisse³⁷.

Après un relèvement des faibles niveaux conjoncturels actuels d'ici 2001, les taux de croissance de la productivité de l'OCDE devraient augmenter d'un quart à un demi pour cent supplémentaire au cours de la prochaine décennie, pour se stabiliser ensuite à des taux moyens de près de 1½ pour cent par an, proches des taux les plus élevés enregistrés au cours de ces trente dernières années (graphique 12). Pour les pays non membres de l'OCDE, la PTF devrait s'accélérer de manière plus significative dans les pays qui se sont engagés tout récemment dans un processus de libéralisation, même si pour certains les taux de croissance

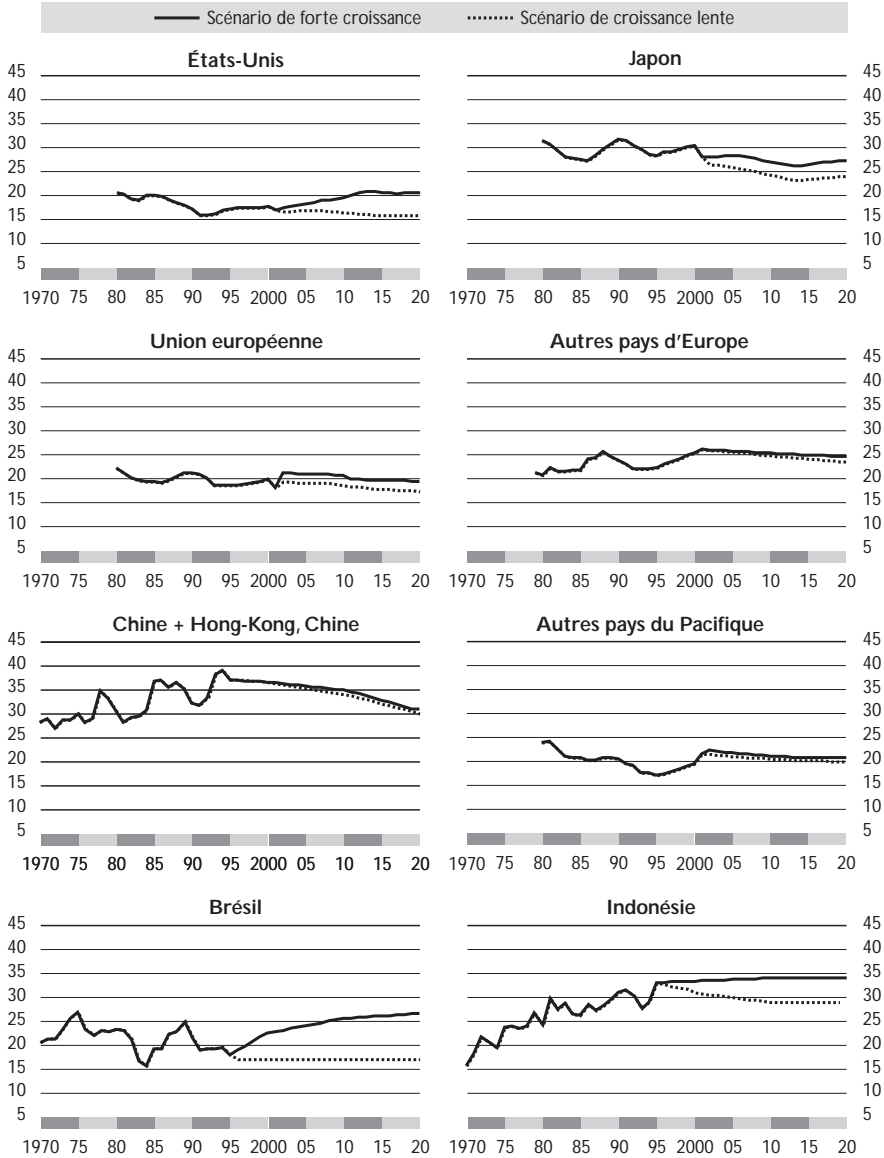
de la PTF devraient chuter de nouveau sur le long terme, les effets des réformes structurelles se faisant moins sentir. La croissance de la productivité dans la plupart des pays non membres de l'OCDE resterait néanmoins bien au-dessus de la moyenne OCDE, ce qui implique un rattrapage général des niveaux de productivité. Toutefois, bien que l'écart entre les pays membres et non membres de l'OCDE se soit considérablement réduit, seules les économies dynamiques d'Asie atteindraient des niveaux de productivité plus ou moins comparables à ceux de l'OCDE, c'est-à-dire proches de 70 pour cent de la moyenne OCDE d'ici 2020.

Les taux de chômage sont supposés se stabiliser autour de leurs niveaux structurels qui, compte tenu des réformes engagées sur les marchés du travail et des produits, devraient baisser au cours de la prochaine décennie, tout particulièrement en Europe (près de 5 points de pourcentage), où les taux structurels estimés sont actuellement les plus élevés. Les estimations du chômage pour les pays non membres de l'OCDE sont moins fiables : le scénario de croissance forte suppose des réductions substantielles pour les régions où l'économie parallèle est la plus importante, telles que l'Amérique latine, l'Inde, les autres pays d'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient.

Pour la zone OCDE, les taux d'investissement devraient se redresser à court terme pour ensuite suivre plus ou moins l'évolution de l'épargne, ce qui implique peu de changements importants dans les équilibres actuels (graphique 23). Pour les pays de l'OCDE, le taux d'épargne dépend essentiellement des effets du vieillissement et de la situation des finances publiques ainsi que de l'élimination des distorsions associées aux inefficiences des systèmes financier et fiscal. Pour le Japon, où le processus du vieillissement de la population est très avancé, les taux d'épargne devraient chuter entre 2001 et 2020. Pour l'Union européenne, et dans une moindre mesure, les États-Unis, l'effet positif de l'assainissement budgétaire devrait provisoirement compenser les effets du vieillissement, entraînant une hausse modérée de l'épargne jusqu'en 2010. Ensuite, le taux d'épargne devrait retomber au niveau actuel, l'effet du vieillissement devenant plus important.

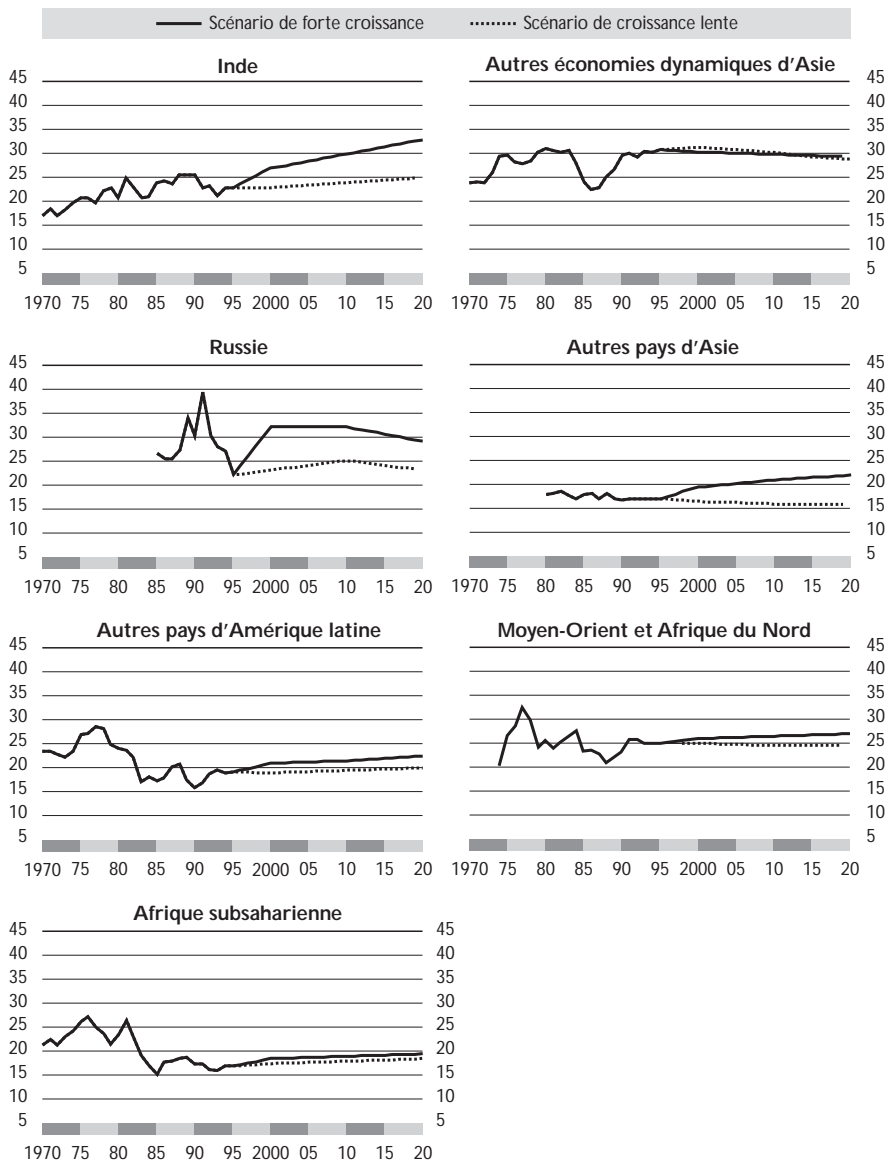
Pour l'Amérique latine et certaines parties de l'Asie, la réduction des dépenses publiques, qui constitue une source importante de désépargne, serait une condition importante pour l'obtention de taux d'investissement et de croissance plus élevés (graphique 23). Pour l'Afrique subsaharienne, les taux d'investissement devraient augmenter essentiellement du fait d'un volume plus important d'IDE, les économies de la région (Afrique du Sud en particulier) attirant des flux de capitaux plus importants. La Chine et les Économies dynamiques d'Asie (EDA) constitueraient des exceptions; en ce qui concerne la Chine, les taux d'épargne devraient selon toute probabilité baisser après une remise en cause des subventions relativement élevées sur les taux d'intérêt et une augmentation des taux de dépendance au-delà de 2012. En ce qui concerne les autres EDA, les niveaux plus élevés de prospérité devraient accroître la propension marginale à consommer.

◆ Graphique 23. **Taux d'investissement dans les scénarios de forte croissance et de croissance plus lente**



Source : OCDE.

◆ Graphique 23. (suite) **Taux d'investissement dans les scénarios de forte croissance et de croissance plus lente**



Sur la base de ces hypothèses, les taux de croissance de l'OCDE devraient augmenter de manière significative par rapport à ceux du début des années 90, pour atteindre en moyenne 3 pour cent par an entre 2001 et 2010, mais ils devraient ensuite reculer modérément à quelque 2³/₄ pour cent, essentiellement du fait des facteurs démographiques (tableau 15). Les taux de croissance des pays non membres de l'OCDE suivraient le même chemin, pour atteindre un niveau moyen de 7¹/₄ pour cent par an en 2001-2010 avant de connaître une décélération, les taux de croissance de la population et de la PTF ralentissant vers 2020.

Dans la zone OCDE, les principales contributions à la croissance viendraient de la PTF, puis de l'accumulation du capital (tableau 16). En ce qui concerne l'Europe et le Japon, la contribution de l'emploi baisserait régulièrement pour devenir négative, la taille de la population active étant progressivement affectée par le ralentissement de la croissance de la population et le vieillissement³⁸. Pour ce qui est des États-Unis et des autres pays de l'OCDE, la décélération de la croissance de l'emploi serait la plus significative au-delà de 2010. La contribution du capital augmenterait légèrement au cours de la décennie suivante avant de fléchir vers 2020, les taux d'épargne et d'investissement étant en recul. Pour la zone des pays non membres, la croissance de la PTF et l'accumulation du capital contribueraient de manière presque égale à la croissance alors que la contribution de l'emploi devrait également diminuer au cours du temps.

Le rythme de croissance de la production y étant supérieur à celui des pays de l'OCDE, la part des pays non membres de l'OCDE dans le PIB mondial croîtrait régulièrement sur la période pour atteindre plus de 60 pour cent en termes de PPA 1992 (voir tableau 17, graphique 7). Cet accroissement serait particulièrement important pour la Chine et Hong-Kong, Chine ainsi que dans les EDA, qui représenteraient conjointement environ 25 pour cent du PIB mondial, soit plus de deux fois la part des États-Unis ou de l'Union européenne. Les revenus par habitant tendraient également à converger (voir graphique 9). De 1995 à 2020, les revenus moyens par habitant progresseraient de près de 70 pour cent dans la zone OCDE et de 250 pour cent dans le reste du monde, ce qui fait que le niveau des revenus par habitant représenterait quelque 30 pour cent de la moyenne de l'OCDE (contre 15 pour cent en 1995). Le Japon enregistrerait le PIB par habitant le plus élevé, dépassant le niveau des États-Unis, celui des EDA serait un peu inférieur à la moyenne de l'OCDE et ceux du Brésil, des autres pays d'Amérique latine et de la Chine seraient près de ceux des pays de l'OCDE les plus pauvres^{39, 40}.

Le scénario de croissance plus lente

Le scénario de croissance plus lente se fonde quant à lui essentiellement sur une extrapolation des tendances actuelles⁴¹. Il suppose une progression modeste

Tableau 15. **Scénarios de croissance du PIB**

Taux de croissance annuel moyen en PPA de 1992

	1970-1980	1980-1990	1990-1995	1995-2000		2000-2010		2010-2020	
				Forte	Lente	Forte	Lente	Forte	Lente
États-Unis	3.1	2.9	1.9	2.2	2.2	2.7	2.1	2.6	1.5
Japon	4.4	4.0	1.3	3.3	3.3	2.9	2.0	2.3	1.2
Union européenne	3.0	2.4	1.8	2.4	2.4	2.8	2.0	2.3	1.3
Autres OCDE Pacifique	5.1	3.5	2.7	4.3	4.3	4.7	4.0	4.3	3.4
Autres OCDE Europe	2.6	2.8	1.7	3.6	3.6	3.8	3.2	3.8	2.7
Total OCDE	3.4	2.9	1.8	2.7	2.7	3.1	2.4	2.8	1.7
Brésil	8.5	1.5	2.5	5.4	3.8	6.1	3.0	5.1	2.8
Chine et Hong-Kong, Chine	6.6	8.4	10.9	9.3	7.9	8.2	5.3	7.2	4.8
Inde	3.0	5.8	3.9	6.5	4.4	7.2	4.3	6.6	4.2
Indonésie	7.2	5.6	6.9	7.5	5.9	7.0	4.1	6.7	4.0
Russie	2.4	1.5	-9.4	3.5	1.1	6.0	4.2	6.9	4.0
Autres économies dynamiques d'Asie	7.9	6.5	7.0	7.7	6.1	7.0	4.8	6.4	4.2
Autres Asie	3.9	4.6	5.7	6.5	5.0	6.6	4.3	6.5	4.0
Autres Amérique latine	3.7	0.9	4.2	4.3	3.0	5.9	3.2	5.1	3.1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3.8	0.0	2.7	5.0	2.1	7.1	2.2	6.9	2.2
Afrique subsaharienne	3.8	1.7	1.3	6.0	2.8	7.1	2.8	7.0	2.6
Non OCDE	4.6	3.7	4.7	6.8	5.0	7.2	4.2	6.6	4.0
Monde	3.7	3.2	2.9	4.4	3.6	5.0	3.2	4.9	2.8

Source : OCDE, Banque mondiale.

Tableau 16. Sources de croissance de la production dans les scénarios de croissance forte et de croissance lente

	Croissance du PIB réel				Croissance de l'emploi				Croissance du capital				Croissance de la PTF			
	1990-1995	1995-2000	2000-2010	2010-2020	1990-1995	1995-2000	2000-2010	2010-2020	1990-1995	1995-2000	2000-2010	2010-2020	1990-1995	1995-2000	2000-2010	2010-2020
Scénario de croissance forte																
États-Unis	1.9	2.2	2.7	2.6	0.3	0.7	0.7	0.3	1.1	0.9	1.1	1.0	0.5	0.6	0.9	1.3
Japon	1.3	3.3	2.9	2.3	0.2	0.5	-0.2	-0.5	1.5	0.9	1.1	0.7	-0.4	1.9	2.0	2.1
Union européenne	1.8	2.4	2.8	2.3	0.1	0.4	0.2	-0.1	0.9	0.7	1.0	0.9	0.8	1.3	1.6	1.6
Total OCDE	1.8	2.7	3.1	2.8	0.2	0.6	0.4	0.1	1.1	1.0	1.2	1.0	0.5	1.1	1.5	1.7
Brésil	2.5	5.4	6.1	5.1	0.6	0.9	0.9	0.5	1.2	1.4	2.3	2.4	0.7	3.2	3.0	2.1
Chine et Hong-Kong, Chine	10.9	9.3	8.2	7.2	0.6	0.7	0.7	0.3	4.4	4.4	4.2	3.8	5.9	4.2	3.3	3.1
Inde	3.9	6.5	7.2	6.6	1.2	1.1	1.2	1.0	1.8	1.7	2.3	2.5	0.9	3.6	3.7	3.0
Indonésie	6.9	7.5	7.0	6.7	0.9	1.0	0.8	0.6	3.5	3.5	3.4	3.4	2.5	3.1	2.8	2.7
Russie ¹	-9.4	3.5	6.0	6.9	-	0.2	0.2	-0.1	-	1.5	2.6	2.6	-	1.8	3.2	4.4
Autres économies dynamiques Asie	7.0	7.7	7.0	6.4	1.1	1.3	1.1	0.8	3.1	3.3	3.1	2.8	2.8	3.0	2.9	2.7
Autres Asie	5.7	6.5	6.6	6.5	1.3	1.3	1.2	1.0	3.5	3.8	3.9	3.9	0.9	1.4	1.5	1.6
Autres Amérique latine	4.2	4.3	5.9	5.1	1.0	1.2	1.1	0.6	2.3	1.5	2.3	2.8	0.9	1.7	2.4	1.8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2.7	5.0	7.1	6.9	2.0	1.8	1.4	1.1	0.9	1.7	2.8	3.0	-0.2	1.5	2.9	2.8
Afrique subsaharienne	1.3	6.0	7.1	7.0	1.4	1.5	1.4	1.2	0.6	2.0	2.8	3.0	-0.7	2.4	2.9	2.8
Non OCDE¹	4.7	6.8	7.2	6.6	1.1	1.1	1.0	0.7	2.5	2.8	3.2	3.2	1.9	3.0	3.0	2.7
Scénario de croissance lente																
États-Unis	1.9	2.2	2.1	1.5	0.3	0.7	0.7	0.3	1.1	0.9	0.9	0.6	0.5	0.6	0.5	0.6
Japon	1.3	3.3	2.0	1.2	0.2	0.5	-0.3	-0.5	1.5	0.9	0.9	0.5	-0.4	1.9	1.4	1.2
Union européenne	1.8	2.4	2.0	1.3	0.1	0.4	0.0	-0.3	0.9	0.7	0.8	0.5	0.8	1.3	1.2	1.1
Total OCDE	1.8	2.7	2.4	1.7	0.2	0.6	0.3	0.0	1.1	1.0	1.0	0.7	0.5	1.1	1.1	1.0
Brésil	2.5	3.8	3.0	2.8	0.6	0.8	0.7	0.5	1.2	1.2	1.2	1.2	0.7	1.8	1.1	1.1
Chine et Hong-Kong, Chine	10.9	7.9	5.3	4.8	0.6	0.5	0.5	0.1	4.4	4.1	3.1	3.0	5.9	3.4	1.7	1.7
Inde	3.9	4.4	4.3	4.2	1.2	1.0	1.2	1.0	1.8	1.4	1.4	1.4	0.9	2.1	1.7	1.7
Indonésie	6.9	5.9	4.1	4.0	0.9	0.8	0.7	0.5	3.5	3.0	2.5	2.5	2.5	2.0	1.0	1.0
Russie ¹	-9.4	1.1	4.2	4.0	-	-0.5	0.2	-0.2	-	1.2	2.1	2.1	-	0.4	1.9	2.0
Autres économies dynamiques Asie	7.0	6.1	4.8	4.2	1.1	1.0	0.9	0.6	3.1	2.8	2.0	1.7	2.8	2.3	2.0	1.9
Autres Asie	5.7	5.0	4.3	4.0	1.3	1.1	1.0	0.8	3.5	3.1	2.6	2.6	0.9	0.8	0.6	0.6
Autres Amérique latine	4.2	3.0	3.2	3.1	1.0	1.1	0.8	0.5	2.3	1.0	1.4	1.7	0.9	0.9	1.0	1.0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2.7	2.1	2.2	2.2	2.0	1.5	1.3	1.0	0.9	0.5	0.5	0.5	-0.2	0.1	0.4	0.7
Afrique subsaharienne	1.3	2.8	2.8	2.6	1.4	1.3	1.3	1.1	0.6	1.0	1.0	1.0	-0.7	0.5	0.4	0.4
Non OCDE¹	4.7	5.0	4.2	4.0	1.1	0.9	0.8	0.5	2.5	2.2	2.0	2.1	1.9	1.9	1.3	1.4

1. L'agrégat non OCDE pour les différentes composantes de la croissance exclut la Russie pour la période 1990-95, en l'absence d'une série de données complètes pour ce pays.
Source : OCDE, Banque mondiale.

Tableau 17. **Parts du PIB mondial dans les scénarios de croissance forte et de croissance lente**

	en US \$ 1992				en PPA 1992			
	1970	1995	2020 Lente	2020 Forte	1970	1995	2020 Lente	2020 Forte
États-Unis	27.7	26.6	23.0	20.1	24.5	21.9	16.3	12.7
Japon	12.7	14.9	13.0	11.7	7.6	8.3	6.3	5.0
Union européenne	35.1	31.5	26.6	23.4	25.8	21.5	15.7	12.3
Autres OCDE Pacifique	5.2	6.7	9.2	8.0	5.1	6.3	7.4	5.7
Autres OCDE Europe	3.2	2.9	3.3	2.9	3.7	3.1	3.0	2.4
Total OCDE	83.9	82.7	75.2	66.1	66.7	61.1	48.7	38.1
Brésil	1.3	1.8	2.1	2.8	2.2	2.9	2.9	3.4
Chine et Hong-Kong, Chine	0.8	2.8	6.0	7.7	2.9	9.3	16.9	19.5
Inde	0.8	1.1	1.7	2.3	4.2	5.4	7.2	8.7
Indonésie	0.3	0.6	1.0	1.3	0.9	1.9	2.6	3.2
Russie	2.6	1.1	1.4	1.9	3.9	1.6	1.7	2.0
Autres économies dynamiques Asie	0.9	2.4	4.1	5.0	1.4	3.6	5.4	5.8
Autres Asie	0.5	0.7	1.1	1.3	2.5	3.4	4.5	5.0
Autres Amérique latine	2.6	2.5	2.9	3.5	4.4	3.8	3.8	4.2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2.6	2.1	1.9	4.1	4.8	3.6	2.8	5.4
Afrique subsaharienne	1.4	1.2	1.3	2.6	2.5	2.0	1.8	3.2
Reste du monde	2.4	1.0	1.3	1.4	3.6	1.5	1.6	1.5
Total non OCDE	16.1	17.3	24.8	33.9	33.3	38.9	51.3	61.9

Parités de Pouvoir d'Achat

Les comparaisons des revenus réels d'un pays à l'autre reposent sur la conversion des niveaux de revenus mesurés en monnaie nationale en une unité monétaire commune, qui est le plus souvent le dollar des EU. Toutefois, les conversions à partir des taux de change du marché tendent généralement à sous-estimer le pouvoir d'achat des revenus des pays pauvres, dans lesquels les biens non marchands sont souvent relativement bon marché et dont la fiabilité est encore entamée par la volatilité des taux de change dans le temps, en raison par exemple d'importants mouvements de capitaux.

Un moyen plus fiable de réaliser ce type de comparaisons consiste à convertir les niveaux de revenus mesurés en monnaie locale en une unité commune qui reflète ce que l'on désigne sous le terme de parités de pouvoir d'achat (PPA¹). Cette méthode prend en compte les différents niveaux de prix nationaux et de coût de la vie. Le présent document utilise les estimations des PPA de l'OCDE pour les pays membres et celles de Summers et Heston dans les Penn World Tables (PWT, Version 5.6) pour les autres économies, sur la base de 1992².

L'estimation des PPA suppose la réalisation, généralement par les services statistiques nationaux, d'enquêtes sur les prix de produits et de services représentatifs. Ces enquêtes peuvent aboutir à des résultats parfois très disparates, du fait des carences des infrastructures statistiques de certains pays, ainsi que des différentes méthodologies adoptées. Pour la Chine, par exemple, le revenu par habitant pour le début des années 90 a été estimé en dessous de 2 000 dollars des EU par la méthode des PWT, contre plus de 3 000 dollars des EU selon Maddison (1995).

1. Pour une analyse détaillée des mérites relatifs des différentes méthodes de pondération, voir Hill (1986).
2. OCDE (1992) *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles*.

de la libéralisation des échanges et des investissements, imposant des limites à la mondialisation et au processus d'intégration régionale et réduisant les gains des économies d'échelle et la diffusion des connaissances vers les économies non membres de l'OCDE. Les réformes structurelles sont supposées progresser lentement, contribuant éventuellement à une instabilité macroéconomique périodique dans certaines régions et à un ralentissement de la croissance de la productivité.

Après une reprise conjoncturelle à court terme, les taux de croissance de la PTF devraient, pour la zone OCDE, demeurer proches de leurs tendances historiques au-delà de 2001, stables ou en légère baisse sur la période dans la plupart des cas (voir graphique 12). Dans la majeure partie des pays non membres de l'OCDE, l'évolution devrait être comparable, le taux de croissance de la PTF

ralentissant vers 2020, particulièrement en Asie. Seuls la Russie et, dans une moindre mesure le Moyen-Orient, semblent promis à une augmentation des taux de croissance de la PTF, ces économies conservant un vaste potentiel de gains d'efficacité. Si dans de nombreux pays non membres de l'OCDE la croissance de la productivité semble devoir demeurer au-dessus de la moyenne de l'OCDE, le rythme de rattrapage devrait être plus lent que dans le scénario de croissance forte. La production par travailleur des EDA, qui resterait toujours la plus élevée de la zone des pays non membres, pourrait alors correspondre en 2020 à moins de 60 pour cent de la moyenne de l'OCDE.

De même, l'accumulation du capital, l'investissement et les taux d'épargne demeureraient pratiquement inchangés pour la plupart des régions, bien qu'un certain fléchissement soit envisagé, du fait du vieillissement de la population pour l'Europe et le Japon et du fait du ralentissement de la croissance de la production pour certains pays non membres de l'OCDE (essentiellement asiatiques) (voir graphique 23). Un redressement plus lent des déséquilibres budgétaires, tant dans les pays membres que dans les pays non membres de l'OCDE, provoquerait un fléchissement des taux d'épargne et d'investissement par rapport à l'hypothèse de croissance forte.

Sur la base de ces hypothèses, la croissance de la production demeurerait modérée (voir tableau 15). Pour la zone OCDE, les taux de croissance moyens du PIB seraient de 2½ pour cent par an entre 2001 et 2010, pour retomber ensuite à une moyenne de 1¾ pour cent, les effets du vieillissement de la population se faisant sentir. La production dans les pays non membres de l'OCDE connaîtrait un taux de croissance de 4¼ pour cent en moyenne par an, en net ralentissement par rapport à ces dernières années, et fléchirait dans certains pays sur la période considérée, notamment en Chine et dans les autres EDA.

Dans la zone OCDE, la croissance de la PTF et le capital contribueraient de manière plus ou moins égale à la croissance à l'horizon 2010 (voir tableau 16), la contribution de la croissance de l'emploi et du capital diminuant régulièrement en raison des effets du vieillissement de la population et de la baisse des taux d'épargne et d'investissement sur la période. Dans les pays non membres de l'OCDE, la contribution de l'emploi à la croissance serait également en recul, les taux d'activité augmentant moins rapidement, ce qui renforcerait les effets des facteurs démographiques sur la population active. L'accumulation du capital demeure un facteur essentiel de la croissance de la production dans la plupart de ces pays, alors que la croissance de la PTF devrait ralentir sur la période considérée.

La croissance de la production étant toujours plus rapide dans les pays non membres de l'OCDE que dans les pays de l'OCDE, la part de ceux-ci dans le PIB mondial passerait à quelque 50 pour cent en PPA de 1992 (voir tableau 17 et graphique 7). Toutefois, cette augmentation bénéficierait presque entièrement à

Tableau 18. **Taux de croissance annuel de la production, 1995-2020¹**

	Convergence vers les niveaux de revenu OCDE par tête		Scénarios non OCDE actuels	
	Scénario de croissance forte OCDE	Scénario de croissance lente OCDE	Croissance forte	Croissance lente
Brésil	8.5	7.8	5.6	3.1
Chine et Hong-Kong, Chine	11.8	11.1	8.0	5.6
Inde	13.7	12.9	6.8	4.3
Indonésie	11.1	10.3	7.0	4.4
Russie	9.2	8.5	5.9	3.5
Autres économies dynamiques d'Asie	7.9	7.1	6.9	4.8
Autres Asie	12.9	12.1	6.6	4.3
Autres Amérique latine	8.8	8.1	5.3	3.1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	10.9	10.2	6.6	2.1
Afrique subsaharienne	17.4	16.6	6.8	2.7

1. Taux de croissance annuel de la production nécessaire pour que le pays ou la région converge vers les niveaux moyens de revenu par tête de l'OCDE (en PPA 1992) d'ici 2020.

l'Asie, la part respective de l'Amérique latine, de la Russie, de l'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient/Afrique du Nord demeurant stable ou diminuant. La part de la Chine serait approximativement la même que celle des États-Unis ou de l'Union européenne, chacune représentant 16 à 17 pour cent du PIB mondial. Les revenus par habitant tendraient toujours à converger, moins rapidement toutefois que dans l'hypothèse d'une croissance forte, les niveaux des pays de l'OCDE augmentant de 50 pour cent et ceux des pays non membres de 100 pour cent pour la période 1995-2020 (graphique 9). Dans les pays non membres de l'OCDE, le revenu par habitant atteindrait près de 20 pour cent de la moyenne de l'OCDE, contre 30 pour cent dans le scénario de croissance forte. Les États-Unis enregistreraient le plus haut niveau de revenu par habitant, devançant de peu le Japon, alors que seules les EDA pourraient se prévaloir de niveaux de revenu par habitant comparables à ceux des pays les moins riches de l'OCDE.

En comparant les différents taux de convergence des pays non membres de l'OCDE dans les scénarios de croissance forte et de croissance plus lente, il convient de se demander quel devrait être le rythme de croissance d'une économie ou d'une région donnée pour qu'elle converge vers les niveaux de revenu par habitant de l'OCDE à l'horizon 2020. Comme le montrent le graphique 9 et le tableau 18, seules les EDA trouveraient cet objectif «à leur portée» à l'horizon 2020. En fait, compte tenu du scénario de forte croissance pour l'OCDE, les EDA devraient enregistrer un taux de croissance de 7.8 pour cent par an de 1995 à 2020 pour que le rattrapage se fasse, un rythme marginalement plus rapide que le taux de 6.9 pour cent par an prévu dans le scénario de croissance forte. Dans le scénario de croissance plus lente pour l'OCDE, toutefois, les EDA devraient enregistrer un taux de croissance de 7.1 pour cent seulement.

Les autres pays et régions non membres de l'OCDE devraient enregistrer des taux de croissance nettement plus rapides que ceux prévus dans les deux scénarios pour converger vers les niveaux de revenu par habitant de l'OCDE à l'horizon 2020. Par exemple, la Russie, le Brésil et les autres pays d'Amérique latine devraient connaître une croissance de 8 à 9 pour cent au cours du prochain quart de siècle pour rattraper le niveau de l'OCDE, contre des projections de croissance de 5 à 6 pour cent dans le scénario de croissance forte. D'autres régions devraient réaliser des taux moyens de croissance nettement supérieurs à 10 pour cent.

FACTEURS CLÉS ET ACTIONS A MENER

Cette dernière section est consacrée à l'examen des tensions qui ressortent de l'analyse des scénarios et en particulier celles intéressant plus spécifiquement les politiques budgétaires dans le long terme. Elle s'arrête plus particulièrement sur les effets du vieillissement des populations dans les pays de l'OCDE et sur

les répercussions des politiques d'assainissement des finances publiques. Il s'agit ici de réflexions préliminaires, une analyse plus détaillée des conséquences structurelles et macroéconomiques de l'évolution démographique à long terme étant prévue sous la forme d'une contribution à l'étude qui sera réalisée à l'échelle de l'OCDE et présentée aux ministres de l'OCDE en 1998.

Les conséquences macroéconomiques du vieillissement des populations

Les résultats du scénario de croissance forte comme ceux du scénario de croissance plus lente font ressortir clairement la nécessité de s'adapter à des structures démographiques en évolution, l'un des défis majeurs qu'auront à relever les décideurs politiques au cours des décennies à venir. Sauf au Japon, qui constitue une exception notoire, les taux de dépendance devraient augmenter essentiellement après 2010, et tout particulièrement après 2020 (tableau 14). Quoi qu'il en soit, les décennies à venir doivent être mises à profit pour mettre en place des politiques susceptibles de faciliter la transition, notamment en anticipant les problèmes potentiels.

De nombreux travaux ont déjà été réalisés sur les conséquences macroéconomiques possibles du vieillissement des populations, voir par exemple OCDE (1995*b*, 1996*b*). La méthode la plus couramment adoptée consiste à évaluer les contraintes *ex ante* sur l'épargne publique et privée et sur l'investissement, sur la base des données empiriques concernant la sensibilité de ces agrégats aux évolutions démographiques antérieures. L'analyse décrite ici marque une étape supplémentaire dans la mesure où elle intègre ces effets dans un modèle structurel simple de l'économie mondiale pour recenser de manière cohérente les effets possibles sur la croissance, les taux d'intérêt, les taux de change et l'accumulation des actifs, tout en faisant place également aux possibles effets en retour de ces variables sur les équilibres en matière d'épargne et d'investissement^{42, 43}. Il convient de souligner que les travaux présentés ici n'ont qu'un caractère préliminaire.

Les implications macroéconomiques du vieillissement des populations peuvent être distinguées en fonction d'un certain nombre d'éléments qui incluent : un ralentissement de la croissance de la population active ; une augmentation des contraintes sur les finances publiques en particulier en ce qui concerne les dépenses publiques de santé et de retraite ; la réduction possible de la propension à l'épargne privée et un effet possible sur la croissance de la productivité⁴⁴. Les trois premiers de ces facteurs sont analysés plus avant par référence aux résultats des simulations du modèle ; le dernier n'est pas examiné ici parce qu'il n'est pas à ce jour suffisamment étayé par des données empiriques, la direction même d'un effet éventuel étant incertaine⁴⁵. Chaque élément est analysé en l'isolant des autres effets, toutes les simulations étant effectuées par rapport à un niveau de référence dans lequel la pyramide des âges de la population est

«supposée» demeurée inchangée par rapport à 1995. Ces simulations sont censées fournir un cadre de discussion et il convient de souligner que les résultats chiffrés ne constituent que des indications préliminaires sur les ordres de grandeur en cause.

Les effets macroéconomiques du vieillissement de la population sont non seulement fonction de l'échelle des changements en cause, mais également du fait qu'ils sont ou non concentrés sur des pays donnés ou sont plus généralisés. Dans le premier cas de figure, l'adaptation se fera essentiellement par le biais de modifications des taux de change et des positions extérieures nettes. Dans le deuxième cas (qui devrait se vérifier principalement après 2010) les changements interviendront au niveau des taux d'intérêt réel de l'ensemble des pays.

Ralentissement de la croissance de la population active

Le relèvement du taux de dépendance implique un nombre proportionnellement moins important de gens en âge de travailler, de sorte que la croissance du facteur travail, et donc de la production totale, est temporairement inférieure comparée à une situation de structure inchangée des âges⁴⁶. Le ralentissement de la croissance réduit à son tour la part du PIB qui doit être consacrée aux investissements pour générer le stock de capital requis (voir diagramme A du tableau 19). L'ampleur de ces effets est particulièrement marquée au Japon du fait que les taux de dépendance augmentent assez rapidement. Au cours des deux décennies qui nous séparent de l'année 2020, la croissance potentielle de la production pourrait diminuer *en moyenne* à hauteur de $\frac{1}{2}$ pour cent par an (et de $\frac{3}{4}$ pour cent par an sur la période 2010-15 au cours de laquelle le taux de dépendance augmentera le plus vite), la part des investissements privés dans le PIB devant quant à elle se contracter à hauteur de $\frac{1}{2}$ pour cent jusqu'en 2010. Jusqu'en 2010 les États-Unis devraient connaître un fléchissement du taux de dépendance et une accélération de la croissance de l'offre de travail, qui tendra temporairement à stimuler la croissance de la production, alors que les effets démographiques sur l'Union européenne seront en revanche négligeables. Toutefois, d'ici 2020, le vieillissement de la population tendra à réduire temporairement la croissance de près de $\frac{1}{2}$ pour cent par an aux États-Unis et d'un peu plus dans l'Union européenne. Le ralentissement de la croissance de la population active tendra également à accroître l'intensité du capital et les taux d'intérêt réels, qui sont directement liés à la productivité marginale du capital, pourraient donc fléchir.

Effets sur l'épargne privée

Si le comportement en matière d'épargne est conforme à l'hypothèse classique du « cycle de vie », qui postule sous sa forme la plus simple que les ménages

Tableau 19. **Les effets de l'évolution démographique aux États-Unis¹**

	2000	2005	2010	2015	2020
Taux de dépendance (pour cent)	-1.10	-2.80	-3.60	-1.10	3.00
A. Effets sur la population active					
Niveau du PIB (pour cent)	0.59	1.68	2.35	1.01	-1.47
Taux de croissance du PIB (pour cent, annuel)	0.18	0.21	0.04	-0.37	-0.56
Niveau du stock de capital (pour cent)	0.29	1.32	2.29	1.69	-0.47
Consommation (pour cent du PIB)	-0.30	-0.35	-0.06	0.65	0.95
Consommation publique (pour cent du PIB)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Investissement (pour cent du PIB)	0.31	0.42	0.16	-0.61	-1.00
Volume net export. (pour cent du PIB)	-0.01	-0.07	-0.10	-0.04	0.05
Avoirs extérieurs nets (pour cent du PIB)	0.15	0.05	-0.37	-0.96	-1.31
Dette publique nette (pour cent du PIB)	-0.15	-0.16	0.05	0.45	0.49
Impôts (pour cent du PIB)	-0.06	-0.10	-0.05	0.13	0.25
Taux de change réel (pour cent)	-0.36	-0.68	-0.88	-0.72	-0.28
Taux d'intérêt réel (point de pourcentage)	0.04	0.05	0.01	-0.10	-0.14
B. Effets sur la consommation					
Niveau du PIB (pour cent)	-0.44	-0.45	-0.45	-0.45	-0.45
Taux de croissance du PIB (pour cent, annuel)	-0.02	0.00	0.00	0.00	0.00
Niveau du stock capital (pour cent)	-1.45	-1.51	-1.49	-1.49	-1.49
Consommation (pour cent du PIB)	0.30	0.19	0.18	0.16	0.14
Consommation publique (pour cent du PIB)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Investissement (pour cent du PIB)	-0.25	-0.15	-0.15	-0.15	-0.15
Volume net export. (pour cent du PIB)	-0.05	-0.04	-0.03	-0.01	0.01
Avoirs extérieurs nets (pour cent du PIB)	-0.39	-0.80	-1.20	-1.57	-1.89
Dette publique nette (pour cent du PIB)	0.14	0.14	0.08	0.03	0.00
Impôts (pour cent du PIB)	0.06	0.09	0.09	0.08	0.08
Taux de change réel (pour cent)	0.26	0.17	0.08	-0.01	-0.12
Taux d'intérêt réel (point de pourcentage)	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15
C. Effets sur les finances publiques					
Niveau du PIB (pour cent)	-0.04	-0.04	-0.14	-0.32	-0.56
Taux de croissance du PIB (pour cent, annuel)	-0.01	0.00	-0.02	-0.04	-0.05
Niveau du stock capital (pour cent)	-0.13	-0.13	-0.46	-1.06	-1.84
Consommation (pour cent du PIB)	-0.08	-0.08	-0.10	-0.29	-0.48
Consommation publique (pour cent du PIB)	0.00	-0.08	0.06	0.38	0.73
Investissement (pour cent du PIB)	-0.04	0.00	-0.15	-0.30	-0.43
Volume net export. (pour cent du PIB)	0.12	0.16	0.19	0.21	0.19
Avoirs extérieurs nets (pour cent du PIB)	0.52	1.37	2.52	3.91	5.44
Dette publique nette (pour cent du PIB)	0.01	-0.29	0.29	2.49	6.35
Impôts (pour cent du PIB)	0.00	-0.07	0.15	0.64	1.05
Taux de change réel (pour cent)	-0.59	-0.83	-0.99	-1.08	-1.02
Taux d'intérêt réel (point de pourcentage)	0.01	0.01	0.05	0.11	0.19
D. Effets combinés					
Niveau du PIB (pour cent)	0.08	1.16	1.75	0.25	-2.42
Taux de croissance du PIB (pour cent, annuel)	0.16	0.22	0.02	-0.41	-0.61
Niveau du stock capital (pour cent)	-1.40	-0.43	0.28	-0.81	-3.58
Consommation (pour cent du PIB)	-0.13	-0.25	0.06	0.60	0.69
Consommation publique (pour cent du PIB)	0.00	-0.08	0.06	0.38	0.73
Investissement (pour cent du PIB)	0.00	0.26	-0.14	-1.03	-1.53
Volume net export. (pour cent du PIB)	0.13	0.07	0.02	0.05	0.11
Avoirs extérieurs nets (pour cent du PIB)	0.72	1.30	1.58	1.69	1.97
Dette publique nette (pour cent du PIB)	0.01	-0.30	0.42	2.96	6.88
Impôts (pour cent du PIB)	0.00	-0.08	0.19	0.86	1.39
Taux de change réel (pour cent)	-1.01	-1.38	-1.49	-1.26	-0.74
Taux d'intérêt réel (point de pourcentage)	0.21	0.23	0.21	0.15	0.18

1. Tous les effets sont évalués par rapport à la simulation de référence dans laquelle le taux de dépendance est considéré comme constant à son niveau de 1995.

Tableau 19. Les effets de l'évolution démographique au Japon¹ (suite)

	2000	2005	2010	2015	2020
Taux de dépendance (pour cent)	2.80	6.90	12.20	18.70	21.50
A. Effets sur la population active					
Niveau du PIB (pour cent)	-1.60	-4.09	-7.17	-10.76	-12.47
Taux de croissance du PIB (pour cent, annuel)	-0.44	-0.58	-0.74	-0.71	-0.22
Niveau du stock capital (pour cent)	-1.18	-3.41	-6.27	-9.77	-12.03
Consommation (pour cent du PIB)	0.87	1.29	1.67	1.82	0.92
Consommation publique (pour cent du PIB)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Investissement (pour cent du PIB)	-0.80	-1.11	-1.41	-1.50	-0.47
Volume net export. (pour cent du PIB)	-0.07	-0.18	-0.26	-0.32	-0.45
Avoirs extérieurs nets (pour cent du PIB)	0.21	-0.12	-0.92	-2.13	-4.37
Dette publique nette (pour cent du PIB)	0.05	0.06	0.06	0.04	-0.08
Impôts (pour cent du PIB)	0.02	0.03	0.05	0.05	0.01
Taux de change réel (pour cent)	1.05	3.00	5.15	7.03	7.89
Taux d'intérêt réel (point de pourcentage)	-0.09	-0.13	-0.17	-0.19	-0.12
B. Effets sur la consommation					
Niveau du PIB (pour cent)	-0.82	-0.82	-0.76	-0.71	-0.67
Taux de croissance du PIB (pour cent, annuel)	-0.03	0.01	0.01	0.01	0.01
Niveau du stock capital (pour cent)	-2.81	-2.79	-2.59	-2.41	-2.26
Consommation (pour cent du PIB)	1.18	0.93	0.83	0.70	0.54
Consommation publique (pour cent du PIB)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Investissement (pour cent du PIB)	-0.48	-0.26	-0.23	-0.22	-0.22
Volume net export. (pour cent du PIB)	-0.70	-0.67	-0.6	-0.48	-0.32
Avoirs extérieurs nets (pour cent du PIB)	-3.58	-7.57	-11.90	-16.40	-20.81
Dette publique nette (pour cent du PIB)	0.05	0.05	0.02	0.00	-0.01
Impôts (pour cent du PIB)	0.02	0.03	0.03	0.03	0.02
Taux de change réel (pour cent)	3.33	3.14	2.78	2.22	1.45
Taux d'intérêt réel (point de pourcentage)	0.25	0.25	0.24	0.22	0.21
C. Effets sur les finances publiques					
Niveau du PIB (pour cent)	0.14	0.05	-0.11	-0.55	-1.14
Taux de croissance du PIB (pour cent, annuel)	0.02	-0.04	-0.04	-0.11	-0.14
Niveau du stock capital (pour cent)	0.25	-0.02	-0.58	-1.97	-3.83
Consommation (pour cent du PIB)	0.31	0.54	0.50	0.55	0.51
Consommation publique (pour cent du PIB)	0.00	0.24	0.45	0.85	1.07
Investissement (pour cent du PIB)	0.16	-0.17	-0.26	-0.73	-1.09
Volume net export. (pour cent du PIB)	-0.47	-0.61	-0.69	-0.67	-0.49
Avoirs extérieurs nets (pour cent du PIB)	-2.17	-5.45	-9.75	-14.75	-19.90
Dette publique nette (pour cent du PIB)	-0.01	2.25	7.70	18.17	34.65
Impôts (pour cent du PIB)	0.00	0.58	1.43	2.39	3.17
Taux de change réel (pour cent)	2.01	2.68	3.05	2.99	2.28
Taux d'intérêt réel (point de pourcentage)	-0.04	-0.02	0.03	0.17	0.35
D. Effets combinés					
Niveau du PIB (pour cent)	-2.28	-4.86	-8.04	-12.02	-14.28
Taux de croissance du PIB (pour cent, annuel)	-0.45	-0.61	-0.77	-0.81	-0.35
Niveau du stock capital (pour cent)	-3.74	-6.22	-9.44	-14.15	-18.12
Consommation (pour cent du PIB)	2.36	2.76	3.00	3.07	1.97
Consommation publique (pour cent du PIB)	0.00	0.24	0.45	0.85	1.07
Investissement (pour cent du PIB)	-1.12	-1.54	-1.90	-2.45	-1.78
Volume net export. (pour cent du PIB)	-1.24	-1.46	-1.55	-1.47	-1.26
Avoirs extérieurs nets (pour cent du PIB)	-5.54	-13.14	-22.57	-33.28	-45.08
Dette publique nette (pour cent du PIB)	0.09	2.36	7.78	18.21	34.56
Impôts (pour cent du PIB)	0.04	0.64	1.51	2.47	3.20
Taux de change réel (pour cent)	6.39	8.82	10.98	12.24	11.62
Taux d'intérêt réel (point de pourcentage)	0.12	0.10	0.10	0.20	0.44

1. Tous les effets sont évalués par rapport à la simulation de référence dans laquelle le taux de dépendance est considéré comme constant à son niveau de 1995.

Tableau 19. **Les effets de l'évolution démographique en Europe¹ (suite)**

	2000	2005	2010	2015	2020
Taux de dépendance (pour cent)	0.36	0.68	0.98	2.98	5.88
A. Effets sur la population active					
Niveau du PIB (pour cent)	-0.21	-0.43	-0.59	-1.71	-3.42
Taux de croissance du PIB (pour cent, annuel)	-0.06	-0.01	-0.09	-0.30	-0.42
Niveau du stock capital (pour cent)	-0.15	-0.40	-0.48	-1.18	-2.66
Consommation (pour cent du PIB)	0.09	0.05	0.16	0.67	0.95
Consommation publique (pour cent du PIB)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Investissement (pour cent du PIB)	-0.12	-0.05	-0.10	-0.54	-0.78
Volume net export. (pour cent du PIB)	0.03	0.00	-0.06	-0.13	-0.17
Avoirs extérieurs nets (pour cent du PIB)	0.13	0.26	0.16	-0.17	-0.81
Dette publique nette (pour cent du PIB)	0.01	0.00	0.00	0.04	0.05
Impôts (pour cent du PIB)	0.00	0.00	0.00	0.02	0.03
Taux de change réel (pour cent)	0.03	0.40	0.90	1.39	1.78
Taux d'intérêt réel (point de pourcentage)	-0.01	0.00	-0.01	-0.07	-0.10
B. Effets sur la consommation					
Niveau du PIB (pour cent)	-0.64	-0.65	-0.62	-0.59	-0.57
Taux de croissance du PIB (pour cent, annuel)	-0.03	0.00	0.01	0.00	0.00
Niveau du stock capital (pour cent)	-2.11	-2.15	-2.06	-1.97	-1.90
Consommation (pour cent du PIB)	0.72	0.56	0.51	0.46	0.39
Consommation publique (pour cent du PIB)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Investissement (pour cent du PIB)	-0.38	-0.23	-0.20	-0.20	-0.20
Volume net export. (pour cent du PIB)	-0.34	-0.33	-0.31	-0.26	-0.19
Avoirs extérieurs nets (pour cent du PIB)	-1.66	-3.53	-5.61	-7.81	-10.02
Dette publique nette (pour cent du PIB)	0.04	0.04	0.02	0.00	0.00
Impôts (pour cent du PIB)	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02
Taux de change réel (pour cent)	1.60	1.54	1.41	1.18	0.84
Taux d'intérêt réel (point de pourcentage)	0.20	0.20	0.19	0.18	0.18
C. Effets sur les finances publiques					
Niveau du PIB (pour cent)	-0.04	-0.12	-0.21	-0.36	-0.63
Taux de croissance du PIB (pour cent, annuel)	-0.01	-0.02	-0.02	-0.03	-0.06
Niveau du stock capital (pour cent)	-0.12	-0.40	-0.70	-1.20	-2.09
Consommation (pour cent du PIB)	-0.08	-0.12	-0.22	-0.24	-0.22
Consommation publique (pour cent du PIB)	0.00	0.06	0.10	0.22	0.46
Investissement (pour cent du PIB)	-0.05	-0.16	-0.17	-0.30	-0.53
Volume net export. (pour cent du PIB)	0.13	0.22	0.29	0.32	0.29
Avoirs extérieurs nets (pour cent du PIB)	0.52	1.56	3.23	5.45	8.05
Dette publique nette (pour cent du PIB)	0.00	0.53	1.50	3.46	7.96
Impôts (pour cent du PIB)	0.00	0.14	0.26	0.44	0.94
Taux de change réel (pour cent)	-0.56	-0.91	-1.24	-1.40	-1.31
Taux d'intérêt réel (point de pourcentage)	0.01	0.04	0.06	0.11	0.19
D. Effets combinés					
Niveau du PIB (pour cent)	-0.89	-1.19	-1.40	-2.62	-4.55
Taux de croissance du PIB (pour cent, annuel)	-0.09	-0.03	-0.11	-0.33	-0.48
Niveau du stock capital (pour cent)	-2.39	-2.92	-3.17	-4.23	-6.43
Consommation (pour cent du PIB)	0.72	0.51	0.49	0.93	1.13
Consommation publique (pour cent du PIB)	0.00	0.06	0.1	0.22	0.46
Investissement (pour cent du PIB)	-0.54	-0.42	-0.46	-1.02	-1.46
Volume net export. (pour cent du PIB)	-0.18	-0.15	-0.13	-0.13	-0.13
Avoirs extérieurs nets (pour cent du PIB)	-0.87	-1.64	-2.38	-3.09	-3.83
Dette publique nette (pour cent du PIB)	0.05	0.57	1.54	3.54	8.07
Impôts (pour cent du PIB)	0.02	0.17	0.29	0.49	1.02
Taux de change réel (pour cent)	1.07	1.16	1.29	1.43	1.54
Taux d'intérêt réel (point de pourcentage)	0.20	0.23	0.24	0.22	0.26

1. Tous les effets sont évalués par rapport à la simulation de référence dans laquelle le taux de dépendance est considéré comme constant à son niveau de 1995.

épargnent jusqu'à l'âge de la retraite pour ensuite cesser d'épargner, le vieillissement de la population devrait alors conduire à un recul du taux de l'épargne privée. Toutefois, les résultats des études empiriques sur le modèle du cycle de vie, s'agissant tant des enquêtes sur les ménages que des analyses de séries chronologiques par pays, ne sont pas concluants (par exemple l'étude de Borsch-Supan (1995) donne des résultats contraires). Par ailleurs, une étude récente utilisant les données regroupées de séries chronologiques portant sur un échantillon de 21 pays industriels réalisée par Masson *et al.* (1995a) étaye l'hypothèse d'un effet négatif des taux de dépendance sur les taux d'épargne privée. Cette dernière étude a été utilisée pour calibrer le modèle retenu dans les simulations rapportées dans le présent document, bien que l'ordre de grandeur des effets (une hausse d'un point de pourcentage du taux de dépendance réduirait le taux d'épargne de 0.15 pour cent) se situe dans l'hypothèse la plus basse des conclusions de bon nombre d'études antérieures qui ont démontré l'existence de tels effets.

Reconnaître l'existence d'un effet direct du taux de dépendance sur la pension à consommer revient à conclure à une baisse du taux d'épargne total, ce qui accroît la rareté du capital et relève le produit marginal du capital et les taux d'intérêt réels (voir diagramme B du tableau 19). Pour le Japon, les taux d'intérêt réels augmentent de 20 à 25 points de base, l'effet d'éviction intervenant également par le biais d'une appréciation du taux de change réel. Aux États-Unis comme en Europe, la hausse des taux d'intérêt réels est initialement plus discrète, bien qu'une propriété du modèle soit que dans une situation d'équilibre sur le long terme la hausse des taux d'intérêt réels soit égale dans tous les pays, l'ajustement intervenant ensuite par le biais de modifications des taux de change et des positions extérieures nettes. L'ordre de grandeur global de ces effets est toutefois considérablement inférieur à celui obtenu dans les travaux de simulation antérieurs, qui donnaient des effets sur les taux d'intérêt réels bien plus importants. Cette différence entre les résultats est attribuable en grande partie aux écarts supposés en matière de sensibilité du comportement d'épargne au vieillissement⁴⁷. Ceci souligne le degré considérable d'incertitude qui pèse tant sur la nature que sur l'ampleur des effets démographiques sur le comportement de l'épargne privée. On peut également en déduire que la pression à la hausse sur les taux d'intérêt réels pourrait être considérablement sous-estimée dans les simulations examinées.

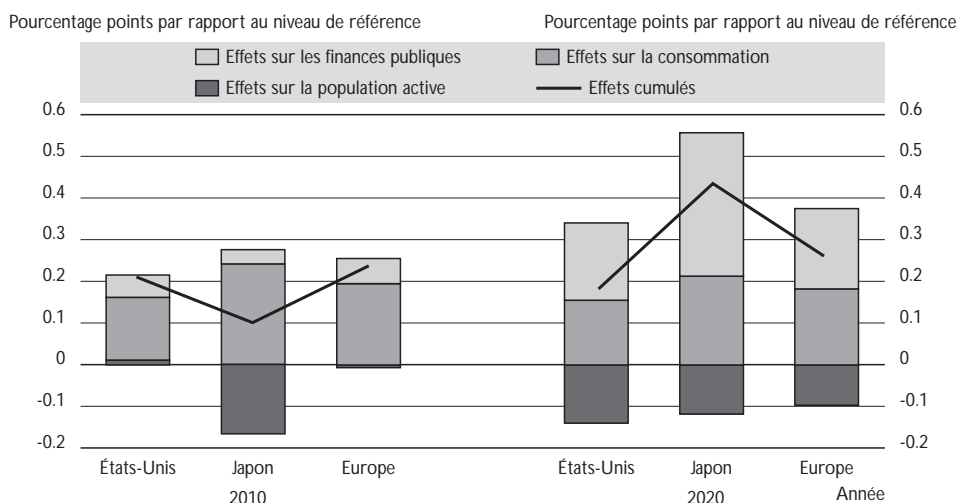
Effets sur les finances publiques

A défaut de réformes budgétaires, ou d'un relèvement des taux de contribution appliqués à des systèmes publics de retraite généralement fondés dans la zone OCDE sur la répartition, un besoin de financement considérable se fera jour au fur et à mesure que le nombre de travailleurs actifs par retraité baissera, en

général de près de 2.5 à 1.5 pour cent d'ici 2030 (OCDE, 1996*b*). Par ailleurs, les dépenses de santé par habitant pour les personnes âgées de 65 ans et plus sont en moyenne deux fois et demie à cinq fois plus importantes que celles du reste de la population (OCDE, 1996*b*), ces taux étant encore plus élevés pour les personnes âgées de 75 ans et plus⁴⁸. Aux fins des simulations présentées ici, les estimations relatives aux effets de la charge budgétaire supplémentaire résultant du vieillissement des populations, tant en ce qui concerne les pensions de retraite que les soins de santé, sont tirées de Leibfritz *et al.* (1996). Il en ressort que, en supposant que les politiques suivies ne soient pas modifiées, le poids supplémentaire venant aggraver la position débitrice nette totale de l'État comme conséquence directe du vieillissement de la population sur les dépenses de santé et de retraite pourrait s'élever à plus de 60 pour cent, 12 pour cent et 14 pour cent du PIB, respectivement, pour le Japon, les États-Unis et l'Union européenne, d'ici 2020⁴⁹. Ces chiffres devraient par ailleurs atteindre, d'ici 2030, toujours en supposant que les politiques demeurent inchangées, les niveaux record de 190 pour cent, 44 pour cent et 52 pour cent du PIB, respectivement.

Les conséquences d'une acceptation passive de cette augmentation de la charge financière sous la forme d'un relèvement du ratio dette publique/PIB sont envisagées dans la simulation présentée au tableau 19, diagramme C⁵⁰. Au Japon, où l'augmentation des dépenses publiques est la plus forte et intervient plus tôt que dans les autres pays, l'effet d'éviction se produit initialement par le biais d'une appréciation du taux de change réel. Au fur et à mesure que la charge budgétaire s'accroît dans tous les pays de l'OCDE, les taux d'intérêt réels augmenteront progressivement : d'ici 2020, le taux d'intérêt réel aura augmenté de 35 points de base au Japon et de 20 points de base dans l'Union européenne et aux États-Unis, respectivement. La cause principale du relèvement des taux d'intérêt réels est que l'accroissement de la consommation publique évince l'épargne globale, ce qui a pour effet d'augmenter la rareté du capital par rapport au travail et d'accroître le produit marginal du capital. Toutefois, en l'absence d'une équivalence ricardienne, une partie de la hausse des taux d'intérêt est également attribuable à l'accumulation de la dette publique. Ces estimations ne prennent cependant pas en compte un autre effet possible sur les taux d'intérêt qui pourrait se produire si les marchés financiers plaçaient une « prime de risque » plus élevée sur la dette des pays ayant un fort ratio endettement/PIB.

Ces données semblent indiquer que l'incidence du vieillissement démographique sur le comportement de l'épargne et sur les finances publiques tend à l'emporter sur les effets sur la population active, en termes de relèvement des taux d'intérêt réels et de diminution de l'intensité du capital. D'ici 2020, l'augmentation globale des taux d'intérêt réels ira de 45 points de base au Japon à 20 points de base aux États-Unis, l'effet le plus important sur les taux d'intérêt réels résultant de la pression sur les finances publiques (graphique 24). Par

Graphique 24. *Pressions sur les taux d'intérêt réels du fait du vieillissement des populations*

Source : Estimations des auteurs.

ailleurs, comme nous l'avons vu plus haut, ces résultats ne prennent pas en compte l'effet possible que pourrait avoir le relèvement des ratios d'endettement public sur l'augmentation des primes de risque. Il n'est enfin pas inutile de répéter que c'est après 2020 que les taux de dépendance risquent d'augmenter le plus rapidement dans la plupart des pays de l'OCDE.

L'effet du vieillissement de la population sur l'épargne privée dans les pays de l'OCDE peut être partiellement neutralisé par une baisse des taux de dépendance dans les pays non membres de l'OCDE (tableau 14). Masson *et al.* (1995a et b) établissent également l'existence d'un effet du taux de dépendance sur l'épargne des pays en développement et calculent que les évolutions démographiques futures pourraient avoir un effet global légèrement positif sur l'épargne privée au niveau mondial. En tout état de cause, les flux de capitaux entre pays de l'OCDE et pays en développement ont été relativement faibles en termes de PIB, et l'évolution de l'épargne et celle de l'investissement ont été parallèles dans les pays en développement (Reisen, 1995). Ces évolutions historiques, ainsi que les données empiriques qui démontrent une influence positive de la croissance du PIB sur l'épargne et des revenus par habitant, semblent indiquer que l'accélération de la croissance dans les pays non membres de l'OCDE est susceptible de générer par elle-même une bonne part de l'accroissement de l'épargne requis et non de contribuer à une pénurie globale de capital.

Globalement, ces résultats semblent indiquer que la principale contrainte qui tend à réduire le taux global d'épargne nationale tient à l'augmentation des dépenses publiques de santé et de retraite et non à une baisse de l'épargne privée. Si, à l'exception notoire du Japon, ces changements ne devraient intervenir qu'après 2010, des mesures rapides s'imposent pour faciliter la transition⁵¹.

Assainissement des finances publiques

La détérioration de la situation budgétaire des pays est considérée comme la principale raison probable du relèvement des taux d'intérêt réels dans le monde au cours des années 80 (Étude du Groupe des Dix, 1995) et pourrait constituer la principale source potentielle de pression dans le futur. Un fort taux de désépargne publique peut conduire à des taux d'intérêt élevés par le biais d'un certain nombre de circuits. Premièrement, l'augmentation des déficits publics tend à réduire le taux global d'épargne nationale, la plus grande rareté du capital se traduisant par un taux plus fort de rendement du capital et des taux d'intérêt réels plus élevés. Deuxièmement, il peut y avoir un lien entre l'accumulation de la dette publique et les taux d'intérêt réels, dans la mesure où il n'y a pas pleinement équivalence ricardienne. Par ailleurs, compte tenu de la plus grande intégration des marchés mondiaux des capitaux, il se peut que le lien entre les déficits nationaux et les taux d'endettement et les taux d'intérêt réels se soit en grande partie reporté au niveau mondial⁵². Dans une récente étude empirique, Ford et Laxton (1995) ont soutenu qu'une augmentation d'un point de pourcentage du ratio dette/PIB dans la zone OCDE entraînait un relèvement des taux d'intérêt réels à hauteur de 25 points de pourcentage. Enfin, la détérioration de la situation budgétaire d'un pays peut donner lieu à une prime de risque spécifique à ce pays, dans la mesure où elle crée sur le marché financier des anticipations de relâchement de la politique monétaire et de hausse future du taux d'inflation.

Un certain nombre d'études comparatives entre pays ont révélé l'existence d'un effet de la situation budgétaire des gouvernements sur les taux d'intérêt réels : Orr *et al.* (1995) soutiennent qu'un accroissement du déficit public de l'ordre de 1 pour cent du PIB entraîne une augmentation des taux d'intérêt réels de 0.15 point de pourcentage. Alesina *et al.* (1993) concluent à un effet du ratio dette/PIB sur les taux d'intérêt réels, lorsque le taux d'endettement dépasse 50 pour cent. O'Donovan *et al.* (1996) établissent l'existence d'un effet non linéaire en vertu duquel les hausses progressives du ratio dette/PIB mènent à des hausses encore plus importantes des primes de risque.

Les ratios dette/PIB ont considérablement augmenté dans tous les pays de l'OCDE au cours de ce dernier quart de siècle et devraient augmenter encore du moins à court terme⁵³. Un sujet de préoccupation pour la politique économique

est le fait que, nous l'avons vu plus haut, l'évolution démographique devrait exercer des pressions à la hausse encore plus fortes sur des niveaux déjà élevés d'endettement, ce qui pourrait à son tour aggraver la prime de risque liée à l'inflation, augmenter le coût du service de la dette et mener ainsi à un cercle vicieux de relèvement des taux d'intérêt, des déficits et de la dette. Conformément aux hypothèses néoclassiques types de la croissance, une baisse des taux d'intérêt réels n'entraîne une hausse permanente que du *niveau* de la production à long terme, par un accroissement temporaire de l'accumulation du capital, et non une hausse du taux de *croissance* à long terme. Toutefois, l'évolution récente de la théorie de la croissance endogène, qui donne une grande importance à l'accumulation du capital en tant que fondement de la croissance à long terme, donne à penser que la baisse des taux d'intérêt réels résultant d'une réduction permanente de la dette pourrait améliorer durablement les résultats en matière de croissance⁵⁴.

L'exercice de simulation rapporté dans le tableau 20 envisage les effets possibles sur les pays de l'OCDE et les pays non membres, représentés par le groupe des pays d'Asie à croissance rapide, d'un programme de redressement budgétaire ambitieux à l'échelle de l'OCDE prévoyant de ramener l'endettement net en pourcentage du PIB aux niveaux en vigueur au milieu des années 80. Ceci implique pour les pays de l'OCDE une réduction de la dette publique de l'ordre de 20 pour cent du PIB. L'effet d'un tel redressement budgétaire est examiné en supposant que la réduction de la dette est réalisée essentiellement en abaissant les dépenses publiques, réduites en permanence de quelque deux points de pourcentage du PIB (ce qui correspond plus ou moins à la hausse observée depuis le début des années 80 dans la zone de l'OCDE). La réduction de la dette publique et/ou des dépenses publiques (en pourcentage du PIB) est introduite progressivement sur une période de 15 ans, après laquelle les deux ratios sont supposés demeurer constants à leur nouveau niveau.

Globalement, les résultats semblent indiquer que la baisse progressive de la demande de fonds exercerait une pression à la baisse sur les taux d'intérêt réels mondiaux, qui pourraient chuter d'environ 30 points de base durant la phase de réduction de la dette et de 10 points de base dans le long terme. La chute des taux d'intérêt réels relève le stock de capital souhaité, ce qui entraîne des niveaux durablement plus élevés d'investissement et de production tant dans les régions membres que dans les régions non membres de l'OCDE. Parallèlement à l'effet d'afflux des capitaux sur le marché des actifs, il existe un effet d'accroissement des transactions sur le marché des produits, résultant d'une réduction des dépenses publiques. Globalement, le niveau du PIB de l'OCDE est relevé de quelque un pour cent par rapport au niveau de référence de presque toute la période, et de $\frac{1}{3}$ pour cent à plus long terme. L'effet positif sur le niveau du PIB des pays non membres de l'OCDE est également assez sensible, à raison de près

Tableau 20. **Les effets de l'assainissement des finances publiques dans la zone OCDE par le biais de la réduction des dépenses publiques**

	2000	2010	2020	2030	2040	Equ.
OCDE						
Taux de croissance du PIB (% ann.)	0.06	0.11	-0.06	-0.02	-0.00	0.00
Niveau du PIB (%)	-0.01	1.06	0.86	0.43	0.35	0.36
Stock de capital (%)	-0.02	3.58	2.90	1.43	1.16	1.21
Consommation (% PIB)	0.38	1.18	2.25	2.23	2.14	2.13
Consommation publique (% PIB)	-0.75	-2.25	-2.25	-2.25	-2.25	-2.25
Investissement (% PIB)	0.33	1.03	0.01	0.05	0.14	0.15
Volume net d'exportations (% PIB)	0.04	0.03	-0.01	-0.02	-0.02	-0.03
Avoirs extérieurs nets (% PIB)	0.14	0.52	0.71	0.75	0.76	0.82
Dette publique nette (% PIB)	-2.17	-13.76	-20.02	-19.91	-19.51	-19.50
Impôts (% PIB)	-0.08	-1.32	-2.67	-2.88	-2.82	-2.80
Taux de change réel (%)	-0.63	-0.64	0.12	0.38	0.40	0.48
Taux d'intérêt réels	0.00	-0.29	-0.24	-0.12	-0.10	-0.10
Non OCDE						
Taux de croissance du PIB (% ann.)	0.05	0.04	-0.03	-0.01	0.00	-0.00
Niveau du PIB (%)	0.13	0.75	0.63	0.38	0.32	0.33
Stock de capital (%)	0.42	2.51	2.11	1.26	1.07	1.10
Consommation (% PIB)	0.46	0.11	-0.30	-0.52	-0.58	-0.67
Consommation publique (% PIB)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Investissement (% PIB)	0.55	0.74	0.02	-0.07	-0.04	-0.07
Volume net d'exportations (% PIB)	-1.01	-0.85	0.28	0.59	0.62	0.74
Avoirs extérieurs nets (% PIB)	-3.55	-13.39	-18.36	-19.31	-19.78	-21.12
Dette publique nette (% PIB)	-0.00	-0.04	-0.01	0.02	0.01	0.00
Impôts (% PIB)	-0.00	-0.02	-0.02	-0.01	-0.01	-0.01
Taux de change réel (%)	0.64	0.64	-0.12	-0.38	-0.40	-0.48
Taux d'intérêt réels	-0.04	-0.22	-0.19	-0.11	-0.10	-0.10

Note : La simulation montre les effets d'une réduction de l'endettement public en pourcentage du PIB de 20 points de pourcentage par le biais d'une baisse des dépenses courantes. Le chiffre de la dernière colonne indique les effets à long terme en régime d'équilibre.

de $\frac{3}{4}$ pour cent sur la période considérée. En ce qui concerne les pays non membres de l'OCDE, les consommateurs réagissent à la chute des taux d'intérêt réels en consommant davantage et en prélevant sur leur épargne. Dans le temps, ceci conduit à une augmentation de l'endettement net de ces pays vis-à-vis des pays de l'OCDE, qui compense largement l'accroissement du stock de capital et de richesse humaine. Il s'ensuit que les économies non membres de l'OCDE connaissent un léger fléchissement de la richesse et de la consommation à long terme et ce, en dépit de la hausse du niveau de production. Ceci s'explique par le fait que dans le long terme, une partie de la production doit être gelée pour le service de la dette extérieure nette et n'est donc pas disponible pour la consommation. Ce recul de la richesse relative se traduit également par une dépréciation du taux de change réel vis-à-vis de l'OCDE, cette dépréciation s'avérant toutefois négligeable à long terme.

Bien que l'endettement extérieur des principaux pays non membres de l'OCDE ne puisse plus être assimilé à une situation de surendettement, un recul des taux d'intérêt internationaux pourrait également avoir un effet positif sur les résultats de ces pays en matière de croissance, en allégeant le poids de la dette extérieure. Les effets positifs qui résulteraient d'un abaissement des taux d'intérêt de l'OCDE devraient être plus importants en Amérique centrale et en Amérique latine ainsi que dans certains pays à faible revenu d'Afrique et d'Asie dont la dette extérieure est importante et qui s'appuient davantage sur les marchés des capitaux internationaux pour financer les investissements nationaux que d'autres où les taux d'épargne nationale sont plus élevés. Une baisse des taux d'intérêt internationaux pourrait également soulager les tensions sur les systèmes financiers des pays qui ont entrepris de les restructurer (en Amérique latine et en Europe orientale).

NOTES

1. Il s'agit de l'Algérie, du Bangladesh, de la Chine, de la Colombie, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran, du Nigeria, du Pakistan, du Pérou, des Philippines, de l'Arabie Saoudite, de l'Afrique du Sud et du Venezuela, avec une référence également au Viêt-nam.
2. Les grandes lignes de la Phase 2 de l'Étude ont été présentées dans le Communiqué publié à l'issue de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, SG/PRESS (95)41 (OCDE 1995a).
3. L'analyse des aspects de l'étude touchant aux différents secteurs, produits et branches, à l'environnement et à l'énergie seront présentés dans un Rapport analytique distinct, voir OCDE (1997a et b).
4. Bien que les taux de croissance élevés de la productivité des années 60 puissent être considérés davantage comme une exception que comme la norme, la tendance de ces trois dernières décennies est nettement à la baisse pour l'essentiel de la zone.
5. Pour un examen détaillé des évolutions tendancielle de l'emploi et de la distribution des revenus du travail, voir « Inégalités de salaires, emplois à bas salaire et mobilité salariale », *Perspectives de l'emploi* de l'OCDE, juillet 1996.
6. Pour un examen approfondi des facteurs et des obstacles ayant contribué à la détérioration tendancielle de l'emploi dans la zone OCDE sur la période considérée, voir *l'Étude de l'OCDE sur l'emploi*, 1994.
7. Pour les États-Unis, ces comparaisons sont établies sur la base des statistiques actuellement disponibles qui ne prennent cependant pas pleinement en compte les modifications récemment introduites dans les principes de comptabilité nationale.
8. Pour retracer cette évolution, voir en particulier « Changement de cap en politique économique », OCDE, 1988.
9. Ces changements ont naturellement porté essentiellement sur l'importance et la fixation des priorités, la maîtrise des finances publiques et de l'inflation ayant toujours figuré relativement en bonne place dans la liste des objectifs d'action que se fixaient les gouvernements de l'OCDE.
10. Pour une étude plus détaillée sur ce point, voir « Interactions entre réforme structurelle, politique macroéconomique et performance économique », *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 59, juin 1996 et *Macroeconomic Policies and Structural Reform*, OCDE, 1996.

11. Une certaine prudence est nécessaire dans l'interprétation des données relatives à la production de l'ex-Union soviétique. On s'accorde généralement à penser que les statistiques officielles sous-estiment l'économie parallèle, qui a connu un développement rapide entre 1990 et 1995.
12. Ces comparaisons entre pays sont établies à partir des parités de pouvoir d'achat (PPA) de 1992. Pour plus de détails, voir l'encadré sur les « Parités de pouvoir d'achat ».
13. Tout comme un certain nombre d'autres tableaux et graphiques cités dans la présente section, le graphique 7 comporte des comparaisons à la fois rétrospectives et prospectives. Ces derniers scénarios sont décrits plus en détail dans la suite de ce document.
14. La méthodologie diffère d'une étude à l'autre. Lorsque le niveau d'instruction est explicitement pris en compte, en distinguant la main-d'œuvre qualifiée de la main-d'œuvre non qualifiée (Collins et Bosworth, 1996), la croissance de la PTF tend à chuter.
15. Au cours de la période 1960-1973, le taux de croissance du PIB réel du Japon a atteint en moyenne 10 pour cent par an, dont 48 pour cent au titre du capital, 18 pour cent au titre de la main d'œuvre et 34 pour cent au titre de la productivité totale des facteurs (voir Kuroda *et al.*, 1987 et Jorgensen et Kuroda, 1990).
16. Les taux de dépendance mentionnés ici sont mesurés par le rapport entre la population « non en âge de travailler » (moins de 16 ans et plus de 65 ans) et la population « en âge de travailler ». Le très fort pourcentage cité pour l'Afrique subsaharienne résulte des niveaux relativement élevés de la population de moins de 16 ans, qui s'expliquent à leur tour par des taux de naissance élevés.
17. Exprimés en PPA de 1992.
18. Les économies planifiées étaient également caractérisées par des niveaux très faibles d'inégalité des revenus dans les années 60 et 70. Le processus de transition s'est par ailleurs accompagné d'un clivage de la distribution des revenus.
19. Pour plus d'informations sur la question des réformes en Chine et sur leurs effets économiques, voir Bell *et al.* (1993), Perkins (1994), Sachs et Woo (1996), Hu et Khan (1996) et Banque mondiale (1996).
20. Il existe cependant des problèmes de mesure du déficit budgétaire en ce qui concerne la Chine. Alors que les estimations du FMI indiquent un déficit consolidé pour le gouvernement central et local de l'ordre de 2.5 pour cent du PIB, des estimations plus complètes, incorporant notamment le financement par la banque centrale des Entreprises d'État, sont bien supérieures, voir Tseng *et al.*, (1994), McKinnon (1994) et Wang *et al.* (1993).
21. Pour un examen approfondi et actuel des différents éléments de réformes dans les économies non membres de l'OCDE, voir Rodrik (1996) et Krueger (1993). Ces auteurs fournissent également des éléments de discussion sur les coûts initiaux des réformes, qui ne sont pas évoqués ici.
22. Même si les Accords européens d'association avec la Communauté européenne ont donné une impulsion aux échanges avec les pays d'Europe centrale et orientale dont le niveau était auparavant très faible.

23. Sur toute la période, la part des exportations américaines et japonaises à destination des pays d'Asie non membres de l'OCDE et des importations en provenance de ces pays a augmenté de 10 points en pourcentage.
24. Globalement, Hong-Kong, Chine représente les deux tiers du stock d'IDE de la Chine, même si ces chiffres sont influencés par les allers et retours des capitaux chinois rapatriés *via* Hong-Kong, Chine. Selon les estimations d'experts indépendants, ce chiffre pourrait représenter près du quart de l'IDE à destination de la Chine, soit près de 7 milliards de dollars des États-Unis sur les 45 milliards au total dont a bénéficié l'Asie en 1993.
25. La théorie de la croissance endogène insiste sur le fait que la croissance économique résulte en partie du comportement des agents économiques et peut donc être influencée par les politiques adoptées, niant ainsi la nature purement exogène du progrès technique postulée par la théorie néoclassique type.
26. Selon les auteurs, un pays est réputé avoir une politique commerciale « fermée » s'il présente l'une au moins des cinq caractéristiques suivantes : un niveau élevé d'obstacles non tarifaires et des taux de droits de douane moyens ; une prime de taux de change sur le marché parallèle ; un système économique socialiste ; ou un monopole d'État sur les grandes exportations. Ils concluent qu'entre 1970 et 1989, les économies ouvertes ont connu une croissance supérieure d'environ 2.5 pour cent en moyenne à celle des économies fermées. Ces indicateurs ont toutefois été contestés au motif qu'ils constituent une mesure allant au-delà des simples politiques commerciales, qu'ils sont assez subjectifs et qu'ils tendent à exagérer les différences entre les pays en raison de leur nature qualitative.
27. Après avoir passé en revue différents travaux en vue de déterminer si la libéralisation des échanges a entraîné une hausse de la productivité, Havrylyshyn (1990) n'a pu étayer solidement cette hypothèse, et une récente étude sur sept économies asiatiques conclut tout au plus à l'existence de faibles indices prouvant que la libéralisation des échanges a stimulé la croissance de la productivité totale des facteurs (Urata, 1994). A partir d'une série d'études de cas, Taylor (1991) conclut également que la libéralisation des échanges peut entraîner une érosion coûteuse de la consommation, les avantages en termes de hausse de la croissance du PIB restant faibles.
28. Voir Gemmel (1996) qui établit des régressions transversales sur les moyennes de 1960-1985 pour un échantillon de pays du monde entier.
29. Barro et Sala-i-Martin (1995) établissent un taux annuel de rendement de l'enseignement public de l'ordre de 20 pour cent, en utilisant des techniques de variables instrumentales pour tenir compte des effets de causalités simultanés.
30. Les variables explicatives utilisées par Gemmel (1996) incluent le stock initial de capital humain (c'est-à-dire la part de la population active disposant des qualifications du capital humain) ainsi que l'accumulation ultérieure, par niveau (à savoir primaire, secondaire et universitaire). Les résultats sont différents au niveau du sous-échantillon de pays : le capital humain du niveau primaire apparaît important dans les pays moins développés les plus pauvres et le capital humain du niveau secondaire plus important dans les pays moins développés « intermédiaires », alors que les effets du capital humain de niveau universitaire sont plus forts dans les pays de l'OCDE.

31. Selon la Banque mondiale (1993), l'accroissement du capital humain et de l'investissement nationale privé ont été les deux moteurs principaux de la croissance dans les pays de l'Asie du Sud-Est. De fortes proportions des revenus nationaux ont été consacrées à l'éducation : la chute du taux de croissance de la population – liée en partie à l'élévation du niveau d'instruction – a permis un relèvement des dépenses par élève et donc de la qualité de l'enseignement ; l'affectation des ressources essentiellement en faveur de l'éducation de base de préférence à l'enseignement supérieur est également l'un des facteurs considérés comme décisifs dans la réussite de ces pays.
32. Sur le lien entre croissance, équité et distribution, voir *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 60, décembre 1996.
33. Pour une description plus détaillée des méthodes de projection et des regroupements par pays, voir les encadrés intitulés « Classification des pays » et « Méthodes de construction des scénarios ».
34. La méthodologie générale utilisée est semblable à celle qui sert à estimer la production potentielle, décrite par *Giorno et al.* (1995). Les estimations pour le moyen terme se basent sur les projections récentes qui supposent que l'écart entre la production effective et la production potentielle sera progressivement éliminé, que la croissance de la productivité retrouvera sa tendance et que les taux de chômage reviendront à leurs niveaux structurels d'ici 2001. Ensuite, il est supposé que la production effective et la production potentielle se rejoindront, sauf fluctuations cycliques possibles.
35. ONU (1994 et 1996), Banque mondiale (1995).
36. Pour une analyse détaillée de cette influence, se reporter à la dernière section de ce document. Le taux de dépendance est mesuré par le rapport entre la population n'étant pas en âge de travailler – moins de 15 ans ou plus de 65 ans – et la population en âge de travailler.
37. Voir l'encadré « Les effets chiffrés d'une réforme de l'action des pouvoirs publics ».
38. Les effets du vieillissement sur la croissance résultent en partie du fait que l'on suppose que l'âge de la retraite demeure inchangé. Si les travailleurs demeuraient productifs plus longtemps et si l'âge du départ en retraite était relevé, l'effet du fléchissement de la croissance (et du niveau ultérieur) de la population active serait partiellement neutralisé.
39. Même s'il est prévu que les taux de croissance réels de la production aux États-Unis seraient légèrement supérieurs à ceux du Japon pour une bonne partie des premières années du XXI^e siècle, les revenus par habitant du Japon connaîtraient une progression plus rapide, la population demeurant relativement stable.
40. Ces comparaisons sont établies sur la base de PPA de 1992. Comme l'indique le tableau 17, l'utilisation de pondérations des taux de change différentes conduit à des chiffres différents pour les parts de PIB en fonction des positions de départ, les PPA affectant une pondération plus importante aux pays non membres de l'OCDE (voir également l'encadré « Parités de pouvoir d'achat »).
41. A cet égard, le scénario de croissance plus lente peut être considéré comme un scénario modérément pessimiste comparé à l'échec chronique.

42. Le modèle utilisé ici est une version préliminaire du modèle Minilink, une extension du modèle de croissance néoclassique à deux facteurs (capital et travail), dans lequel les taux d'intérêt réels sont déterminés par la productivité marginale du capital. Les caractéristiques importantes en sont que les stocks d'actifs (stock de capital, avoirs extérieurs nets et obligations détenues par l'État) sont modélisés en fonction des flux. En équilibre constant, ces flux garantissent la stabilité du ratio actifs financiers/revenus et la mobilité parfaite du capital est supposée, de sorte que les taux de change sont déterminés par rapport à la condition de parité des taux d'intérêt non couverts. La consommation est directement mise en relation avec la richesse (dont la définition inclut « la richesse du capital humain » égale à la valeur actuelle nette des revenus futurs du travail), la propension à consommer la richesse étant mise en relation avec le taux de dépendance. Cette version du modèle considérée ici couvre deux régions mais elle est en cours d'extension et couvrira également trois groupes de pays de l'OCDE et deux groupes hors OCDE. Pour plus de détails, voir l'Annexe consacrée au « Modèle Minilink ».
43. Masson et Tryon (1990) adoptent une démarche analogue en utilisant le modèle macroéconomique de l'économie mondiale MULTIMOD du FMI.
44. Les auteurs ne s'accordent pas tous sur cette hypothèse classique du « cycle de vie » (voir plus loin pour plus de détails).
45. Une population active plus âgée peut être moins dynamique et innovante, et donc avoir un effet négatif sur la croissance de la productivité, et par ailleurs une rareté relative de la main-d'œuvre peut avoir un effet stimulant sur le progrès technique et donc favoriser la croissance de la productivité. D'autres réflexions sur ce sujet sont envisagées dans le cadre du futur programme de travail du Secrétariat sur le vieillissement de la population.
46. Les effets sur la croissance sont temporaires et, à long terme, ce sont les niveaux de l'offre de main-d'œuvre et de production qui sont affectés à titre permanent.
47. Masson et Tryon (1990) supposent qu'une hausse d'un point de pourcentage du taux de dépendance entraîne la diminution du taux d'épargne privée de 1.10 points de pourcentage, un effet bien plus important que celui estimé par Masson *et al.* (1995a et b) et reporté dans la présente analyse de simulation.
48. La question de savoir dans quelle mesure le vieillissement de la population fait effectivement augmenter les dépenses de santé est très débattue. Si, par exemple, la plupart des dépenses de santé supportées par les personnes âgées le sont dans les mois qui précèdent leur décès, le basculement vers des populations plus âgées n'impliquerait pas nécessairement une hausse des dépenses.
49. Cette dernière estimation est une moyenne obtenue par combinaison de chiffres se rapportant aux quatre principales économies européennes, bien qu'il existe des écarts importants par rapport à cette moyenne, le pourcentage relatif à l'Italie étant considérablement plus élevé et celui relatif au Royaume-Uni beaucoup plus faible. L'ampleur du problème est donc très variable au sein de l'Europe en fonction des systèmes.
50. Pour éviter une situation dans laquelle le ratio dette/PIB deviendrait explosif, il est supposé que bien que l'augmentation des dépenses primaires se traduise par un accroissement de l'endettement net, les impôts sont relevés pour couvrir les charges supplémentaires du service de la dette.

51. Des mesures spécifiques ont été envisagées dans les travaux sur les répercussions du vieillissement démographique présentés aux ministres de l'OCDE en 1996, voir OCDE (1996*b*). Une seconde phase des travaux sera présentée aux Ministres de l'OCDE en 1998.
52. La mobilité accrue des capitaux internationaux est démontrée par la corrélation moindre entre les taux nationaux d'épargne et d'investissement.
53. Pour que les ratios d'endettement net se stabilisent, il faudrait que le solde primaire soit égal au produit du ratio d'endettement et de l'écart entre les taux d'intérêt réels et le taux de croissance de la production.
54. Par exemple, Alogoskoufis et Van der Ploeg, 1991, décrivent un modèle de croissance endogène dans lequel les augmentations de la dette publique mondiale ont un effet permanent sur la croissance de la production.

BIBLIOGRAPHIE

- AITKEN B., G.H. HANSON et A.E. HARRISON (1994), « Spillovers, foreign investment and export behavior », *NBER Working Paper* n° 4967.
- ALESINA A., M. DE BROEK, A. PRATI et G. TABELLINI (1993), « Default risk on government debt in OECD Countries », *Economic Policy: A European Forum*, octobre, pp. 428-63.
- ALESINA A. et D. RODRIK (1994), « Distributive politics and economic growth », *Quarterly Journal of Economics* 109, mai, pp. 465-90.
- ALESINA A et R. PEROTTI (1994), « The political economy of growth: a survey of the recent literature », *Revue économique de la Banque mondiale*, vol. 8, n° 3, septembre.
- AIOGOSKOUFIS G. et VAN DER PLOEG (1991), « Debts, deficits and growth in interdependent economies », *CEPR discussion paper* n° 533.
- ANDERSEN P. et D. GRUEN (1995), « Macroeconomic policies and growth », in P. Andersen, J. Dwyer et D. Gruen (éd.), *Productivity and Growth*, Reserve Bank of Australia.
- APEC (1995), *1995 APEC Economic Outlook*, novembre 1996.
- ASCHAUER, D.A. (1989), « Is public expenditure productive? », *Journal of Monetary Economics*, 23(2).
- BACKUS, D., T. KEHOE et P. KEHOE (1992), « In search of scale effects in trade and growth », *Federal Reserve Bank of Minneapolis Staff Report* n° 152.
- BALDWIN, R.E. (1994), « Les effets des échanges et de l'investissement direct international sur l'emploi et les salaires relatifs », *Revue économique de l'OCDE*, n° 23.
- BANQUE MONDIALE (1993), *The East Asian Miracle*, Oxford University Press.
- BANQUE MONDIALE (1995), *World Population Projections*.
- BANQUE MONDIALE (1996), *The Chinese Economy: Fighting Inflation, Deepening Reforms*.
- BARRO, R.J. (1995), « Inflation and economic growth », *Bank of England Quarterly Bulletin*, vol. 35, n° 2, mai 1995.
- BARRO, R.J. et J. SALA-I-MARTIN (1995), *Economic Growth*.
- BAUMOL, W., R.R. NELSON et E.N. WOLFF (éd.) (1994), *Convergence of Productivity: Cross-National Studies and Historical Evidence*, Oxford University Press, New York.
- BAYOUMI, T., D. COE et E. HELPMAN (1996), « R&D spillovers and global growth », *CEPR Discussion Paper* n° 1467, août 1996.

- BELL, M.W., H.E. KHOR, K. KOCHHAR, J. MA, J.S. N'GUIAMBA et R. LALL (1993), « China at the threshold of a market economy », *Occasional paper* n° 107, FMI, Washington.
- BEN-DAVID, D. (1996), « Trade and convergence among countries », *Journal of International Economics*.
- BERTHELEMY, J.C. et A. VAROUDAKIS (1996), *Politiques de développement financier et croissance*, Série « Croissance à long terme », Études du Centre de Développement, OCDE, Paris.
- BERTHELEMY, J.C., S. DESSUS et A. VAROUDAKIS (1996), « Human capital and growth: the role of trade regime », Centre de Développement de l'OCDE, mimeo, juillet.
- BIRDSALL, N., D. ROSS et R. SABOT (1995), « Inequality and growth reconsidered: lessons from East Asia », *The World Bank Economic Review*, vol. 9, n° 3, septembre.
- BLOMSTROM, M. et A. KOKKO (1996), « Multinational corporations and spillovers », *CEPR Discussion Paper*, n° 1365.
- BLOMSTROM, M., R.E. LIPSEY et M. ZEJAN (1992), « What explains developing country growth? », *NBER Working Paper* n° 4132.
- BLONDAL, S. et D. PILAT (1997), « Les avantages économiques de la réforme réglementaire », *Revue économique de l'OCDE*, n° 28, 1997/1.
- BORENSZTEIN, E., J. GREGORIO, J.W. LEE (1995), « How does foreign direct investment affect economic growth? », *NBER Working Paper* n° 5057.
- BORSCH-SUPAN, A. (1995b), « Les effets du vieillissement de la population sur l'épargne, l'investissement et la croissance dans la zone OCDE », in OCDE, 1996.
- BOSWORTH, B. (1995b), « Perspectives de l'épargne et de l'investissement dans les pays industrialisés », in OCDE, 1996.
- BOSWORTH, B., S.M. COLLINS et Y.C. CHEN (1995), « Accounting for differences in economic growth », *Brookings Discussion Papers in International Economics* n° 115, octobre.
- BRUNO, M., M. RAVALLION et L. SQUIRE (1996), « Equity and growth in developing countries: old and new perspectives on the policy issues », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 1563, janvier.
- CNUCED (1995), *World Investment Report 1995*, Genève.
- COE, D.T. et E. HELPMAN (1995), « International R&D spillovers », *European Economic Review*, vol. 39.
- COLLINS, S.M. et B. BOSWORTH (1996), « Economic growth in East Asia: accumulation versus assimilation », *Brookings Discussion Papers on Economic Activity*, n° 2.
- CUTLER, D.M., J.M. POTERBA, L.M. SHEINER et L.H. SUMMERS (1990), « An ageing society: opportunity or challenge? », *Brookings Discussion Papers on Economic Activity*, n° 1.
- DE GREGORIO, J. (1993), « Inflation, taxation and long-run growth », *Journal of Monetary Economics*, 31.
- DE GREGORIO, J. (1992a), « The effects of inflation on economic growth: lessons from Latin America », *European Economic Review*, 36.

- DE GREGORIO, J. (1992b), «Economic growth in Latin America», *Journal of Development Economics*, vol. 39, n° 1, pp. 59-84.
- DESSUS, S. et R. HERRERA (1996), «Le rôle du capital public dans la croissance des pays en voie de développement au cours des années 80», Document technique n° 115, Centre de Développement de l'OCDE.
- DOWRICK, S. (1995), «The determinants of long-run growth», in P. Andersen, J. Dwyer et D. Gruen (éd.), *Productivity and Growth*, Reserve Bank of Australia.
- EASTERLY, W. et S. REBELO (1993), «Fiscal policy and economic growth», *Journal of Monetary Economics*, vol. 32.
- EDEY, M. (1994), «Coûts et avantages du passage d'une faible inflation à la stabilité des prix», *Revue économique de l'OCDE*, hiver.
- EDWARDS, S. (1995), «Why are saving rates so different across countries? : an international comparative analysis», NBER Working Paper Series, n° 5097, avril.
- EICHENGREEN, B. (1994), «Institutional prerequisites for economic growth: Europe after World War II», *European Economic Review*, n° 38.
- ENGLANDER, A.S. et A. GURNEY (1994), «La productivité dans la zone de l'OCDE: les déterminants à moyen terme», *Revue économique de l'OCDE* n° 22, printemps.
- FARUQEE, H. et A.M. HUSAIN (1995), «Savings trends in Southeast Asia: a cross-country analysis», *IMF Working Papers*, n° WP/95/39, avril.
- FELDSTEIN, M. (1994), «The effects of outbound foreign direct investment on the domestic capital stock», *NBER Working Paper*, n° 4668.
- FONTAGNE, L. (1996), «The links between FDI and trade: empirical evidence for US and French industries (1984-1994)», DSTI/EAS/IND/WP9(96)5.
- FORD, R. et D. LAXTON (1995), «World public debt and real interest rates», *IMF Working Paper*, WP/95/30, mars.
- FORD, R. et P. PORET (1991), «Infrastructures et productivité du secteur privé», *Revue économique de l'OCDE*, automne.
- FRANCOIS, J.F., B. MCDONALD et H. NORDSTROM (1994), «The Uruguay Round: a global general equilibrium assessment», document présenté à la conférence intitulée «Challenges and Opportunities for East Asian Trade», Canberra, Australie, 13-14 juillet.
- GEMMEL, N. (1996), «Evaluating the impacts of human capital stocks and accumulation on economic growth: some new evidence», *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, vol. 58, n° 1, février.
- GIORNO, C., P. RICHARDSON, D. ROSEVEARE et P. VAN DEN NOORD (1995), «Production potentielle, écarts de production et soldes budgétaires structurels», *Revue économique de l'OCDE*, n° 24, 1995/I.
- GOLDIN, I. et D. VAN DER MENSBRUGGHE (1992), «La libéralisation des échanges: quel enjeu?», *Centre de Développement de l'OCDE, Cahier de politique économique* n° 5.
- GRAHAM, E.M. (1995), «Foreign direct investment in the world economy», *IMF Working Paper*, WP/95/59.

- GROUPE DES DIX, ÉTUDE (1995), «Saving, investment and real interest rates», Étude des Délégués.
- GROSSMAN, G.M. et E. HELPMAN (1992), «Innovation and Growth: Technological Competition in the Global Economy», MIT Press, Boston.
- GROVES, T. Y. YOUNG, J. McMILLAN, B. NAUGHTON (1996), «Productivity growth in Chinese state-run industry», in D. Fureng, C. Lin et B. Naughton, *China's State-Owned Enterprise Reforms*, Londres, Macmillan.
- HAVRYLYSHYN, O. (1990), «Trade policy and productivity gains in developing countries», *World Bank Research Observer*, 5, n° 1, janvier.
- HENIN, P.Y. et P. RALLE (1994), «Les nouvelles théories de la croissance – quelques apports pour la politique économique», *Revue économique*, numéro hors série.
- HIEMENZ, U. et N. FUNKE (1994), «The experience of developing countries with macroeconomic stabilisation and structural adjustment», in Lee et Reisen (sous la direction de), *Documents du Centre de Développement – De la réforme à la croissance : la Chine et d'autres pays en transition en Asie et Europe centrale et orientale*, OCDE, Paris.
- HILL, P. (1986), «Structure des prix internationaux et parités de pouvoir d'achat», *Revue économique de l'OCDE*, n° 6, printemps.
- HU, Z. et KHAN, M.S. (1996), «Why is China growing so fast?», *IMF Working Paper*, n° WP/996/75, juillet.
- HUFBAUER, G., D. LAKDAWALLA et A. MALANI (1994), «Determinants of direct foreign investment and its connection to trade», *UNCTAD Review*.
- JORGENSEN, D.W. et M. KURODA (1990), «Productivity and international competitiveness in Japan and the United States, 1960-85», in C. Hulton (sous la direction de), *Productivity Growth in Japan and the United States*, University of Chicago Press.
- JUDSON, R. et A. ORPHANIDES (1996), «Inflation, volatility and growth», *Finance and Economics Discussion Series* n° 96-19 (Federal Reserve Board).
- KIM, J.J. et LAU L.J. (1994), «The sources of economic growth of the East Asian newly industrialized countries», *Journal of the Japanese and International Economies* 8(3).
- KOKKO, A. (1996), «Productivity spillovers from competition between local firms and foreign affiliates», *Journal of International Development*, vol. 8, pp. 517-30.
- KRUEGER, A. (1993), «Political economy of policy reform in developing countries», MIT Press, Cambridge.
- KRUGMAN, P. (1995), «The myth of Asia's miracle», *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 6.
- KURODA, M., K. YOSHIOKA, M. SHIMIZU (1987), «Economic growth: factor analysis and spillover effects among industrial sectors» in K. Hamada (sous la direction de), *Macro Analysis of the Japanese Economy*, University of Tokyo Press (en japonais).
- KUZNETS, S. (1955), «Economic growth and income inequality», *American Economic Review*, 45.
- LEE, C.H. et H. REISEN (1994), *Documents du Centre de Développement - De la réforme à la croissance : la Chine et d'autres pays en transition en Asie et Europe centrale et orientale*, OCDE, Paris.

- LEIBFRITZ, W., D. ROSEVEARE, D. FORE et E. WURZEL (1995), « Vieillesse démographique, régimes de retraite et budgets publics: leur incidence sur l'épargne », in OCDE (1995).
- LEVINE R. et S. ZERVOS (1993), « Looking at the facts: what we know about policy and growth from cross-country analysis », *World Bank Policy Research Working Paper* n° 115.
- MADDISON, A. (1995), « L'économie mondiale 1820-1992 – Analyse et statistiques », OCDE, Paris.
- MANKIW, G. (1995), « The growth of nations », *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 1.
- MASSON, P.R. et R.W. TRYON (1990), « Macroeconomic effects of projected population ageing », *IMF Working Paper*, WP/90/5, janvier.
- MASSON, P.R., T. BAYOUMI et H. SAMIEI (1995), « International evidence on the determinants of private saving », *IMF Working Paper*, WP/95/51, mai.
- MASSON, P.R., T. BAYOUMI et H. SAMIEI (1995), « Saving behaviour in industrial and developing countries », Études pour les *Perspectives économiques mondiales*.
- MCKINNON, R.I. (1991), « Order of economic liberalization: financial control in the transition to a market economy », John Hopkins University Press.
- MCKINNON, R.I. (1994), « Gradual versus rapid liberalisation in Socialist economies », *Institute of Contemporary Studies*, San Francisco, 1994.
- MESSERLIN, P.A. (1995), « L'impact du commerce et des mouvements de capitaux sur le travail: une analyse du cas français », *Revue économique de l'OCDE*, n° 24.
- MORISSET, J. et C. REVOREDO (1995), « Savings and education: a life-cycle model applied to a panel of 74 countries », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 1504, août.
- MUNNEL, A.H. (1992), « Policy watch: infrastructure investment and economic growth », *Journal of Economic Perspectives*, 6(4).
- NADIRI, M.I. (1993), « Innovations and technological spillovers », *NBER Working Papers* n° 4423.
- NEHRU, V., E. SWANSON, A. DUBEY (1993), « A new database on human capital stock, sources, methodology and results », WPS1124, Banque mondiale, avril.
- O'DONOVAN, B., A. ORR et D. RAE (1996), « A world interest rate model », *National Bank of New Zealand Financial Research Paper* n° 7, novembre.
- OCDE (1988), *Changement de cap en politique économique*, Paris.
- OCDE (1992), *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles*, Paris.
- OCDE (1994a), « Le marché intérieur de la CE : mise en œuvre et conséquences économiques », *Revue économique de l'OCDE*, n° 23, hiver 1994.
- OCDE (1994b), *L'étude de l'OCDE sur l'emploi*, Paris.
- OCDE (1995a), *Communiqué ministériel OCDE*, SG/PRESS(95)41, Paris.
- OCDE (1995b), *Vers une pénurie mondiale des capitaux : menace réelle ou pure fiction ?*, Paris.
- OCDE (1995c), *The New World Trading System*, Paris (en anglais).

- OCDE (1996a), « Macroeconomic Policies and Structural Reform », Paris (en anglais).
- OCDE (1996b), « Le vieillissement dans les pays de l'OCDE – Un défi fondamental pour la politique », *Etudes de politique sociale*, n° 20, Paris.
- OCDE (1996c), *Etudes économiques de l'OCDE : Corée*, Paris.
- OCDE (1997), BLONDAL S. et D. PILAT « Chapitre 1 : Effets macro-économiques de la réforme de la réglementation », *Rapport de l'OCDE sur la réforme de la réglementation, vol. II : Études thématiques*, pp. 21-213, Paris.
- OCDE (1997a), « Vers une nouvelle ère mondiale : Défis et opportunités », *Rapport d'orientation*, Paris.
- OCDE (1997b), « Vers une nouvelle ère mondiale : Défis et opportunités », *Rapport analytique*, Paris.
- ONU (1994), *World Population Prospects, 1950-2050*, New York.
- ORR, A., M. EDEY et M. KENNEDY (1995a), « Taux d'intérêt réels à long terme: indications fournies par les séries chronologiques groupées », *Revue économique de l'OCDE* n° 25, 1995/II.
- ORR, A., M. EDEY et M. KENNEDY (1995b), « The determinants of real long-term interest rates: 17 country pooled-time-series evidence », *OECD Economics Department Working Paper* n° 155 (en anglais).
- PAGE, J. (1994), « The East Asian miracle: four lessons for development policy », in *NBER Macroeconomics Annual*, S. Fischer et J.J. Rotemberg (sous la direction de), MIT Press, Cambridge, Massachusetts.
- PERKINS, D. (1994), « Completing China's move to the market », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 8, n° 2, pp. 23-46.
- PERSSON, T. and G. TABELLINI (1994), « Is inequality harmful for growth? Theory and evidence », *American Economic Review*, 84, pp. 600-21.
- PETERSEN, C.E. (1992), « Trade conflict and resolution methodologies », *American Economic Review*, vol. 82, n° 2, Mai.
- PETRI, P.A. (1993), *The Lessons of East Asia: Common Foundations of East Asian Success*, Banque mondiale.
- REISEN, H. (1995), « Épargne des pays en développement et pénurie mondiale de capitaux », in OCDE (1995b).
- RODRIK, D. (1994), « King Kong meets Godzilla: the World Bank and the East Asian miracle », *CEPR Discussion Paper Series*, n° 944.
- RODRIK, D. (1996), « Understanding economic policy reform », *Journal of Economic Literature*, vol. XXXIV, mars.
- SACHS, J. and A. WARNER (1995), « Economic reform and the process of global integration », *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 1.
- SACHS, J. and W.T. WOO (1996), « China's transition experience reexamined », *Transition*, vol. 7, n° 3-4, Banque mondiale.

- SCHMIDT-HEBBEL, K., L. SERVÉN, and A. SOLIMANO (1995), *Saving and Investment: paradigms, Puzzles, Policies*, Banque mondiale.
- STIGLITZ, J.E. (1996), «Some lessons from the East Asian miracle», *The World Bank Research Observer*, vol. 11, n° 2, août, pp. 151-77.
- TANZI, V. and H.H. ZEE (1996), «Fiscal policy and long-run growth», *IMF working Paper*, WP/96/119, octobre.
- TAYLOR, L. (1991), *Varieties of Stabilization Experience: Towards Sensible Macroeconomics in the Third World*, Clarendon Press, Oxford.
- TSENG, W., H.E. KHOR, K. KOCHHAR, D. MIHALJEK and D. BURTON (1994), «Economic reform in China, A new phase» *IMF Occasional Paper n° 114*, Washington 1994.
- URATA, S. (1994), «Trade liberalisation and productivity growth», *Journal of Institute of Developing Economies*, XXXII, n° 4, décembre.
- WANG, C., HEADY and WOO, W.T. (1993) «Economic Reform and Fiscal management in Asia», Banque asiatique de développement, février.
- WOO, W.T., W. HAI, J. JIN and G. FAN 1994, «How successful has Chinese enterprise reforms been? Pitfalls in opposite biases and focus», *Journal of Comparative Economics*, n° 18.
- YOUNG, A. (1995), «The Tyranny of Numbers: Confronting the Statistical Realities in Asia», Banque asiatique de développement, février.

LE MODÈLE MINILINK

Minilink est un modèle dynamique structurel élaboré à l'OCDE dans le but spécifique d'examiner les questions liées aux mesures susceptibles d'avoir des répercussions à moyen et à long terme dans le cadre des liens entre pays membres de l'OCDE et non membres de l'OCDE. La structure du modèle se fonde explicitement sur la théorie économique et elle vise à la réalisation d'un équilibre stable à long terme à la suite d'un choc économique. Ce modèle est construit sur la base de principes d'optimisation appliqués à des agents individuels et à des unités économiques, les décisions optimales étant prises et agrégées en vertu des conditions d'équilibre général existant sur les marchés et compte tenu des contraintes budgétaires intertemporelles privées et publiques. Une brève description d'une version préliminaire du modèle utilisée pour la simulation décrite dans le corps du texte est reproduite ci-après, accompagnée de références annotées aux équations énumérées à la fin de cette annexe.

Le modèle de base couvre deux blocs régionaux calibrés pour être les plus proches de la zone OCDE et de la zone hors OCDE*. Il existe essentiellement trois types d'agents dans chacun des deux blocs : les ménages (consommateurs), les entreprises et le gouvernement. Les agents sont supposés avoir une interaction sur deux grands marchés, celui des marchandises et celui des actifs financiers. Chaque zone est supposée se spécialiser dans la production d'un seul produit, échangé en tant que substituts imparfaits. Ceci permet au prix relatif entre les deux produits – ou taux de change réel – de s'ajuster à la suite de différents types de chocs. Les agents sont supposés détenir trois types d'actifs – capitaux, titres publics et avoirs extérieurs nets – qui sont considérés comme de parfaits substituts sur les marchés financiers internationaux. En conséquence, les agents des deux zones sont confrontés au même taux d'intérêt réel, une fois prises en compte les fluctuations anticipées des taux de change réels.

* La structure du modèle est actuellement élargie pour inclure une plus large palette de pays;

LE SECTEUR DE LA PRODUCTION

Le secteur de la production dans chaque zone est supposé être composé d'un grand nombre d'entreprises qui interviennent dans un contexte de concurrence parfaite. La technologie de la production se caractérise par une fonction de Cobb-Douglas à deux facteurs (capital et travail) qui s'accompagne d'un progrès technique exogène propre à accroître le facteur travail (équation [1]). Un élément essentiel de la technologie Cobb-Douglas est l'homogénéité linéaire de la production par rapport aux intrants: autrement dit, la production se caractérise par des rendements d'échelle constants et, en conséquence, seul le ratio optimal des intrants peut être calculé à partir des conditions d'optimisation des bénéfices (équation [2]). Le niveau absolu de ces intrants et donc l'échelle de production ne peuvent être déterminés par la seule technologie. Dans le modèle, le niveau des intrants et de la production sont par conséquent déterminés par la disponibilité du travail qui est fixée de manière exogène.

LE SECTEUR DE L'ÉTAT

L'État est supposé lever les impôts sur les revenus du travail et acheter des biens consommables, mais il n'apporte aucune contribution à la production ou au stock de capital. L'un des principaux objectifs du modèle étant d'examiner les effets à long terme des politiques budgétaires, l'État est autorisé à faire des déficits et à accumuler de la dette, mais il doit néanmoins faire face à une contrainte budgétaire qui est que les impôts et/ou les dépenses doivent être ajustés pour préserver la stabilité du ratio endettement/production en situation d'équilibre constant (équation [3]).

LE SECTEUR DES MÉNAGES

Le secteur des ménages suppose que les consommateurs, contrairement à l'État, prennent leurs décisions d'épargne et de consommation en se fixant un horizon fini. Ce cadre repose sur la notion de générations emboîtées mais, afin de faciliter l'agrégation, il se fonde sur Blanchard (1985) en supposant que chaque consommateur est confronté à une probabilité constante de décès, quel que soit son âge. Chaque période voit la naissance d'une nouvelle cohorte ou génération de consommateurs. Il est également supposé que les gens de générations différentes ne sont pas liés entre eux et ne font pas de legs. La combinaison de ces hypothèses liées – taux de natalité positif et absence de transferts inter-générationnels – entraîne l'absence de neutralité de la dette (Équivalence Ricardienne) dans le modèle.

En situation d'équilibre, la consommation est une fonction du stock de richesse, lequel inclut la richesse financière et la richesse humaine (équation [6]). La propension à consommer de la richesse dépend de la probabilité de décès et

du taux de préférence temporelle, qui peut être vu comme un ajustement pour tenir compte de l'évolution du taux de dépendance. Ainsi, les populations des pays de l'OCDE, qui connaissent un vieillissement plus rapide, peuvent voir leur taux collectif de préférence temporelle s'élever par rapport à celui des pays non membres de l'OCDE. La richesse financière est mesurée comme la somme des capitaux, des titres publics et des créances nettes sur l'étranger (équation [5]). La richesse humaine est mesurée comme la valeur actuelle des revenus nets futurs du travail pour tous les consommateurs qui sont actuellement en vie (équation [4]).

LE SECTEUR ÉTRANGER

Afin de réduire au maximum le nombre des prix relatifs du modèle, il est supposé que seuls les consommateurs achètent des biens, tant au niveau national que sur les marchés étrangers. En conséquence, le modèle est complété par une fonction type d'importation dans chaque zone qui dépend de la consommation et du taux de change réel (équations [7], [8] and [9]).

CONDITIONS D'ÉQUILIBRE

Le modèle comporte deux variables clés qui s'ajustent pour assurer l'équilibre sur le marché financier et sur celui des produits : le taux d'intérêt réel et le taux de change réel. Le taux d'intérêt réel s'ajuste pour garantir que le stock d'actifs au niveau mondial est en équilibre (c'est-à-dire que la somme des avoirs extérieurs nets dans les deux zones est égale à zéro) (équation [13]). Les taux d'intérêt réels peuvent être différents d'une zone à l'autre, dans la mesure où ceci traduit une anticipation de modifications futures du taux de change. Ainsi, le rôle du taux de change réel est de garantir que, dans chaque zone, la demande agrégée est égale à l'offre agrégée. Dans l'équilibre à long terme, lorsque le taux de change réel est stable, le taux d'intérêt réel s'égalise entre tous les pays.

LES PRINCIPAUX LIENS DANS UN BLOC RÉGIONAL TYPE

Lors de la simulation, le modèle est d'abord résolu pour la situation d'équilibre à long terme, ce qui donne les « conditions terminales » pour les variables d'anticipation prospectives (« rationnelles ») compatibles avec le modèle, le taux de change réel, les taux d'intérêt réels et la richesse humaine, dans la solution dynamique. Dans la situation d'équilibre à long terme, il est supposé que les taux d'intérêt réels dans tous les pays sont égalisés et que les variables de flux de recettes et de dépenses ainsi que tous les stocks d'actifs se stabilisent autour d'une part constante du PIB. La spécification du modèle en situation d'équilibre est explicitée ci-après, les lettres en minuscules indiquant que les variables de stock et de flux sont exprimées en pourcentage du PIB.

Fonction de production

La production est déterminée sur la base d'une fonction de Cobb-Douglas à deux facteurs, dans laquelle le progrès technique est supposé accroître le facteur travail :

$$Y = (E * ELEF)^\alpha * K^{(1 - \alpha)} \quad [1]$$

Ratio Capital-Production

La condition d'optimisation des profits dans le secteur de la production est donnée par :

$$k = (1 - \alpha) / (R + deprat + risk) \quad [2]$$

Contrainte budgétaire de l'État

Une fonction de réaction du taux d'imposition établit un ratio cible spécifique endettement/PIB en situation d'équilibre :

$$tax = gc + trf + (R - g) * b \quad [3]$$

A long terme, le ratio dette publique/PIB converge vers le ratio cible fixé de manière exogène.

$$b = \bar{b} \quad [3a]$$

La *richesse humaine* est la valeur actuelle des revenus nets futurs :

$$hw = \frac{(\alpha - tax + trf + risk * k)}{R + pdeath + n - g} \quad [4]$$

La *richesse financière* est la somme des capitaux, des titres d'État et des avoirs extérieurs nets détenus par le secteur privé :

$$fw = k + b + nfa \quad [5]$$

La *consommation* est une part constante de la richesse totale :

$$c = (pdeath + timep) * (hw + fw) * (P / PC) \quad [6]$$

Les *exportations nettes* : sont déterminées de manière à conserver un ratio stable avoirs extérieurs nets/ PIB en situation d'équilibre :

$$x - m = -(R - g) * nfa \quad [7]$$

Les *importations* sont fonction de la consommation et du taux de change réel :

$$m = \beta * (c + \gamma \ln(rxr)) \quad [8]$$

Les *exportations* sont égales aux importations en provenance du bloc étranger.

$$x = m^f * Y^f / Y \quad [9]$$

Le *taux de change réel* est défini comme le prix relatif du bien national par rapport au bien étranger. Dans le modèle en situation d'équilibre, il est déterminé de manière à garantir la cohérence entre les exportations nettes et la position extérieure nette (équations [7] à [9] ci-dessus), et dans le modèle dynamique il est déterminé par la condition de parité d'intérêt non couverts.

$$rxr = P / P^f \quad [10]$$

Les *prix à la consommation* : sont une moyenne pondérée des prix à la production nationaux et étrangers

$$PC = (1 - w^f) P + w^f P^f \quad [11]$$

où $w^f = m / c$.

Conditions d'équilibre du marché

Équilibre du marché des produits :

La demande agrégée est égale à l'offre agrégée pour chacun des pays et au niveau mondial :

$$1 = c \cdot (PC / P) + (deprat + g) \cdot k + gc + x - m \cdot (P^{Pf} / P) \quad [12]$$

Équilibre du stock mondial d'actifs: la somme des avoirs extérieurs nets de tous les pays est égale à zéro :

$$nfa \cdot P \cdot Y = -nfa^f \cdot P^f \cdot Y^f \quad [13]$$

Définitions des variables

Variables de stock et de flux :

<i>k</i> :	ratio capital-production
<i>tax</i> :	taux d'imposition des revenus du travail
<i>gc</i> :	dépenses publiques en pourcentage de la production
<i>trf</i> :	transferts publics en pourcentage de la production
<i>b</i> :	dette publique en pourcentage de la production
\bar{b} :	objectif d'endettement public en pourcentage de la production
<i>hw</i> :	richesse humaine en pourcentage de la production
<i>fw</i> :	richesse financière en pourcentage de la production
<i>c</i> :	consommation en pourcentage de la production
<i>nfa</i> :	avoirs extérieurs nets en pourcentage de la production
<i>m</i> :	importations en pourcentage de la production
<i>Y</i> :	niveau de la production réelle
<i>E</i> :	emploi
<i>K</i> :	niveau de capital
<i>ELEF</i> :	efficacité du travail susceptible d'accroître le facteur travail
<i>f</i>	en exposant : fait référence à une variable étrangère

Variables de prix :

<i>R</i> :	taux d'intérêt réel
<i>rxr</i> :	taux de change réel
<i>P</i> :	prix d'un bien national
<i>PC</i> :	prix à la consommation

Paramètres fixes :

<i>deprat</i> :	taux de dépréciation du capital
<i>risk</i> :	prime de risque sur le capital
<i>g</i> :	taux de croissance constant de la production
<i>n</i> :	taux de croissance constant de la population active
<i>timep</i> :	taux de préférence temporelle
<i>pdeath</i> :	probabilité de décès
α :	part du travail dans le revenu total